

Université de Montréal

Victoire des rebelles lors des Conflits civils
Quel impact sur les conditions socio-économiques des populations ?

Par

Wandji Tchatat Raïssa Ludwine

Département de science politique

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté

en vue de l'obtention du grade de Maitre ès sciences (M.Sc.)

en science politique

Décembre 2020

© Wandji Tchatat Raïssa Ludwine, 2020

Université de Montréal

Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé

Victoire des rebelles lors des Conflits civils :
Quel impact sur les conditions socio-économiques des populations ?

Présenté par

Raissa Ludwine Wandji Tchatat

A été évalué(e) par un jury composé des personnes suivantes

Dominique Caouette
Président-rapporteur

Théodore Mclauchlin
Directeur de recherche

Lee J. M. Seymour
Membre du jury

Résumé

Ce mémoire porte sur l'impact de la victoire des rebelles lors d'un conflit civil sur l'amélioration des conditions de vies des populations. Les conflits civils sont souvent déclenchés en raison des griefs sociaux, économiques et politiques que peuvent avoir la population et les groupes rebelles contre le gouvernement en place. Mais jusqu'ici, la littérature sur les conflits civils et plus précisément sur l'après-guerre ne nous a pas permis de savoir si, dans les cas où le groupe rebelle sort victorieux du conflit, celui-ci apporte une réponse positive aux griefs qui avaient été soulevés au début du conflit. Autrement dit, observe-t-on une amélioration des conditions socio-économiques des populations après cette victoire ? La recherche menée ici infirme notre hypothèse. Celle-ci stipulait que : le soutien populaire étant nécessaire la plupart du temps au succès d'un groupe rebelle, la légitimité ainsi acquise lui permettrait de gouverner de manière plus démocratique et juste qu'un gouvernement vainqueur et donc, d'apporter des améliorations aux conditions de vie de la population. Après une étude empirique dotée d'analyses de régression simple et multiple, par laquelle on compare plusieurs cas de conflits civils ayant débouché sur la victoire des rebelles et ceux ayant débouché sur la victoire des gouvernements, il en ressort que la victoire des rebelles ne conduit pas à une amélioration des conditions socio-économiques dans le pays. Au contraire, ces conditions se détériorent légèrement dans notre échantillon, tandis qu'on observe une amélioration dans les cas de victoire des gouvernements. Aussi, le mécanisme causal qui faisait donc du régime politique après le conflit une variable intermédiaire entre le résultat du conflit et les conditions socio-économiques, n'est pas confirmé.

Mots clés : conflit civil, victoire des rebelles, victoires du gouvernement, conditions socio-économiques, griefs.

Abstract

This study is about the impact of the rebels' victory in a civil conflict on improving the living conditions of the population. Civil conflicts are often triggered by social, economic, and political grievances that population and rebel groups may have against the government. However, so far, the literature on civil conflicts and more specifically, on the post-war period has not enabled us to know whether, in cases where the rebel group emerges victorious from the conflict, it provides a positive response to the grievances that had been raised at the start of the conflict. In other words, is there an improvement in the socio-economic conditions of the populations after this victory? The research carried out here refutes our hypothesis. We assume that popular support being necessary most of the time for the success of a rebel group, the legitimacy thus acquired will allow the rebel group to govern more democratically and fairly than a winning government and therefore to improve the living conditions of the population. After an empirical study with simple and multiple regression analysis, by which we compare several cases of civil conflicts, which led to rebel victory and those that led to government victory, it emerges that rebel victory does not lead to an improvement in socio-economic conditions. On the contrary, these conditions deteriorate slightly in our sample, while we observe an improvement in cases where the government is victorious. In addition, our explanatory mechanism, which made the post-conflict political regime an intermediate variable between the outcome of the conflict and socio-economic conditions, is not confirmed.

Keywords: civil conflict, rebel victory, government victory, socio-economic conditions, grievances

Table des matières

Résumé	vii
Abstract	viii
Table des matières	ix
Liste des tableaux	xiii
Liste des figures	xv
Liste des sigles et abréviations	xvii
Remerciements	xxi
Introduction et problématique	1
Chapitre 1 – Revue de Littérature	7
1.1 La place des griefs dans les causes des conflits civils :	7
1.1.1 Les griefs ne suffisent pas	7
1.1.2 L’importance des griefs dans le déclenchement des conflits civils	10
1.1.3 Les types de griefs qui reviennent :	12
1.2 Les conséquences socio-économiques des conflits civils :	13
1.2.1 Des conséquences socio-économiques négatives	13
1.2.2 Possibilité d’un impact positif des conflits civils	15
1.2.3 Impact économique de l’instauration d’un gouvernement mixte après le conflit civil	17
1.3 La victoire des rebelles et la configuration politique de l’État après le conflit :	18
1.3.1 Démocratie ou autocratie après la victoire des rebelles	18
1.3.2 L’intervention étrangère et l’impact de la victoire des rebelles sur le régime politique :	21
1.3.3 Un impact de la victoire des rebelles sur les capacités étatiques	23
Chapitre 2 – Cadre analytique	27

2.1 Les hypothèses	27
2.1.1 Le conflit civil : une ouverture à l'amélioration des conditions de vie.....	27
2.1.2 Résultat du conflit, régime politique et croissance socio-économique	29
2.1.3 Résumé de nos hypothèses :.....	33
2.2 Démarche empirique	33
2.2.1 Unité d'analyse et échantillonnage	34
2.2.2 Variables et indicateurs	38
2.2.3 La méthode.....	53
Chapitre 3 – Analyse et résultats.....	57
3.1 Victoire des rebelles/gouvernement et les conditions socio-économiques après le conflit .	57
3.1.1 Résultats statistiques :	57
3.1.2 Une description des résultats dans le groupe des victoires des rebelles :	67
3.2 Notre mécanisme explicatif :.....	71
3.2.1 Variables intermédiaires : Le régime politique	73
3.2.2 Les sources de données sur les régimes politiques :	76
3.2.3 Analyse des résultats statistiques du mécanisme explicatif :	79
Chapitre 4 - Discussion	89
4.1 Avidité ou griefs (Greed or Grievances).....	90
4.2 Limites de la recherche :	92
Conclusion.....	95
Bibliographie.....	99
Annexes 1 - Répertoire de cas et données sur le PIB par habitant.....	i
Annexes 2 – Répertoire de cas et données sur les inégalités	iii
Annexe 3 – Répertoire de cas et données sur l'espérance de vie	v

Annexe 4 – Répertoire de cas et données sur le régime politique..... vii

Annexe 5 : Tableaux d’Anova Modèle 1 et 2 sur le PIB par habitant, l’espérance de vie et les inégalités.....ix

Liste des tableaux

Tableau 1. –	Moyenne des comparaisons avant et après le conflit dans chaque groupe.....	58
Tableau 2. –	Test T, différence de moyennes (Nombre d’observations entre parenthèses).....	60
Tableau 3. –	Régression linéaire multivariée	66
Tableau 4. –	Récapitulatif Impact négatif de la victoire des rebelles.....	69
Tableau 5. –	Récapitulatif impact positif victoire des rebelles	70
Tableau 6. –	Récapitulatif impact mitigé de la victoire des rebelles.....	71
Tableau 7. –	Tableau croisé résultat du conflit et régime politique	80
Tableau 8. –	Tableau croisé intervention étrangère et régime politique	83
Tableau 9. –	Analyse régression multivariée sur le régime politique	83
Tableau 10. –	Tableau croisé (groupe victoire des rebelles) entre le régime politique et les conditions socio-économiques	85
Tableau 11. –	Relation entre les conditions socio-économiques et le régime politique dans le groupe des victoires des rebelles.....	87

Liste des figures

Figure 1. – Histogramme de distribution du PIB par habitant avant le conflit.....	47
Figure 2. – Histogramme distribution du PIB par habitant après le conflit.....	47
Figure 3. – Histogramme de distribution des inégalités avant le conflit	48
Figure 4. – Histogramme de distribution des inégalités après le conflit	48
Figure 5. – Histogramme de distribution de l'espérance de vie avant le conflit	49
Figure 6. – Histogramme de distribution de l'espérance de vie après le conflit	49
Figure 7. – Nuage de points PIB par habitant (1 = victoire des rebelles, 2 = Victoire des gouvernements).....	62
Figure 8. – Nuage de points Inégalités (1 = victoire des rebelles, 2 = Victoire des gouvernements).....	62
Figure 9. – Nuage des points espérance de vie (1 = victoire des rebelles, 2 = Victoire des gouvernements).....	63

Liste des sigles et abréviations

UCDP: Uppsala Conflict Data Program

COW: Correlates of War Project

PRIO: Peace Research Institute Oslo

PIB : Produit Intérieur Brut

WDI: World Development Indicators

À ma mère

Remerciements

Je tiens à remercier tous ceux qui m'ont aidé de près ou de loin dans l'accomplissement de ce mémoire et tout au long de mes études.

Merci à mon Dieu, merci à ma mère, à ma sœur Gisèle et à ma sœur Alvine dont les encouragements, les conseils, les prières, la providence matérielle et en amour m'ont toujours permis de tenir bon malgré les difficultés.

Merci à tous les amis qui m'ont souvent porté une oreille attentive, qui ont cherché à prendre de mes nouvelles et m'ont encouragé à me mettre au travail pour réussir. Je pense spécialement à Rostand et Aurélie Tchani dont l'aide m'a été précieuse à bien des égards.

Je suis grandement reconnaissante pour tous les excellents professeurs que j'ai pu avoir durant ce parcours de deuxième cycle et qui n'ont cessé de m'inspirer et créer en moi un désir de faire plus pour les ressembler. Merci aux professeurs Théodore Mclauchlin, Marie Joëlle Zahar, Jean Philippe Therrien. Vos cours, vos séminaires, vos commentaires et toute autre attention à mon égard ont marqué mon aventure académique à Montréal.

Je n'aurais pas pu avoir un meilleur directeur de recherche que le professeur Théodore Mclauchlin envers qui je suis spécialement reconnaissante. C'est un professeur brillant et exceptionnel. Je me suis toujours demandé « comment fait-il pour connaître autant de textes scientifiques ? ». Votre spontanéité dans la proposition des études à consulter m'a toujours ébahi. Votre support à plusieurs égards, votre attention, vos commentaires m'ont toujours été d'une aide excellente et m'ont propulsé. Je vous dis merci.

Un dernier clin d'œil d'amour pour ma mère qui a toujours tout donné pour me voir réussir. Je ne serai jamais assez reconnaissante envers elle.

Introduction et problématique

Ce travail de recherche porte sur l'impact de la victoire des rebelles lors des conflits civils sur les conditions de vie des populations après le conflit. Nous avons l'habitude d'entendre ou de voir des soulèvements populaires dans nos États contemporains contre les dirigeants, contre la façon avec laquelle ceux-ci gèrent l'affaire publique. Les populations se retrouvent souvent dans des situations sociales, économiques ou politiques peu satisfaisantes, voire précaires, et tiennent pour responsables ceux qui les gouvernent ; d'où leurs soulèvements ou plutôt le soulèvement d'une partie d'entre elles contre ces dirigeants. Or, ces soulèvements peuvent très rapidement dégénérer en conflit civil armé, c'est-à-dire en des échanges violents (pouvant coûter la vie) entre l'armée de l'État et sa population — qui parfois peut s'organiser en un ou plusieurs groupes rebelles eux aussi armés. L'objectif de ces derniers serait donc de destituer, de renverser le régime existant ou de rechercher l'autonomie d'une région en particulier, afin de réorganiser la vie dans l'État et rendre la situation politique, sociale ou économique plus juste et plus satisfaisante.

C'est un phénomène qu'on observe depuis la formation du système étatique dans le monde et peut-être même bien avant ; il peut prendre la forme de conflit civil mineur, de guerre civile et même de révolutions. À titre d'illustration, nous pouvons penser à la révolution cubaine (1953 – 1959) qui s'acheva par la victoire des rebelles dirigés par Fidel Castro (Pérez-Stable 1999) ou encore à la première guerre civile du Congo (ancien Zaïre) qui débuta en 1996 et entraîna la chute du régime de Mobutu Sese Seko en 1997 (Carayannis 2013). La question à laquelle nous voulons répondre dans ce mémoire est la suivante : Considérant que les griefs socio-économiques font souvent partir des motifs qui poussent à la rébellion vis-à-vis du gouvernement en place, est-ce qu'un groupe rebelle qui s'emparerait du pouvoir serait plus susceptible d'améliorer les choses ? En d'autres

termes le conflit aura-t-il été productif et aura amené un changement positif non seulement au niveau politique, mais surtout au niveau des conditions socio-économiques des populations ? Qu'observe-t-on après un conflit civil (notamment dans le domaine social et économique) qui se termine par la victoire des rebelles ?

Objectifs de recherche

Ce travail de recherche repose donc sur deux objectifs principaux. Le 1^{er} objectif vise à comprendre l'impact que peut avoir la victoire des rebelles lors d'un conflit civil sur les conditions socio-économiques dans le pays. S'attèlent-ils à améliorer les choses ? Y arrivent-ils ? Il est judicieux de se poser ces questions lorsqu'on considère que les groupes rebelles et les populations qui les suivent ont un désir ; celui de voir leur vie changer et s'améliorer et comptent donc supprimer ce qui empêche, selon eux, cela d'arriver (à savoir leur gouvernement). Le 2^e objectif découle du premier et consiste à évaluer l'utilité des conflits civils armés dans l'amélioration des conditions de vie dans un pays. Est-ce que cela vaut la peine ? Les couts d'initier ou de s'impliquer dans une rébellion armée sont-ils finalement proportionnels à long terme aux avantages qui pourraient en découler pour la vie de tous les jours ?

La pertinence de la question de recherche

Cette question est pertinente à plusieurs égards. Au niveau théorique, elle s'insère dans la grande littérature scientifique sur l'après-guerre civile. L'élément intéressant que notre sujet apporte à cette littérature est que c'est un aspect de la question qui a été assez peu étudié. Les auteurs se sont surtout intéressés aux systèmes politiques de l'après-guerre (démocratie ou autocratie) ; comment le résultat d'une guerre (arrangement négocié, victoire du gouvernement, victoire des rebelles) influence le système politique qui va suivre (Toft 2010; Huang 2012; Lyons 2016a) ? D'autres se

sont penchés sur les conséquences des guerres civiles sur les conditions sociales, économiques et politiques du pays, sans toutefois donner une attention poussée à l'impact que pourrait avoir le résultat de la guerre (victoire des rebelles ou autre) (Collier 1999 ; Gates et al. 2010 ; Bove, Elia, et Smith 2017). Ainsi, notre travail contribuera à renforcer les études sur l'après-guerre en ce sens qu'il présentera l'influence de la prise du pouvoir par les rebelles après le conflit, sur la possibilité que les mauvaises conditions de vie à la base du conflit soient améliorées.

D'autre part, ce sujet est pertinent dans la mesure où il nous permettra de comprendre quelle part de responsabilité peut réellement être attribuée aux dirigeants d'un pays en ce qui concerne l'état des conditions socio-économiques ; le changement de dirigeants peut-il faire la différence ou est-il suffisant pour faire la différence ? En le faisant, il jette aussi un regard sur les études portant sur l'impact des régimes politiques sur les conditions socio-économiques du pays ; est-ce qu'un régime particulier peut faire la différence, est-ce que les bonnes conditions de vie dans une société peuvent être associées de manière causale au type de régime qui y règne ? La littérature présente une grande discussion entre les auteurs sur ce sujet (Przeworski et al 2004 ; Drury, Kriekhaus, et Lusztig 2006 ; Gerring et al. 2004 ; Olson 1993; Plumper et Martin 2003). Notre travail nous permettra donc entre autres de répondre à ces questionnements. Qu'est ce qui cause réellement le bien être ou le mal être (conditions de vie) dans un pays ?

Enfin, ce texte présente des implications politiques et éthiques dans ce sens qu'il pose en sous-entendu, le problème de l'utilité pour les populations de participer à des actions violentes pour une amélioration des conditions de vie. Les leaders rebelles combattent-ils vraiment pour les griefs de la population ou ont-ils plutôt des visées politiques tout autres et dont les griefs populaires sont un moyen pour les atteindre ? Est-ce que ces griefs demeurent la priorité des rebelles une fois qu'ils sont au pouvoir ?

Définition de quelques concepts clés

Lorsque nous parlons de *conflit civil*, il est nécessaire de préciser que ce qui nous intéresse dans ce projet ce sont les conflits civils armés. Un conflit armé est défini comme étant « une incompatibilité contestée qui concerne un gouvernement et/ou un territoire où l'utilisation de la force armée entre deux parties, dont au moins une est le gouvernement d'un État, entraîne au moins 25 morts au combat au cours d'une année civile » (Gleditsch et al. 2002); et dans notre cas, l'autre partie doit être un groupe à l'intérieur du pays, un groupe civil. Nous préférons utiliser le terme conflit civil plutôt que de parler de guerre civile directement, parce que plusieurs bases de données considèrent un conflit comme étant une guerre seulement lorsqu'il y a au moins 1000 morts liés à ce conflit (UCDP Dataset, COW Project). Or, plusieurs conflits armés n'ont pas nécessairement atteint ce seuil, mais sont tout aussi intéressants pour notre étude. Le terme conflit civil nous permet donc de traiter dans une même catégorie les guerres civiles et des conflits — armés — mineurs.

Nous entendons par *conditions socio-économiques*, les indicateurs de la qualité de vie, le niveau de bien-être dans une population ou leur situation sociale et économique. En effet, les études qui portent sur le bien-être et les mesures de qualité de vie font très souvent référence aux indicateurs socio-économiques ; c'est le cas des rapports annuels de la banque mondiale sur le développement, des travaux comme ceux de Dasgupta et Weale (1992) ou bien Perenboom et al (2004). Quelques indicateurs qui sont utilisés pour mesurer la qualité de vie et par conséquent les conditions socio-économiques sont : le revenu par habitant, l'espérance de vie, l'alphabétisation, la santé, le taux d'emploi, l'équité, et voire même la qualité de l'environnement (Dasgupta et Weale 1992 ; OECD 2006).

Nous considérons un *groupe rebelle comme vainqueur* d'un conflit si ce dernier s'achève par une victoire claire des rebelles sur le gouvernement et que l'appareil de l'État est désormais contrôlé

par l'élite rebelle. Dans les cas des conflits sécessionnistes, la victoire des rebelles se traduit par le fait que ceux-ci ont pu former un nouvel État dont ils sont à la tête.

Approche comparative

Inspirés par plusieurs travaux sur la période post-conflit civil, notre hypothèse de départ souligne que la victoire des rebelles lors de ces conflits conduit à une amélioration des conditions socio-économiques dans le pays. Afin de mieux évaluer l'impact de la victoire des rebelles, nous avons décidé de l'étudier en comparaison avec les cas de conflits qui se sont achevés par une victoire du gouvernement. Ainsi, cette hypothèse est donc formulée comme suit : le soutien populaire étant nécessaire la plupart du temps au succès d'un groupe rebelle, la légitimité ainsi acquise lui permettra de gouverner de manière plus démocratique et juste qu'un gouvernement vainqueur et donc, d'apporter des améliorations aux conditions de vie de la population. La démarche empirique employée pour tester la validité de cette hypothèse consiste en une étude comparative sur tous les conflits civils dans le monde entre 1970 et 2012 qui se sont achevés par la victoire de l'une des parties au conflit (gouvernement ou rebelles).

Au travers des analyses de régression linéaire simple et multiple, nous évaluons l'impact de chaque résultat du conflit sur les conditions socio-économiques après le conflit. Il apparaît en définitive que, comparativement au cas de victoire des gouvernements, la victoire des rebelles ne conduit pas à de meilleures conditions socio-économiques des populations, ces conditions se dégradent plutôt après leur victoire. Et, bien que ce travail montre que la victoire des rebelles a un impact légèrement meilleur sur le régime politique que la victoire des gouvernements, cette dernière variable ne permet pas d'expliquer l'état des conditions socio-économiques après le conflit. Notre hypothèse et le mécanisme explicatif qu'elle décrit sont donc infirmés au bout de cette recherche.

Structure du mémoire

Ce mémoire est élaboré en 4 chapitres. Le premier présente l'état de la littérature sur notre sujet. Nous y présentons des aspects de notre question de recherche qui ont été abordés par les auteurs, les conclusions qui en sont ressorties et comment elles nous aident à mieux appréhender notre sujet. Le deuxième chapitre développe notre cadre d'analyse. Nous y présentons nos hypothèses et la démarche empirique (l'échantillonnage, les variables retenues et la méthode employée). Ensuite, le troisième chapitre détaille les résultats de nos analyses et leurs interprétations. Finalement, notre quatrième chapitre est une discussion générale de la réponse à notre question de recherche. Un retour sur la contribution qu'apporte ce travail et les perspectives futures de la recherche sur ce sujet viennent conclure le mémoire.

Chapitre 1 – Revue de Littérature

Cette recherche se construit sur des fondements qu’ont déjà posés plusieurs travaux sur les conflits civils. Trois débats scientifiques nous permettent en effet d’orienter notre réflexion sur ce sujet. Le premier débat concerne les causes des conflits civils, la place qu’occupent les griefs dans le déclenchement des conflits civils ; le deuxième concerne les conséquences socio-économiques des conflits civils et le troisième, l’impact de la victoire des rebelles sur le système politique après le conflit.

1.1 La place des griefs dans les causes des conflits civils :

La formulation de notre question de recherche présuppose que les griefs sociaux et économiques sont les causes de la rébellion civile qui mène au conflit. Si l’on sait que la mobilisation ou la participation populaire est essentielle au succès d’une rébellion, la question que l’on se pose est de savoir si les griefs ressentis sont suffisants pour attirer cette mobilisation et donc le déclenchement du conflit. Qu’en dit la littérature ?

1.1.1 Les griefs ne suffisent pas

Il existe un débat autour des causes des conflits civils ; plusieurs auteurs soutiennent que les griefs ne sont pas les déterminants de première ligne des conflits civils, ce ne sont pas les griefs qui poussent les civils à entamer une rébellion violente contre leur gouvernement. En effet, on peut observer de mauvaises conditions de vie (économiques, sociales ou politiques) dans deux États et voir l’un plonger dans une guerre civile et l’autre pas (Collier et Hoeffler 2004). Pour ces auteurs, l’inégalité dans le partage des richesses et le caractère démocratique ou pas de l’État par exemple, ne sont pas significatifs pour prédire le risque de conflit ; la capacité d’organiser et de financer la

rébellion est un facteur plus déterminant. Blattman et Miguel résumant cette position en ces mots : « political grievances are universal but the economic incentives to rebel are not and these later factors are often decisive » (Blattman et Miguel 2010, 22). Cette observation pousse à conclure que ce n'est pas nécessairement les griefs qui conduisent à la rébellion et donc au conflit civil.

Les risques élevés liés à la rébellion et les problèmes d'action collective décrits par Mancur Olson (2009) sont des arguments qui ont souvent été cités par les acteurs pour expliquer ce constat. Dans un calcul coûts-bénéfice, la rébellion présente davantage de coûts (morts, blessures, emprisonnement, etc.) que de bénéfices (dans ce cas, l'amélioration des conditions socio-économiques) ; et étant donné que ces derniers sont des bénéfices publics, c'est-à-dire des bénéfices dont tout le monde peut en profiter avec ou sans participation à la rébellion, l'individu rationnel ne devrait trouver aucun intérêt à y participer (le phénomène du passager clandestin prendrait le dessus). Dans cette logique, il faut donc plus que des griefs pour voir naître une rébellion populaire. Les griefs peuvent exister, mais plusieurs autres facteurs expliquent mieux le déclenchement des conflits civils.

Considérant ces difficultés d'action collective, un facteur qui pourrait favoriser la participation des individus à une telle entreprise c'est par exemple la provision d'incitations sélectives aux civiles (Lichbach 1998). C'est le fait de recevoir des bénéfices dus à ma participation que ne recevront pas ceux qui n'ont pas participé. Dans le cas d'une rébellion civile, les auteurs (Collier et Hoeffler 1999) montrent que c'est la disponibilité des ressources naturelles, la possibilité et la volonté de piller qui vont favoriser le déclenchement de la rébellion. L'exploitation des ressources naturelles se présente comme une activité très lucrative et est un incitatif puissant. Ainsi, ce n'est pas premièrement la recherche de la justice qui va peser dans le déclenchement des conflits, mais c'est la possibilité d'avoir une mainmise sur ces richesses. Les leaders de la rébellion pourraient donc

aussi en proposer, comme bénéfiques de leur action, à tous ceux qui décideraient de se joindre à eux d'une manière ou d'une autre, faisant ainsi pencher la balance du calcul coûts-bénéfice des individus et attirer leur participation.

D'autres arguments font valoir que les individus peuvent participer à la rébellion parce qu'ils font partir d'un réseau social fort ou une identité collective (Fujii 2008). En effet, le fait d'appartenir à un groupe social augmente les coûts de la non-participation (être isolé par le reste du groupe, être mal vu, etc.), et facilite la mobilisation et l'organisation de l'action (Denny et Walter 2014). Cet argument est très souvent utilisé pour comprendre la mobilisation dans les conflits ethniques. En outre, les travaux soulèvent aussi l'idée de la présence d'une opportunité politique¹ qui favorise la mobilisation et le déclenchement de la rébellion, en baissant les coûts de celles-ci (Skrede Gleditsch et Ruggeri 2010) ; et aussi l'idée de l'utilité de la rébellion. C'est en effet la perspective que la rébellion puisse avoir du succès et que la participation de chacun soit importante pour cette fin qui favorisera le déclenchement. C'est ce que montrent Edward Muller, Henry Dietz et Steve Finkel (Muller, Dietz, et Finkel 1991) lorsqu'ils parlent de « expected utility of rebellion » dans leur étude sur un échantillon d'étudiant dans une université sujette aux protestations au Pérou.

Elisabeth Wood quant à elle soulève un autre argument lié aux engagements émotionnels et moraux. Elle entend par là non plus une action basée sur les griefs matériels (inégalité dans l'accès aux terres), mais plutôt le désir de combattre l'injustice sociale comme étant un devoir religieux, d'assurer le bien-être des autres et de soi-même, de participer à l'écriture de l'histoire. Ce sont ces

¹ Il pourrait s'agir d'une situation ou un contexte donné qui affaiblit le gouvernement en place et sa capacité à contrer une rébellion ou encore une situation qui fait perdre au gouvernement une grande partie de ses soutiens, une disponibilité des ressources pour mener à bien la rébellion, etc.

facteurs émotionnels et moraux qui ont motivé la participation lors de la guerre civile en El Salvador selon l'auteure (E. J. Wood 2003).

S'il est vrai que l'exposé ci-dessus montre que les causes d'une rébellion armée ne résident pas nécessairement dans les griefs que peut avoir la population vis-à-vis de son gouvernement, il demeure néanmoins que sans les griefs, il y aurait difficilement des motifs qui justifieraient ou légitimeraient le passage à l'action. D'ailleurs, Élisabeth Wood reconnaît la place des griefs lorsqu'elle dit que : « While material grievances, principally inadequate access to land play a role, I show that emotional and moral motives were essential to the emergence and consolidation of insurgent collective action in the areas I studied » (Wood 2003, 2).

1.1.2 L'importance des griefs dans le déclenchement des conflits civils

Dans leur travail sur les déterminants à la participation à la guerre civile, Macartan Humphreys et Jeremy Weinstein apportent un éclaircissement à ce débat sur les causes des guerres civiles. En étudiant le cas de la guerre civile en Sierra Leone, ils montrent que ces arguments qui ont toujours été considérés comme rivaux (à savoir les griefs, les incitations sélectives, et les sanctions sociales) sont tous les 3 pertinents (statistiquement significatifs) pour expliquer la participation des civiles à la guerre (Humphreys et Weinstein 2008). Bien qu'ils ne trouvent qu'aucun de ces trois arguments ne serait suffisant pour expliquer individuellement la participation à la rébellion et qu'un modèle qui tiendrait compte des trois serait plus porteur, nous pouvons néanmoins dire que les griefs y ont joué un rôle important en donnant un sens à l'action et, comme le montre leur étude, ceux qui étaient plus défavorisés économiquement et exclus politiquement participaient plus que ceux qui ne l'étaient pas.

L'importance des griefs dans le déclenchement de la rébellion est davantage soulignée par Cederman, Weidmann et Gleditsch dans leur travail sur les inégalités horizontales et les guerres civiles entre ethnies. Pour ces auteurs, les travaux sur les guerres civiles ont pendant longtemps négligé le rôle des griefs politiques et économiques pour se concentrer sur les opportunités qui donnent lieu à la rébellion. Mais, remarquons avec eux que : « in the last few years, some quantitative studies have started to appear that argue that the current literature's failure to connect distributional asymmetries with conflict behaviour may actually be due to inappropriate conceptualization and imperfect measurements, rather than reflecting a fundamental absence of any causal effect » (Cederman, Weidmann, et Gleditsch 2011, 478). Ainsi, en menant une large et très sophistiquée étude sur les inégalités horizontales à travers le monde les auteurs démontrent par des résultats probants que les inégalités horizontales économiques et politiques augmentent la probabilité de guerres civiles et que les groupes ethniques relativement pauvres et ceux relativement riches sont plus susceptibles d'entamer un conflit civil. En effet, les griefs pour ces auteurs sont les causes de guerre civile, car ils sont des ressources de mobilisation : « we postulate that resentment based on intergroup comparisons involving HIs often provokes ethnic mobilization ... thus, rather than classifying inequality as pure grievances factor we view its impact as a mobilization resource » (Cederman, Weidmann, et Gleditsch 2011).

Une étude qui vient couronner tous ces postulats est celle de Ted Gurr (1974). Il soutenait déjà que les causes de la violence collective se trouvent dans les privations relatives (griefs liés à l'écart entre ce que les gens s'attendent à avoir comme biens pour leur bien-être et ce qu'ils ont réellement) réelles ou perçues par les citoyens. En effet la probabilité pour que la gens se mobilisent pour initier une action violente envers le régime en place dépend de la portée de ces privations (ressenties par un grand nombre de personnes dans la société), leur intensité (le degré d'amertume qu'elles créent chez ces personnes) et le degré de croyance au sein de la population que les acteurs politiques sont

responsables de ces conditions de privation et donc que la rébellion contre eux est justifiée (Gurr 1974). Les griefs demeurent donc un facteur important dans le déclenchement de la rébellion.

Sachant tout ceci, elle est bien fondée, notre question de savoir si les groupes rebelles victorieux d'un conflit civil améliorent, une fois au pouvoir, les conditions de vie qui constituaient les griefs à la base de la rébellion. Nous pouvons donc dire qu'un des objectifs des rebelles au départ de la rébellion (du moins dans le discours) est d'amener un changement et une amélioration des conditions de vie des populations. Dès lors, nous souhaitons savoir quels types de griefs reviennent le plus souvent dans les conflits civils.

1.1.3 Les types de griefs qui reviennent :

Afin d'évaluer véritablement l'amélioration des conditions socio-économiques des populations par les groupes rebelles lorsqu'ils sont vainqueurs, afin de voir si une réponse a été apportée aux griefs qui existaient avant le conflit, nous avons besoin de connaître quels étaient ces griefs. Dans ce mémoire, nous ne pourrions pas étudier chaque conflit civil avec victoire de rebelles pour savoir quelles étaient les causes (griefs) à la base de chaque conflit, mais la littérature sur le déclenchement des conflits nous permet d'identifier une diversité de griefs.

Les auteurs recensent plusieurs griefs qui reviennent souvent au cœur des rébellions. Ils peuvent être d'ordre politique, social ou économique. Ce sont : les inégalités politiques, l'exclusion politique, la répression, le désir d'autonomie en raison des diversités ethniques ou religieuses ; les inégalités dans le partage des richesses, pour l'accès à la terre ; les mauvaises conditions sociales (manque d'infrastructure et de ressources sanitaire et d'éducation, mortalité infantile, pauvreté, chômage) (Gurr 1974 ; Collier et Hoeffler 2004 ; Collier et World Bank 2003 ; Collier et Hoeffler 1998 ; Mason et Mitchell 2016). Il sera donc question pour nous d'étudier l'état de certains de ces indicateurs de conditions de vie après la victoire des rebelles.

1.2 Les conséquences socio-économiques des conflits civils :

Le deuxième débat scientifique qui vient orienter la réflexion sur notre question de recherche porte sur les conséquences socio-économiques des conflits civils. Nous nous rendons compte après avoir débroussaillé les écrits à ce sujet que très peu d'études se sont intéressées à l'impact que pouvait avoir la victoire de l'une des parties au conflit sur ces conséquences. Cependant, ce que la littérature dit à ce sujet nous permet de mieux évaluer l'impact de la gouvernance du pays par les rebelles après le conflit et de ne pas attribuer à ceux-ci des effets qui ne seraient rien d'autre que les conséquences de ce conflit en lui-même.

1.2.1 Des conséquences socio-économiques négatives

Le premier point que nous relevons dans la littérature à ce sujet c'est que les conflits civils ont des impacts négatifs sur le plan économique et social. Si ces effets négatifs des conflits civils semblent parfois évidents, il faut néanmoins tenir compte de l'intensité et la durée du conflit en les analysant (Collier et Duponchel 2013 ; Stewart, Humphreys, et Lea 1997). Selon que les conflits plus meurtriers et de plus longue durée auront des conséquences négatives plus prononcées que ceux qui durent peu et sont d'une intensité mineure.

L'article de Paul Collier (1999) sur les conséquences économiques des conflits civils est une référence dans la littérature. Il soutient que : pendant les guerres civiles, le PIB par habitant diminue à un taux annuel de 2.2 % et ceci est dû à la destruction, la réduction de la production, du capital, et la fuite des investissements. En effet lorsqu'il y a la guerre dans le pays, les investisseurs étrangers et même nationaux choisissent de transférer leur fonds et leurs activités à l'étranger, les citoyens éduqués partent souvent du pays, les activités qui alimentent l'économie du pays deviennent donc pour la plupart obsolètes. Et s'il est vrai que lorsque la paix est rétablie, les couts pour relancer l'activité économique baissent, ceux-ci ne reviennent presque jamais assez vite au

niveau où ils étaient avant la guerre selon l'auteur, alors le redémarrage économique du pays reste faible.

C'est ce que soutiennent aussi Gates, Hegre, Mokleiv Nygård et Strand (2010) dans leur large étude sur les conséquences des conflits civils sur la croissance économique, la pauvreté et la malnutrition. Les pays qui ont connu des conflits civils ont de plus mauvais résultats sur ces variables que ceux qui ne les ont pas expérimentés. Un extrait des conséquences sur la croissance économique :

« Conflict clearly affects economic growth in our estimations, corroborating the studies reviewed above. One year of minor conflict is estimated to reduce annual growth by between 1% and 2%, major conflicts are assumed to have twice as high effect. The analyses using battle deaths as conflict variables indicate effects of the same magnitude - minor conflicts with 25 battle-related deaths per year leads to an annual 1% growth shortfall, whereas the most lethal conflicts with more than 100,000 deaths per five-year period cause a growth reduction of about 4% per year. »
(Gates et al. 2010).

En plus, pour la Banque mondiale « the average cost of civil war is equivalent to more than 30 years of GDP growth for a medium size developing country. Trade levels after major episodes of violence take 20 years to recover » (Bank 2011).

Au niveau humain et social, Ghobarah, Huth, and Russett (Ghobarah, Huth, et Russett 2003) montrent que les guerres civiles ont des effets négatifs qui se prolongent à long terme. Elles augmentent l'incidence des décès et l'incapacité liée aux maladies contagieuses, elles causent des chocs démographiques. On a aussi des effets négatifs sur la santé mentale, la mortalité infantile et l'éducation (Mason et Mitchell 2016 ; Stewart, Humphreys, et Lea 1997).

Ce que toutes ces études nous enseignent par rapport à notre question de recherche c'est que même si le conflit s'achevait par la victoire des rebelles, on ne verrait pas directement, dans les années suivantes de meilleures conditions de vie dans le pays, car le conflit a pour effet de détruire toutes

les opportunités qui favorisent ces conditions et comme Collier le montrait, même après que la paix soit rétablie on ne retrouve pas facilement le niveau économique et social auquel on était avant le conflit. Cela suggère en d'autres termes que le conflit en soi même sera la cause d'une détérioration encore plus profonde des conditions des populations ; peu importe comment, celui-ci prend fin — changement de dirigeants ou pas. Ce n'est cependant pas l'avis de tous les chercheurs sur le sujet, des positions contraires ou plus nuancées ressortent aussi dans la littérature.

1.2.2 Possibilité d'un impact positif des conflits civils

Pour des auteurs, dans certaines situations les conflits civils n'ont souvent aucun effet significatif sur l'économie et parfois, ont plutôt un effet positif. Le travail de Vincenzo Bove, Elia et Smith sur les conséquences hétérogènes des guerres civiles s'inscrit dans cette lancée. À travers une méthode de contrôle synthétique et d'analyse de données à large panel, les auteurs montrent sur l'ensemble de leurs cas d'étude que l'impact des guerres civiles sur l'économie n'est pas absolument négatif. L'utilisation de ces deux méthodes présente des effets distincts, mais dans l'ensemble, pour certains cas, les conflits civils n'ont aucun effet, et pour d'autres ils ont un effet positif et significatif sur les perspectives de croissance économique (Bove, Elia, et Smith 2017).

En effet puisque les conflits sont souvent déclenchés dans des États fragiles, où il règne parfois la mauvaise gouvernance et un manque de production de bien publique, ils sont considérés par certains auteurs comme permettant d'améliorer ces conditions. « The problems associated with war do not start when the fighting begins. They would have been present before and may have precipitated or generated the civil conflict. It therefore stands to reason that the resolution of war, when it promotes enduring peace, may signal the start of the solution to these problems » (Chen, Loayza, et Reynal-Querol 2008, 82). Dans cette étude, les auteurs comparent la période préconflit

et post-conflit sur les indicateurs tels que la performance économique, la santé et l'éducation, le développement politique, les tendances démographiques et la sécurité pour 41 pays ayant expérimentés les conflits armés entre 1960 et 2003. Leur étude montre qu'après la guerre, lorsque la paix est reconstruite, on voit une grande amélioration sur ces indicateurs. Pour eux, la période de la guerre est certes difficile, mais elle conduit, lorsque la paix est restaurée, à une progression dans le pays.

Cet argument est aussi illustré de manière convaincante dans une étude intéressante sur la guerre civile en Somalie. Elle montre que le conflit a eu un bon effet sur l'économie du pays. Ce qui se serait passé c'est que, la corruption et la mauvaise gouvernance du gouvernement avaient constitué pendant longtemps un obstacle au développement économique du pays. Alors, la situation d'anarchie créée par le conflit de 1991 a permis de mettre fin à cet obstacle et donné lieu à quelques opportunités d'avancements sur plusieurs indicateurs de développement en Somalie en comparaison de ceux-ci avant le conflit et sous le gouvernement (Leeson 2007).

Ainsi, ces arguments révèlent que, le conflit civil est une opportunité de repartir sur de nouvelles bases, de reconstruire différemment. L'amélioration des conditions de vie pourrait donc être due à ce conflit puisque ce dernier aurait mis fin au système qui entravait les conditions de vies des populations. La victoire des rebelles peut être considérée comme ce signe de la fin d'un mauvais système qui ouvre la voie à la création d'un nouvel environnement politique sociale et économique favorable au bien être dans le pays. Et aussi, si les rebelles parviennent à instaurer une stabilité et une paix durable après le conflit — qui est un facteur important dans l'argument de Chen, Loayza, et Reynal-Querol (2008) — on ne pourrait qu'observer une très bonne progression dans le pays.

1.2.3 Impact économique de l'instauration d'un gouvernement mixte après le conflit civil

Ayant davantage trait aux comportements des rebelles après le conflit, Felix Haass et Martin Ottmann (2020) étudient les conditions de vie des populations après un conflit qui se termine par la formation d'un gouvernement mixte entre les rebelles et le gouvernement. C'est l'un des rares articles qui s'intéresse à la question de l'accès des rebelles au pouvoir et l'allocation des ressources aux populations. Les auteurs veulent savoir si les élites rebelles qui ont donc ainsi accès à des postes dans le gouvernement récompensent les citoyens de leur circonscription² après la guerre. Leur variable dépendante est l'émission des lumières dans la nuit dans les régions d'origines des élites rebelles. Il s'avère que les régions représentées par les rebelles dans le gouvernement ont une émission de lumières nocturnes plus élevée que celles qui n'ont pas une telle représentation³.

Cet article est donc très parlant pour notre question de recherche. Partant de là, on pourrait s'attendre à ce que le groupe rebelle soit redevable envers le soutien populaire qui l'aura propulsé vers la victoire du conflit et la gestion complète des ressources du pays, et récompense donc cette population en répondant à ces besoins, en œuvrant pour son bien-être social et économique. Est-ce que ces comportements des élites rebelles vis-à-vis de leur population lorsqu'ils sont au sein d'un gouvernement partagé se vérifieront aussi lorsqu'ils ont les pleins pouvoirs de l'État ? Notre étude, en répondant à cette question, pourra apporter un appui, un complément ou une contradiction aux résultats de nos deux auteurs.

² Ils font une vérification pour voir s'il y avait bien un support ethnique apporté à l'élite rebelle durant le conflit.

³ Les auteurs montrent que cela est surtout vrai lorsque les rebelles ont accès aux ressources et à des postes ministériels clés.

1.3 La victoire des rebelles et la configuration politique de l'État après le conflit :

Si très peu d'études ont traité de l'impact socio-économique de la victoire des rebelles lors des conflits, nous avons néanmoins des études qui traitent de l'impact de la victoire des rebelles sur le système politique. La problématique ici porte sur la démocratisation de l'État après le conflit sachant que le manque d'ouverture du système et d'inclusion politique, la répression constitue souvent les griefs des populations et des rebelles. La question est de savoir : quels types de régimes politiques (démocratie ou autocratie) les groupes rebelles victorieux d'un conflit civil sont plus susceptibles de mettre en place. Cette question constitue un véritable débat dans la littérature et jusqu'ici il n'y a pas véritablement de consensus. En revanche, elle est très importante pour notre question de recherche puisque le type de régime politique peut illustrer aussi la trajectoire économique et sociale du pays comme nous le verrons plus loin.

1.3.1 Démocratie ou autocratie après la victoire des rebelles

Commençons par Monica Duffy Toft dans son livre *Securing the Peace*. Elle soutient que les guerres civiles qui s'achèvent par la victoire d'une des parties au conflit amènent plus de stabilité après dans le pays que lorsqu'elles s'achèvent par une négociation ou l'intervention d'une tierce partie. Cette stabilité est davantage assurée lorsque le vainqueur de la guerre est le groupe rebelle, puisque celui-ci est plus susceptible de mettre en place un système démocratique et des institutions stables. Pour appuyer son postulat sur le lien entre la démocratie et la victoire des groupes rebelles, Duffy Toft montre que le groupe rebelle est plus susceptible de faire cela, par ce qu'il a à la fois la capacité militaire pour sanctionner ceux qui essaieront de tricher, et des incitations à gouverner de manière juste afin de gagner de la légitimité auprès des populations locales et aussi auprès des acteurs internationaux (Toft 2010).

Par contre, Huang dans son étude sur les origines de la démocratisation après le conflit, ne considère pas que tous les conflits civils qui s'achèvent par la victoire des rebelles conduisent à la démocratisation de l'État. Il observe que certains cas vont effectivement dans cette trajectoire, mais d'autres non. Selon lui, le régime politique d'après-guerre tient son origine de la période de la guerre. Il parle alors de la gouvernance des rebelles en temps de guerre et montre que la façon dont les rebelles gouvernent les civils pendant la guerre affecte la manière dont ceux-ci gouverneront en temps de paix. Si les rebelles étaient dépendants du soutien matériel des civils, cela pourrait créer plus tard, une pression politique sur les élites rebelles dans l'après-guerre qui les inciterait à user d'une stratégie de démocratisation. Et ceci serait aussi le cas, si les rebelles fournissaient des services (services sociaux éducation et santé, assurer la sécurité physique des civils et la cohésion sociale) dans les territoires libérés et où l'État avait perdu le contrôle ; Huang parle ici du « statebuilding » pendant la période de la guerre. Une sorte de contrat social (dans lequel les civils abandonnent une partie de leur pouvoir en échange des services que le groupe rebelle peut offrir) qui « is precisely what constitutes the bedrock of democracy according to new institutionalist democratic theorists » (Huang 2012, 49). Mais il finit par arriver à la conclusion que : « rebel victory, even that by politically sophisticated state building rebels, does not portend democratization. » (Huang 2012,139).

Terrence Lyons s'inscrit dans cette même lancée. Il soutient que « civilians are not constituents to whom military leadership must answer, but rather auxiliaries who must be mobilized and indoctrinated by the insurgency to meet the goals of the rebellions » (Lyons 2016b, 170). Pour lui aussi, la gouvernance des rebelles en tant guerre a un impact sur le régime politique post-conflit. Il explique que les relations qui ont été développées pendant la guerre entre les élites rebelles et les civiles sont maintenues dans le système autoritaire de l'après-guerre. En effet, dans son texte,

Terrence Lyons essaie de décrire le mécanisme qui mène de la victoire des rebelles à l'autoritarisme en utilisant quelques cas africains : l'Ouganda, le Rwanda et l'Éthiopie. Il s'agit de l'héritage du temps de guerre (le niveau de cohésion et de solidarité au sein du groupe rebelle, les structures organisationnelles pendant la guerre) et la capacité de transformer la puissance militaire en institution politique puissante (la légitimité politique des rebelles qui vient de la victoire militaire et l'utilisation des processus de transition pour consolider le pouvoir plutôt que de le partager). Il soutient que bien qu'on puisse retrouver dans ces systèmes autoritaires quelques éléments de démocratie, ceux-ci seront surtout des moyens de consolidation du pouvoir. Son argument rejoint les positions de Levitsky et Way sur l'héritage des combats violents pendant les révolutions et le maintien durable des régimes autoritaires (Levitsky et Way 2012 ; Lachapelle et al. 2020). Dans ces travaux, les auteurs soutiennent que les appareils puissants de loyauté, les structures organisationnelles autour de la cohésion, l'unité et la discipline forgée dans le groupe et qui étaient essentiels à la survie pendant la période du conflit violent, perdurent une fois que le groupe s'installe au pouvoir et donnent à ce dernier la capacité de rester soudé et de s'y maintenir même lorsque surviennent des crises. En d'autres termes, pour résumer l'argument de Terrence Lyons et ces derniers auteurs, la révolution elle-même, permet au groupe rebelle de développer des caractéristiques, des moyens et des capacités qui lui permettront d'instaurer le régime qui le convient et de s'y maintenir même sans le soutien populaire et même s'il ne produisait pas de bons résultats.

Cette discussion est intéressante pour les fins de notre travail à deux niveaux. Premièrement, comme nous l'avons vu, l'exclusion politique, l'autoritarisme, les restrictions des libertés politiques font souvent partie des griefs qui sont soulevés par la population et défendus par le groupe rebelle. Il devient donc très pertinent de savoir quel comportement ce dernier adopte une

fois au pouvoir. Est-ce qu'il améliore la configuration politique du pays ? S'il ne le fait pas, cela pourrait induire qu'il pourrait en être de même des griefs liés aux conditions socio-économiques. Mais si le groupe rebelle cherche à améliorer la vie politique, peut-être trouver des solutions aux problèmes socio-économiques sera aussi sa priorité. Deuxièmement, cette discussion est importante parce que plusieurs chercheurs ont établi une relation qui existe entre le régime politique et les conditions économiques et sociales dans un pays, laissant souvent entendre que les régimes démocratiques favorisent de meilleures conditions économiques et sociales que les régimes autocratiques.⁴ Ainsi, l'amélioration des conditions de vie par les rebelles pourrait passer par leur capacité à instaurer un régime plus ouvert après le conflit. Le débat sur les régimes politiques après la victoire des rebelles se poursuit aussi en ajoutant une dimension de la politique internationale.

1.3.2 L'intervention étrangère et l'impact de la victoire des rebelles sur le régime politique :

Patricia Sullivan étudie l'impact de l'assistance militaire étrangère fourni à un groupe rebelle pendant le conflit sur la possibilité de démocratisation et du respect des droits de la personne dans le pays après le conflit. Son enquête montre d'une part que le groupe rebelle qui reçoit de l'assistance militaire de l'extérieur sera moins préoccupé à démontrer sa capacité à fournir des biens publics aux civiles afin de gagner leur support et ne se gênera pas à cibler ceux-ci dans ses assauts. D'autre part, si le groupe rebelle prend le contrôle du pouvoir après le conflit (gagne le conflit) il commettra plus d'abus sur les droits de la personne et démocratisera moins l'État. Enfin,

⁴ Ce point sera davantage développé dans la suite du travail, notamment dans le cadre théorique.

si le gouvernement est vainqueur de la guerre, celui-ci va être encore plus répressif et moins démocratique si le groupe rebelle a reçu une aide externe pendant la guerre (Sullivan 2019).

Pour comprendre ces résultats, Sullivan explique sous la base d'études précédentes que les groupes rebelles disposent très souvent de très peu de force militaire pour gagner le contrôle des territoires face aux gouvernements, et pour cette raison, ils travaillent donc à gagner du support et la coopération de la population en fournissant des biens publics comme la sécurité. Mais lorsqu'un groupe dispose d'une source de financement alternative comme l'assistance militaire, il devient moins dépendant de la population, il recrute moins les individus locaux et utilise davantage la force pour répandre son contrôle et son autorité, il n'hésite donc pas à cibler la population dans ses attaques si cela est nécessaire pour sa stratégie et aussi, « over time, the entire organization can morph from a movement motivated primarily by popular grievances to little more than an undisciplined criminal gang. There is some empirical evidence that groups receiving external support are more likely to engage in violence against civilians » (Sullivan 2019). Pour Jeremy M. Weinstein aussi, l'appui externe est une origine principale de ressources matérielles qui finissent par éloigner les groupes rebelles de la population civile et de leurs préoccupations. Certains groupes rebelles vont d'ailleurs abuser de la population, les cibler dans des attaques et aussi extraire des ressources naturelles pour leurs propres intérêts (Weinstein 2006).

Alors, par ces actions néfastes, le groupe rebelle fait diminuer sa légitimité auprès de la population par rapport à ce qui aurait pu être le cas s'il trouvait leur support en elle. Ce qui en résulte selon Sullivan est que, une fois que les rebelles gagnent la guerre et détiennent le pouvoir, ils auront certainement besoin, en raison de ce manque de légitimité, de continuer de faire recours à la force, à la répression afin de maintenir leur autorité dans le pays. Pour Sullivan, un gouvernement moins légitime abusera plus des droits de la personne et sera plus répressif qu'un gouvernement plus

légitime. Pour finir, dans le cas d'une victoire du gouvernement, la provision d'une assistance militaire au groupe rebelle pendant la guerre va avoir comme effet la continuité de la répression, des abus des droits de la personne et une faible démocratie. Car cette assistance laisse le groupe rebelle, qui certainement ne sera pas désarmé entièrement à la fin de la guerre (Sullivan 2019), avec une forte capacité pour menacer l'autorité du gouvernement. Alors celui-ci pour se protéger continuera à user des méthodes répressives.

Ce que nous retenons de tout ceci est que l'assistance militaire étrangère peut aider le groupe rebelle à gagner le conflit, mais il peut aussi contribuer à l'éloigner des griefs populaires qui avaient motivé ses actions au début. Le groupe rebelle peut donc ainsi commencer à agir dans le sens unique des intérêts politiques des élites du groupe et une fois au pouvoir, ils ne répondront donc plus aux besoins de la population. Cela peut être le cas sur le plan politique, mais aussi au niveau des conditions économiques et sociales.

1.3.3 Un impact de la victoire des rebelles sur les capacités étatiques

Moins liés au régime politique après le conflit, mais plutôt en rapport au domaine politico-administratif, David Sobek et Cameron Thies (Sobek et Thies 2015) étudient l'impact du résultat du conflit sur les capacités politiques, mais aussi économiques de l'État après le conflit. Ils apportent une réponse à la question de savoir, quel résultat du conflit (victoire décisive du gouvernement ou victoire des rebelles) favorise une récupération plus rapide des capacités étatiques. Ils entendent par capacités étatiques, la capacité de l'État à répondre aux griefs des populations et à réprimer les rebelles. Ceci se traduit par la capacité à monopoliser l'utilisation légitime de la force dans un territoire, les capacités bureaucratiques et administratives, la qualité et la cohérence institutionnelle politique. Après avoir mené une analyse statistique de toutes les guerres civiles terminées entre 1960 et 2000, ils en concluent que lorsque le gouvernement est

vainqueur on peut observer un État plus fort si le conflit était de courte durée et la victoire décisive. En revanche, les rebelles, ayant besoin de plus de temps pour renforcer leurs capacités internes, ont donc des États plus forts après un conflit plus long, en particulier lorsqu'ils avaient accès à des ressources pillables pendant le conflit. Ils montrent par contre que les cas de sécessions (création d'un nouvel État par les rebelles) ne sont pas associés à une augmentation des capacités de l'État comme les auteurs auraient pu s'attendre (Sobek et Thies 2015).

Cette étude est très intéressante puisqu'elle nous indique que le groupe rebelle a généralement besoin d'un conflit de longue durée pour pouvoir en sortir vainqueur. Plus le conflit tarde à finir, plus le groupe rebelle développe ses ressources et sera à même, une fois au pouvoir, d'administrer efficacement le pays. Toutefois, la variable dépendante de nos auteurs étant les revenus de l'État (tirés des taxes, pourcentage de PIB de l'État, la capacité d'extraire les recettes fiscales) elle ne nous renseigne pas sur le fait qu'effectivement, une amélioration ou une réponse positive aux griefs des populations est apportée par les vainqueurs. Il est vrai que cette amélioration dépend entre autres des capacités que dispose l'État et, si la victoire des rebelles permet un plus grand accroissement de ces capacités, elle favorise aussi la possibilité de pouvoir répondre efficacement aux griefs. Mais, il reste que rien n'indique au travers de cette étude que ces griefs sont effectivement résolus après la victoire des rebelles. L'objectif central de ce mémoire n'est donc pas encore atteint. La réponse à notre question de recherche pourra donc compléter les conclusions rapportées par cette étude.

Pour conclure, la littérature ne nous apporte pas encore une réponse claire à la question de l'impact de la victoire des rebelles sur les conditions socio-économiques des populations après le conflit. Mais ces discussions autour de la place des griefs dans les conflits civils, les conséquences économiques des conflits civils, et les types de régimes post-conflit que favorise la victoire des

rebelles, nous donnent des pistes de réflexion pour former des hypothèses de réponses plus directes à notre question. C'est donc ce que nous allons faire dans ces prochaines lignes.

Chapitre 2 – Cadre analytique

Dans cette partie, nous présenterons nos hypothèses et la démarche empirique employée pour les tester.

2.1 Les hypothèses

À partir des arguments qui ont déjà été développés dans les travaux sur les conséquences des conflits civils, la gouvernance pendant et après le conflit et la relation entre la démocratie et le développement socio-économique, nous avons essayé de formuler des hypothèses de réponse pour notre question de recherche. Il est utile de préciser que dans ce mémoire nous allons évaluer l'impact de la victoire des rebelles en faisant une comparaison avec les cas de victoire du gouvernement⁵.

2.1.1 Le conflit civil : une ouverture à l'amélioration des conditions de vie

Nous nous attendons dans un premier temps à une amélioration — par rapport à la période préconflit — des conditions socio-économiques dans nos deux cas d'espèce, c'est-à-dire les cas de victoire des rebelles et les cas de victoire du gouvernement après le conflit civil. En effet, la littérature sur les conséquences économiques des guerres civiles nous a donné de savoir qu'il pourrait avoir un impact positif des guerres civiles (Bove, Elia, et Smith 2017 ; Chen, Loayza, Reynal Querol 2008). Chen, Loayza et Reynal Querol, nous expliquent qu'étant donné qu'elles sont souvent déclenchées en réponse aux problèmes de mauvaise gouvernance, de répression et

⁵ Nous expliquons dans la deuxième partie de ce chapitre (démarche empirique) les raisons de cette comparaison et de l'exclusion des autres types d'issues de conflit.

d'injustice de certains gouvernements, les guerres civiles ouvrent la voie à un changement de façon de faire et à une possibilité d'amélioration des conditions dans le pays.

C'est par cet argument que les auteurs expliquent les croissances que l'on peut observer dans des pays après une guerre civile. On a certes une baisse du PIB et un taux de mortalité élevé, une ruine des infrastructures éducatives, sanitaires et politiques pendant la guerre et les premières années qui suivent directement le conflit, mais dans le long terme, une fois que la paix est rétablie, les auteurs montrent qu'on débouche sur des pourcentages élevés de croissance comparativement à la période avant le déclenchement de la guerre. On a aussi une amélioration sur les indicateurs de santé et d'éducation et des indicateurs politiques (les pays allant plus vers le respect des libertés politiques après les conflits).

S'il est vrai qu'ils ne distinguent pas les différentes fins des conflits civils dans leur étude, leur argument nous permet de penser que le conflit en soi entraîne une remise en question au niveau du gouvernement et si celui-ci est vainqueur, il essaiera de modifier et d'améliorer sa gouvernance afin d'éviter de nouvelles protestations ; et comme Rodrik le mentionne « because prevailing interests may lose some of their legitimacy and because incumbents may be open to trying new remedies » (Rodrik 2014). Quant à la victoire du groupe rebelle, le conflit aura permis l'arrivée de nouveaux leaders, et de ce fait des innovations, et un effort ou un souci de faire mieux que les prédécesseurs contre qui l'on s'est révolté.

Comme nous le mentionnions aussi dans la revue de littérature, Leeson montre que la situation socio-économique de la Somalie s'est améliorée après la guerre civile bien que le pays n'eût pas encore pu réinstaller un gouvernement central. Mais la guerre avait permis de mettre fin au règne d'un gouvernement qui entravait la croissance du pays par la mauvaise gouvernance, la corruption et la restriction des libertés (Leeson 2007). Dès lors, nous comprenons que malgré les dégâts et les

impacts négatifs que génèrent les conflits civils dans la vie des humains et dans la vie des États, ils se présentent comme un moyen de mettre fin aux anciennes méthodes de gouvernance non productives, mais surtout comme une ouverture pour de nouvelles façons faire, de gouverner et une amélioration des conditions de vie dans le long terme. Suivant ces arguments, nous nous attendons à trouver dans la suite de notre étude qu'une victoire des rebelles conduirait à un changement positif dans les conditions de vie dans le pays, mais aussi, un gouvernement qui vaincrait fera l'effort d'améliorer sa gouvernance et donc produira davantage de biens publics.

Cependant, nous prévoyons que les cas de victoires des rebelles expérimenteront une plus grande amélioration des conditions socio-économiques que les cas de victoire du gouvernement puisqu'ils sont plus susceptibles d'instaurer un régime politique plus démocratique.

2.1.2 Résultat du conflit, régime politique et croissance socio-économique

Il est vrai, comme nous l'avons montré dans la littérature que la relation entre la victoire des rebelles et la démocratie reste encore un débat. Mais puisque nous comparons ici l'impact de la victoire des rebelles à celle de la victoire du gouvernement, nous choisissons l'argument d'une relation positive entre la victoire des rebelles et la démocratie. Nous considérons que, bien qu'il y ait des cas de victoires de rebelles qui accentuent l'autoritarisme (Huang 2012), la victoire des rebelles conduit à de meilleurs résultats sur le régime politique que la victoire des gouvernements (Toft 2010). Et si l'on considère les études sur le lien entre démocratie et le développement, nous observons que le respect des principes démocratiques dans un État mène à une meilleure croissance économique et de meilleures conditions de vie.

Nous avons vu au travers de plusieurs études qui traitent des capacités et des stratégies des groupes rebelles pendant la guerre en comparaison avec ceux du gouvernement que ces derniers sont pour la plupart du temps plus équipé et avantagé militairement dès le départ du conflit ; le groupe rebelle

en face, est quant à lui souvent doté de très peu de ressources (Butler et Gates 2009 ; Kalyvas et Balcells 2010 ; Kalyvas 2006). Ainsi, pour faire face au gouvernement et arriver à le vaincre, le groupe rebelle a besoin de s'appuyer sur le soutien populaire et de mobiliser la population (R. M. Wood 2014 ; Mampilly 2012). Pour ce faire, il va souvent fournir des biens publics comme la sécurité et l'accès à des ressources aux populations dans les zones où il a le contrôle, afin d'attirer leur adhésion et gagner en légitimité auprès d'eux, comme étant un pouvoir qui peut répondre à leur besoin comparativement au gouvernement (Mampilly 2012). Si donc le groupe rebelle gagne le conflit et prend les rênes politiques du pays, celui-ci pourra gouverner plus aisément en raison de la légitimité qu'il aura acquis auprès du peuple. Il sera ainsi plus confiant à l'idée d'instaurer un système plus démocratique et de concourir à des élections libres, sachant qu'il les remportera puisqu'il a le soutien de la population (Sullivan 2019). Et, d'autant plus qu'instaurer un régime démocratique lui permettra de gagner en légitimité auprès des institutions et puissances étrangères, il aura encore plus d'incitatifs à agir ainsi (Toft 2010).

Par contre, en ce qui concerne la victoire du gouvernement, étant donné que la rébellion commence contre le gouvernement parce que celui-ci est tenu pour responsable des conditions mauvaises dans le pays, et donc qu'il est désormais vu comme illégitime, le fait qu'il gagne le conflit n'améliore pas nécessairement sa légitimité auprès des rebelles et/ou de la population en générale. Un manque de légitimité comme l'explique Sullivan entrainera donc une plus grande répression, des appréhensions quant au respect élections libres et autres principes démocratiques ; car le gouvernement craindra d'être délogé (Sullivan 2019).

En plus, les études sur la résolution des conflits montrent que le désarmement des rebelles et leur réinsertion dans la vie civile ne sont pas toujours des idéaux aisés à réaliser. Parfois, les rebelles ne se désarment pas complètement (Lake 2017). Face à cela, le gouvernement peut continuer malgré

qu'il soit vainqueur, à se sentir menacé. Celui-ci pourrait donc maintenir des techniques afin de contenir les rebelles et empêcher qu'ils trouvent à nouveau une opportunité de mener des actions armées. Cela passe très souvent par la répression et la restriction de certaines libertés, des violations des droits de la personne ; « Because the government continues to face a heightened level of threat from members of the armed group, and the group is in a better position to reignite the violence, the governing regime will be more likely to engage in human rights violations as it seeks to eliminate the threat » (Sullivan 2019). Higgs parle aussi de « Ratchet effects » pour expliquer que l'État (le gouvernement) en temps de crise étend sa taille et son contrôle dans presque tous les domaines du pays, mais une fois que la crise prend fin celui-ci ne ramène pas souvent son degré d'intervention au niveau où il était avant le début de la crise (Higgs 1987 ; O'Reilly et Powell 2015).

Combinant donc ces raisonnements aux études sur la relation entre la démocratie, la bonne gouvernance et le développement économique, nous pouvons nous attendre à une plus grande amélioration des conditions socio-économiques dans les cas où le groupe rebelle serait vainqueur du conflit comparativement aux cas où le gouvernement le remporterait. En effet, malgré les nuances et débats qui ont existé dans la littérature (Marchesin 2004) dans la littérature, il est largement reconnu qu'il y a une relation positive entre la démocratie et la croissance économique, les facteurs qui conduisent à une démocratie durable sont les mêmes qui conduisent à la croissance économique et sociale (Olson 1993 ; Drury, Kriekhaus, et Lusztiig 2006). Il est soutenu en plus que la démocratie politique conduit très souvent à l'économie de marché, la liberté d'entreprendre et de faire du profit, la protection du droit à la propriété ; et ces derniers facteurs sont des éléments essentiels à la croissance économique (Gerring et al. 2004). Si la démocratie garantit une certaine stabilité politique et sécuritaire dans les pays, cette stabilité est aussi essentielle pour attirer les

investissements qui contribuent aussi à la croissance (Fosu 1992 ; Azam, Berthélemy, et Calipel 1996).

Au-delà de la croissance économique, la démocratie est aussi le système politique le plus compatible avec le développement humain (le bien-être des individus) des individus selon le PNUD (PNUD 2002) et, si selon Przeworski le régime politique n'a pas réellement d'effet sur la croissance du revenu total des pays, il soutient néanmoins que ce qui importe du point de vue du bien-être ce n'est pas le revenu total, mais le revenu par habitant. Son étude démontre que le revenu par habitant croît plus rapidement sous les régimes démocratiques que sous des dictatures (Przeworski et al. 2000).

En outre, sachant que la démocratie implique la compétition et la recherche des faveurs de l'électorat, les dirigeants sous des régimes démocratiques ont plus d'incitations à pratiquer une bonne gouvernance, veiller à la fourniture des biens publics (protection des droits de la personne, santé, éducation, de bonnes politiques qui mettent en place des conditions d'épanouissement économiques et sociales) aux populations qui, dans ce système politique, ont le pouvoir de sanctionner les dirigeants lors des élections (Plumper et Martin 2003). Par ailleurs, si pour plusieurs la démocratie n'apparaît pas comme une condition préalable au développement, ou alors est plutôt une conséquence du développement, les auteurs soutiennent qu'elle est indispensable à sa continuité : l'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali va aussi dans ce sens en soutenant que « la démocratie et le développement sont complémentaires et se renforcent mutuellement » (Boutros-Ghali et al. 2002). Cela donne de comprendre qu'assurer de meilleures conditions de vie pour les populations va de pair avec l'indispensabilité d'un cadre d'expression libre, de respect des principes démocratiques.

Ainsi, afin de revenir à la victoire des rebelles/victoire du gouvernement en suivant ces arguments, nous retenons que le résultat du conflit qui favorisera le plus la mise en place d'un régime politique démocratique, facilitera aussi de meilleures conditions sociales et économiques. Si donc c'est la victoire du groupe rebelle qui semble conduire plus à la démocratie que la victoire du gouvernement après le conflit comme expliqué, on s'attend donc aussi à ce que le premier produise un impact plus positif sur les conditions socio-économiques que le second.

2.1.3 Résumé de nos hypothèses :

Voici donc les hypothèses que nous allons tester dans le reste de cette étude :

Hypothèse1 : Il y a une amélioration des conditions socio-économiques après un conflit civil qui s'achève par la victoire des rebelles.

Hypothèse2 : Il y a une amélioration des conditions socio-économiques après un conflit civil qui s'achève par la victoire du gouvernement.

Hypothèse 3 : le soutien populaire étant nécessaire la plupart du temps au succès d'un groupe rebelle, la légitimité ainsi acquise lui permettra de gouverner plus justement et plus démocratiquement qu'un gouvernement vainqueur et donc, d'être plus susceptible d'apporter des améliorations socio-économiques dans le pays que ce dernier.

2.2 Démarche empirique

Nous décrivons ici notre échantillon, les sources de données, les différentes variables retenues et la méthode d'analyse de données utilisée.

2.2.1 Unité d'analyse et échantillonnage

L'analyse porte sur les États dans le monde qui ont connu un conflit civil entre 1970 et 2012 au terme duquel il y a eu une victoire claire soit du groupe rebelle, soit du gouvernement. On considère qu'il y a une victoire militaire claire d'une partie si celle-ci détient toute l'autorité pour déterminer la composition du gouvernement de l'après-guerre (Toft 2010) ou l'organisation du nouvel État qui se serait formé dans le cas d'une sécession. Ainsi, les cas où le conflit s'est terminé par une entente négociée ou par un cessez-le-feu, et dont la formation d'un gouvernement dépend de la volonté de toutes les parties au conflit, ne sont pas pris en compte.

Les cas que nous étudions sont tirés de la base de données *Uppsala Conflict Data Program (UCDP)*, le volume 2 de la version de 2015⁶ et de la liste des guerres civiles et leurs terminaisons contenues dans l'annexe du livre de Monica Duffy Toft « *Securing the Peace: the durable settlement of civil wars* »⁷. Les deux sources ont été combinées afin d'avoir accès à des données un peu plus exhaustives (en effet, la deuxième base de données contient certaines informations qui ne sont pas disponibles dans la première)⁸.

Sur la pertinence des sources : La première source nous est nécessaire, car elle répertorie les conflits armés dans le monde et leur fin entre 1944 et 2015. C'est une base de données qui est très utilisée dans les études sur les conflits interétatiques, mais aussi intraétatiques, et elle rend disponibles des informations essentielles sur chaque conflit notamment, la date de début, la date de fin, l'intensité du conflit, le type de conflit, le résultat du conflit (ou terminaison du conflit), les différentes parties engagées (etc.).

⁶ Kreutz, Joakim, 2010. How and When Armed Conflicts End: Introducing the UCDP Conflict Termination Dataset. *Journal of Peace Research* 47 (2): 243–250.

⁷ Duffy Toft, 2010. Data Appendix, *Securing the Peace: The Durable Settlement of Civil Wars* (Princeton University Press, 2010)

⁸ Pour certains cas, le résultat du conflit n'est pas clair ou disponible

L'UCDP définit les conflits armés comme suit : « Armed conflict is defined by Uppsala Conflict Data Program (UCDP) as a contested incompatibility that concerns government and/or territory where the use of armed force between two parties, of which at least one is the government of a state, results in at least 25 battle-related deaths in a calendar-year » (Kreutz 2010). Ainsi, parmi les catégories de conflits qu'ils distinguent⁹, celles qui nous intéressent sont la 3^e et la 4^e catégorie. C'est-à-dire les conflits armés internes entre un gouvernement et un ou plusieurs groupes d'opposition et les conflits armés internes internationalisés (entre un gouvernement d'un État et un ou plusieurs groupes d'oppositions et dans lesquels il y a eu l'intervention d'autres États aux côtés d'une ou de l'autre partie). Bien que cette dernière catégorie puisse avoir des incidences particulières sur nos résultats (ce que nous essaierons de régler plus loin), ce choix a été fait afin de bonifier le nombre de cas sur lesquels notre étude pouvait s'étendre. En ce qui concerne l'intensité du conflit, la base de données distingue les conflits mineurs (entre 25 et 999 décès liés au combat), et ce qu'elle appelle guerre (au moins 1000 décès reliés au combat). Dans le cadre de ce travail, les cas sont pris sans distinction du niveau d'intensité.

Il nous a aussi semblé nécessaire de compléter les informations de cette base de données avec d'autres bases de données, compte tenu des cas pour lesquels les informations sur la terminaison du conflit sont confuses ou ne sont pas disponibles¹⁰. C'est la raison pour laquelle nous utilisons aussi la base de données montée par Monica Duffy Toft dans le cadre de sa recherche sur l'impact des différentes terminaisons des guerres civiles sur la récurrence du conflit dans le pays. Elle

⁹ Les auteurs distinguent 4 types de conflits : 1. Extra systemic armed conflict occurs between a state and a non-state group outside its own territory; 2. Interstate armed conflict occurs between two or more states; 3. Internal armed conflict occurs between the government of a state and one or more internal opposition group(s) without intervention from other states; 4. Internationalized internal armed conflict occurs between the government of a state and one or more internal opposition group(s) with intervention from other states (secondary parties) on one or both sides.

¹⁰ La base de données a deux colonnes distinctes pour les résultats du conflit. Pour certains cas, les deux résultats sont différents, cela devient donc difficile de faire un choix. Et pour d'autres cas, cette information n'est pas donnée.

répertorie les guerres civiles entre 1940 et 2000 et les codes systématiquement selon leur terminaison (Victoire du gouvernement, victoire du groupe rebelle, entente négociée, cessez-le-feu, et la continuation du conflit). L'auteure tire ces sources entre autres de UCDP/PRIO, mais aussi de la base de données COW (Correlate of War Project). Ainsi, nos deux sources de données sont utilisées simultanément afin de compléter l'information manquante chez l'un ou chez l'autre et d'avoir un répertoire de cas assez large pour mener une analyse statistique.¹¹

Par ailleurs, les guerres civiles étant les unités d'analyse de Duffy Toft, celles-ci restent bien cohérentes avec les catégories de conflit que nous avons sélectionnées dans la base de données UCDP. Mais, Duffy Toft, en parlant de guerre, fait référence uniquement à des conflits avec une intensité d'au moins 1000 décès liés au combat ; alors que nos sélections de cas dans l'UCDP se font sans distinction de l'intensité. Il nous sera utile de contrôler l'impact de ces différences au niveau de l'intensité du conflit plus tard dans l'analyse, mais pour le moment exclure certains conflits sur cette base réduirait beaucoup le nombre de cas pouvant être étudiés ; c'est pour cette raison que nous préférons utiliser le terme de conflit civil plutôt que celui de guerre civile.

En définitive, sur cette question des sources, l'utilisation de ces deux banques de données ne pose pas de problème puisqu'elles se rejoignent très bien sur les définitions des différentes catégories analytiques et qu'elles couvrent sensiblement les mêmes phénomènes (terminaison des conflits civils). Mais, la base de données UCDP reste notre source principale, car elle est plus inclusive au niveau de l'intervalle de temps qui est traité qui va jusqu'à 2015 (comparativement à celle de Toft qui s'arrête en 2000), au niveau des informations sur les conflits comme nous l'avons noté plus tôt et elles traitent à la fois les conflits civils mineurs et majeurs (guerres civiles).

¹¹ Les informations sur quelque 10 cas de conflits ont pu être éclaircies ou complétées grâce à la base de données de Duffy Toft.

Comme il a été dit plus haut, l'échantillon qui sera analysé ici va **de 1970 à 2012**, la difficulté d'avoir des données systématiques sur certains indicateurs de conditions socio-économiques et pour certains États¹² avant cette période a motivé cette décision. Par conséquent, le nombre de cas obtenus est de 47 cas d'études. Mais encore là, certains cas de conflit ont été supprimés de l'échantillon. Il s'agit des conflits territoriaux pour lesquels on observe plus de cas de victoires du gouvernement que de victoire des rebelles. Cela posait un biais dans la mesure où l'échantillon des victoires des gouvernements traitait à la fois des conflits gouvernementaux et des conflits territoriaux alors que celui des victoires des rebelles se limitait aux conflits gouvernementaux.

En plus, pour les deux seuls cas de victoire de rebelles identifiés dans notre échantillon pour ce type de conflit (autrement dit, les cas où il y a eu une sécession), les données de la région séparatiste sur la variable dépendante ne sont pas disponibles avant le conflit pour qu'on puisse évaluer s'il y a eu une amélioration ou pas après la sécession. C'est le cas du conflit Yougoslavie/Kosovo (1998-1999) et Pakistan/Bangladesh (1971). Ce problème se pose d'ailleurs aussi lorsque le gouvernement est vainqueur. Il reste utile d'observer les conditions de vie dans la région séparatiste avant le conflit afin d'évaluer la performance du gouvernement dans cette région après sa victoire. Or, il ne nous est pas toujours possible d'avoir les données nécessaires sur ces régions en particulier (exemple : Russie/Tchéchénie [1999-2003]). Pour ces raisons, nous avons décidé de ne garder que les cas de conflits gouvernementaux (liés aux enjeux de prise du pouvoir et de gouvernance) dans l'échantillon.

Une autre suppression qui a été faite concerne les cas de conflit dans des États qui n'existaient plus 5 ans après le conflit en tant qu'État, comme le conflit civil au Yémen du Sud en 1986 avant

¹² C'est le cas avec les pays qui ont obtenu leur indépendance seulement après 1960, dont les données sur le PIB par habitant par exemple ne sont pas disponibles systématiquement avant cette date.

l'unification avec le Yémen du Nord en 1990. En fin de compte, notre étude porte sur 34 cas de conflits civils, dont 19 victoires des rebelles et 15 cas de victoire du gouvernement.

2.2.2 Variables et indicateurs

Nos variables principales sont : le résultat ou la terminaison du conflit comme variable indépendante ou explicative et les conditions socio-économiques après le conflit comme variable dépendante ou celle à expliquer.

Variable indépendante : Résultat du conflit

Les conflits civils peuvent prendre fin de différentes manières. Une entente négociée entre les groupes rebelles et le gouvernement, un cessez-le-feu, la victoire claire de l'une des parties, ou encore, une diminution ou inexistance progressive des combats. Le type de fin qui nous intéresse ici c'est la victoire de l'une de partie. La variable indépendante se décline donc en 2 catégories qui prennent respectivement le code 1 et 2 dans notre répertoire de cas sélectionnés : d'une part, la victoire du groupe rebelle et de l'autre part la victoire du gouvernement.

Pour bien délimiter cette variable, nous nous sommes intéressés aux définitions que donnent la base de données UCDP et celle de Monica Duffy Toft. L'UCDP considère qu'une partie est gagnante lorsqu'elle parvient à vaincre ou à éliminer complètement l'autre partie et que cette dernière abandonne les combats par capitulation ou par annonce publique ; Monica Duffy Toft appuie ceci, mais d'une manière encore plus claire. Elle considère que l'une des parties est victorieuse si elle détient toute l'autorité pour former un gouvernement après la guerre. Ces définitions nous permettent donc de confirmer que la gestion du pays dans les années qui suivent le conflit relève véritablement de l'autorité des vainqueurs, et donc de mieux déterminer leurs responsabilités dans les conditions de vie qui vont suivre leur prise du pouvoir. C'est pour cette

raison que nous mentionnions que les cas où le conflit s'est terminé par une entente négociée ou par un cessez-le-feu, et donc la formation d'un gouvernement dépend de la volonté des deux parties au conflit ne sont pas pris en compte dans notre travail.

Par ailleurs, nous limitons notre analyse aux cas de victoire d'une des parties parce qu'avec les autres catégories de terminaison du conflit telles que l'entente négociée ou le cessez-le-feu, on fait face à une possibilité de partage de pouvoir entre les deux parties au conflit. Or notre objectif est de pouvoir mesurer distinctement l'impact de la victoire des rebelles. S'il est important d'évaluer cet impact en faisant la comparaison avec d'autres types d'issue de conflit afin de supprimer les explications alternatives, il semble très adéquat de ne pas choisir une issue où les rebelles seraient encore impliqués, mais plutôt une situation où la victoire serait détenue par un autre acteur au conflit. Les résultats de la comparaison seront plus parlants ainsi.

Toutefois, afin de rester fidèle à une partie importante de notre question de recherche qui est de voir l'impact de la victoire des rebelles sur les conditions socio-économiques après le conflit, nous ne sélectionnons pas uniquement les cas des vainqueurs qui ont pu former un gouvernement après le conflit, nous nous limitons simplement à observer s'il y a eu une victoire militaire sans entrer dans les détails de l'après-victoire, du comment et de qui le gouvernement a été formé. En effet, on peut observer qu'un ou des groupes rebelles soient parvenus à destituer le gouvernement en place pendant le conflit, mais une fois vainqueurs, les membres du groupe ne s'entendent plus sur la manière dont le nouveau gouvernement doit être formé ou sur la personne qui doit être à la tête de ce gouvernement. Bien qu'ils aient l'autorité militaire et politique, ils sont dans l'incapacité de former un gouvernement stable¹³. Ces luttes internes peuvent donc rendre la situation encore pire

¹³ C'est le cas dans le conflit libyen depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011

qu'avant en créant davantage d'instabilité dans le pays. En choisissant tous les cas de victoire militaire sans supprimer les cas où les vainqueurs n'ont pas pu former un gouvernement, cela nous permet de ne pas éluder un élément important et très lié à notre problématique de recherche qui est l'utilité de la rébellion ; est-ce que la rébellion aura servi à quelque chose ? Les conditions de vie dans le pays ont-elles pu s'améliorer dans ce contexte ?

En somme, un conflit civil entre 1970 et 2012 est codé 1 si le groupe rebelle remporte la victoire militaire sur le gouvernement ; et il est codé 2 si le gouvernement en place parvient à éliminer militairement le groupe rebelle et maintient son autorité dans le pays.

Variable dépendante : Les conditions socio-économiques

Tout au long de ce travail nous cherchons à savoir si en comparaison avec les cas où le gouvernement est vainqueur, le groupe rebelle qui sort victorieux d'un conflit civil apporte un changement, fait une différence sur les conditions socio-économiques dans le pays. Nous avons vu avec la revue de la littérature que la raison pour laquelle une population ou une partie se révolte contre son gouvernement est très souvent liée aux conditions qu'elle perçoit comme étant insatisfaisantes (on a parlé des griefs comme cause plus ou moins directe des conflits civils). Les rebelles qui prennent donc les armes contre le gouvernement ont pour objectif de le destituer, car ils le considèrent comme étant responsable de la situation insatisfaisante. Le but serait donc de prendre le contrôle de l'État afin de mettre en place de meilleures stratégies de gouvernance qui amélioreraient les conditions de vie dans le pays.

Plusieurs types de griefs ont été mentionnés dans la littérature comme source de rébellion qui peut mener à un conflit civil armé. Nous pouvons citer les inégalités économiques, l'exclusion politique, la pauvreté, le chômage, les divisions identitaires, l'inaccessibilité des soins de santé, mortalité

infantile, l'éducation, etc.¹⁴ Dès lors, pour mesurer les conditions socio-économiques nous avons choisi des indicateurs en fonction de ces différentes sources de griefs citées. Trois indicateurs nous servent donc de mesures des conditions socio-économiques : il s'agit du PIB par habitant, des inégalités économiques dans le pays (mesurer par le coefficient Gini) et de l'espérance de vie. Nous allons présenter la pertinence de chacun de ces indicateurs, ce qu'ils mesurent et les sources qui nous ont permis d'accéder aux données.

Le produit intérieur brut par habitant ou PIB par habitant est un indicateur du niveau d'activité économique dans un État. Il désigne le niveau moyen de vie dans l'État en rendant compte approximativement du revenu de chaque habitant. Il présente plusieurs prérogatives : il permet de comparer des économies en tenant compte des différences au niveau des pouvoirs d'achat pour chaque pays, de mieux évaluer la richesse d'un pays en tenant compte de sa population¹⁵. Mais dans le cadre de ce mémoire, la mesure du PIB par habitant nous permettra tout simplement de connaître quel était le niveau de vie moyen de la population avant le conflit et comment il a évolué après le conflit. Il ne s'agit nullement de savoir si la population était riche ou pas, mais simplement de savoir si l'on observe une amélioration, une régression ou une stabilité dans leur niveau de vie. C'est un indicateur populaire qui a longtemps été utilisé pour évaluer le bien-être économique des États et de leurs populations (ONU, FMI, Banque Mondiale, OCDE et les États), dans le domaine des conflits civils le PIB par habitant a aussi été utilisé pour mesurer les conséquences économiques du conflit (Collier 1999 ; Bove, Elia, et Smith 2017, etc.). Si nous nous intéressons aux conditions socio-économiques, étudier le PIB par habitant semble tout à fait évident. Notre étude pourra donc

¹⁴ Gurr 1974, Collier et Hoeffler 1998, Collier et al 2003, Collier et Hoeffler 2004, Denny et Walter 2014, Mason et Mitchell 2016.

¹⁵ Robert Inklaar, Jutta Bolt, Herman de Jong and Jan Luiten van Zanden. 2018. Rebasing "Maddison": New Income Comparisons and the Shape of Long-Run economic Development. GGDC Research Memorandum.

être mise en parallèle avec d'autres études et sujet connexes qui l'ont utilisé¹⁶. De plus, les données sur le PIB sont largement disponibles et présentées par des sources dont la fiabilité ne fait pas beaucoup de doute (World Bank databank, Maddison Project Database, Pen World dataset). Mais, la source que nous avons choisi d'utiliser ici est le *Maddison Project Database, version de 2018* qui mesure le PIB par habitant au taux du dollar américain en 2011. Elle fournit une plus large couverture des données sur les revenus et elle est l'une des sources de données les plus utilisées dans le monde (Inklaar et al. 2018). Elle nous permet de remédier au problème des données manquantes que nous avons observé dans les données de la banque mondiale sur le PIB.

Notons néanmoins que le PIB par habitant comme indicateur des conditions socio-économiques présente quelques limites et doit être complété par d'autres indicateurs. En effet, il donne certes la valeur du niveau moyen de vie, mais il ne permet pas de prendre en considération les inégalités de revenus entre les individus et, par ailleurs, les auteurs s'entendent pour dire que le PIB par habitant ne permet pas nécessairement d'évaluer le bien-être des populations. Or, en parlant des conditions socio-économiques, nous parlons entre autres du bien-être. L'OCDE fait savoir que le PIB ne permet que de mesurer le bien-être monétaire, ce qui n'est pas suffisant. Il propose dès lors des mesures alternatives pour le bien-être en général dont : le taux d'emploi, les inégalités, la santé, et la cohésion sociale¹⁷. Pour donc remédier à cette limite et présenter, des données approximativement complètent sur les conditions de vie socio-économiques, nous étudierons aussi les inégalités et l'espérance de vie (santé).

Les inégalités entre les individus : La littérature distingue les inégalités horizontales des inégalités verticales. Les unes mesurent les inégalités entre différents groupes sociaux dans la société tels

¹⁶ Par exemple les études sur les conséquences économiques des conflits civils, les études sur le bien-être, les études sur l'impact économique des régimes politiques.

¹⁷ OCDE 2006, les indicateurs alternatifs du bien-être ; www.oecd-ilibrary.org

que : entre les ethnies, les races, le sexe, les groupes d'âge, etc., et les autres se concentrent sur les inégalités entre les individus sans distinction de leur groupe social. En raison de la disponibilité limitée des données sur les inégalités horizontales¹⁸ et dans un souci de simplifier notre analyse, ce sont les inégalités verticales qui seront étudiées. L'indice que nous allons observer pour évaluer ces inégalités entre les individus est le coefficient de Gini. Ce coefficient mesure les inégalités de revenus dans la société sur la base des revenus des ménages, il compare l'écart entre la répartition réelle des revenus et une situation d'égalité ; ses valeurs vont de 0 à 1 (Messias 2003). Plus la valeur est proche de zéro, plus il y a de l'égalité ; plus on va vers 1, plus il y a de l'inégalité.

Il existe plusieurs méthodes pour mesurer les inégalités, mais l'indice Gini semble plus approprié pour ce mémoire. Selon Louis Maurin¹⁹, l'avantage de l'indice Gini est qu'il permet de faire un « état de lieux de la répartition des revenus qui prend en compte ce que gagne chaque fraction de la société et non seulement deux déciles » (Observatoire sur les inégalités 2020) comme c'est le cas avec les autres types de mesure. Il permet ainsi selon l'auteur de mieux rendre compte de l'évolution dans la distribution des revenus au sein de la population. Or, c'est précisément ces évolutions que nous voulons étudier en comparant l'avant-conflit à l'après-conflit. C'est aussi un indicateur qui est largement utilisé dans les études sur les conflits et les inégalités des revenus. Il permet d'avoir une unité simplifiée et facilement analysable des inégalités dans un pays. Nous l'utiliserons donc comme deuxième indicateur des conditions socio-économiques. Est-ce que les rebelles au pouvoir après la guerre font baisser l'injustice sociale en permettant une meilleure redistribution des revenus ?

¹⁸ Cedermann et al (2011) utilisent les inégalités horizontales dans leur travail, mais ils expliquent bien les limites et les difficultés des sources qui mesurent ces inégalités. Et, la source qu'ils utilisent finalement les mesure certes globalement, mais seulement pour une année (1990).

¹⁹ Directeur de l'observatoire sur les inégalités. Dans : « Quels sont les indicateurs de mesures des inégalités des revenus », <https://www.inegalites.fr/Quels-sont-les-indicateurs-de-mesure-des-inegalites-de-revenus>

Les données sur les inégalités que nous utilisons sont tirées de la base de données Gapminder World. Cette source combine les données tirées de plusieurs autres sources (comme la Banque mondiale et autre) dans un tableau unique et chronologique permettant ainsi de retrouver et utiliser plus aisément les données. Elle présente les valeurs de l'indice Gini pour tous pays depuis 1800 et il est mesuré ici par des valeurs allant de 0 à 100 plutôt que 0 à 1 comme à l'habitude.

L'espérance de vie à la naissance : C'est le nombre moyen d'années qu'un nouveau-né dans une société pourrait vivre si le taux de mortalité actuel restait le même. Plusieurs études qui mesurent le bien-être utilisent cet indicateur ; il est considéré comme un indice de la qualité de vie dans un pays. Dasupta et Weale étudient les relations entre les droits politiques et civils et la qualité de vie des personnes et l'un des indicateurs socio-économiques qu'ils utilisent est l'espérance de vie (Dasgupta et Weale 1992). Dans l'article *Trends in life expectancy in wellbeing*, les auteurs montrent que dans un État où le niveau de bien-être est élevé l'espérance de vie est aussi élevée (Perenboom et al. 2004). Si le bien-être reflète l'état des conditions socio-économiques dans une société, il est donc cohérent que nous étudions aussi cet indicateur dans le cadre de ce mémoire. L'espérance de vie présente des informations sur la mortalité et sur l'état de santé au sein de la population. Ces données nous permettront donc de connaître les conditions sanitaires dans les États, l'accessibilité et la disponibilité des soins de santé.

Les données sur l'espérance de vie à la naissance sont largement disponibles. Nous avons choisi d'utiliser les données de la base de données WDI (World development indicators database) de la banque mondiale ; ce sont des données officielles, utilisées par les organisations internationales, les États et aussi les chercheurs.

En fin de compte, d'autres indicateurs pertinents et très utiles auraient pu être ajoutés à notre liste ; c'est le cas du chômage et les données sur l'éducation. Mais, la non-disponibilité des données nous

oblige à nous en tenir aux trois cités. En effet, les bases de données consultées répertorient pour la majorité les données du chômage à partir au moins de 1980 et pour l'éducation, nous avons beaucoup de données manquantes. Afin de maintenir un nombre de cas assez consistant pour notre analyse quantitative, il semble justifié de ne pas s'attarder sur ces indicateurs. Le PIB, les inégalités et l'espérance de vie constitueront les indicateurs essentiels par lesquels nous essaierons d'apporter une réponse à notre question de recherche.

À cet égard, la mesure de ces indicateurs se fait 5 ans avant et 5 ans après le conflit. Certains auteurs qui ont effectué un exercice semblable à celui que nous tentons de faire ici ont souvent, pour les uns mené leurs observations 3 ans avant et après le conflit (Haass et Ottmann 2020) et pour d'autres, 7 ans ou 10 ans avant et après le conflit (Bove et al 2017, Chen et al 2008). Nous avons relevé des limites à ces choix. En effet, si l'on prend des années très proches du conflit comme de 1 à 3 ans, il se peut que pendant ces périodes il régnât déjà une instabilité dans le pays en raison certainement du début des émeutes ou autre (selon qu'on se situe avant le conflit proprement dit) et une instabilité du fait de la fin de la guerre et l'installation de la nouvelle élite politique (selon qu'on se situe après le conflit). D'un autre côté, si l'on prend des années très éloignées (10 ans par exemple), nous ne pourrions pas établir des relations causales très fiables, car d'autres facteurs peuvent entrer en jeu, comme le fait qu'il ne s'agisse pas du régime contre lequel la rébellion a été lancée. Par contre, observer 5 ans après semble pertinent, si l'on considère que le groupe rebelle a déjà eu le temps de s'installer et commencer à appliquer ses politiques ou que le gouvernement a déjà eu le temps de rétablir l'ordre et poursuivre sa gestion, et 5 ans avant parce qu'on peut considérer qu'il y a à cette période, une relative stabilité avant le début du conflit. C'est un juste milieu qui n'est pas parfait, mais qui est moins risqué que les autres, et nous évite de devoir contrôler l'effet de plusieurs autres variables.

Nous présentons par les figures d'histogrammes qui suivent les écarts dans la distribution de nos indicateurs entre la période avant le conflit et celle d'après (5 ans avant et 5 ans après) pour l'ensemble de notre échantillon.

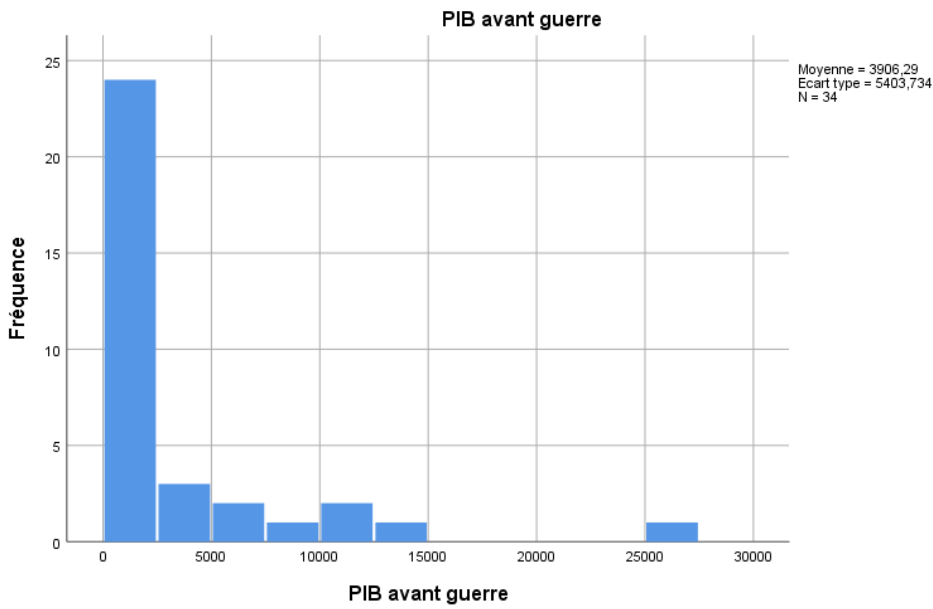


Figure 1. – Histogramme de distribution du PIB par habitant avant le conflit

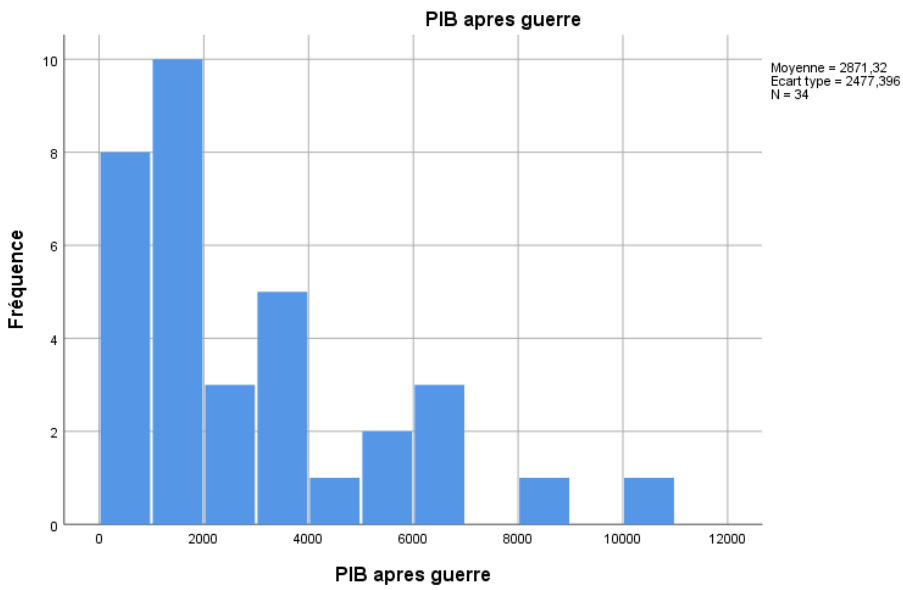


Figure 2. – Histogramme distribution du PIB par habitant après le conflit.

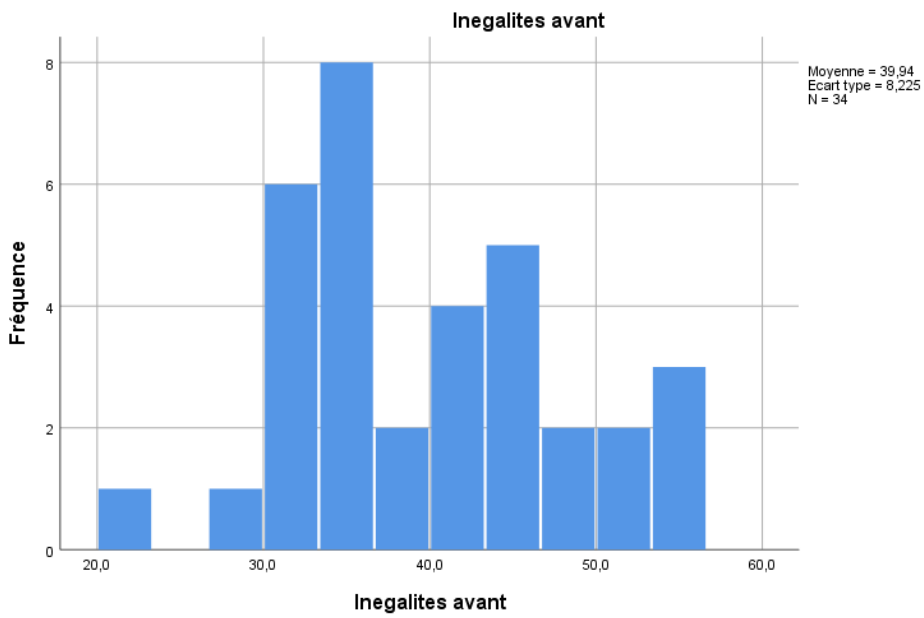


Figure 3. – Histogramme de distribution des inégalités avant le conflit

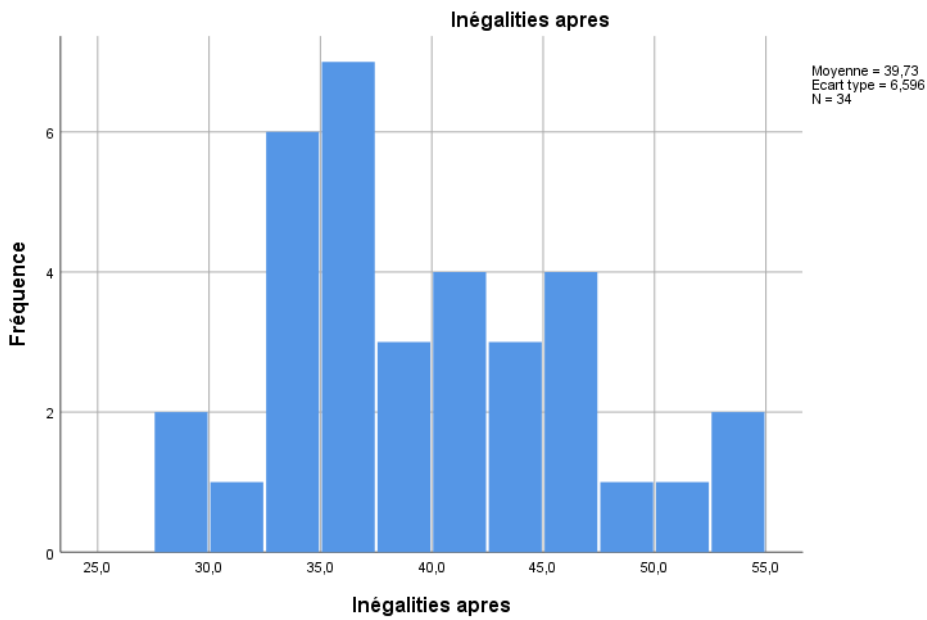


Figure 4. – Histogramme de distribution des inégalités après le conflit

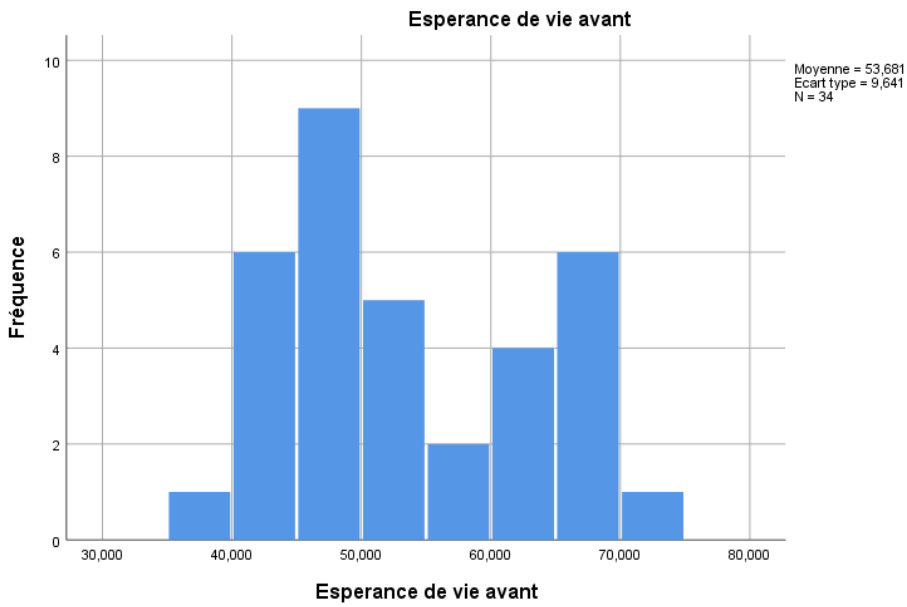


Figure 5. – Histogramme de distribution de l'espérance de vie avant le conflit

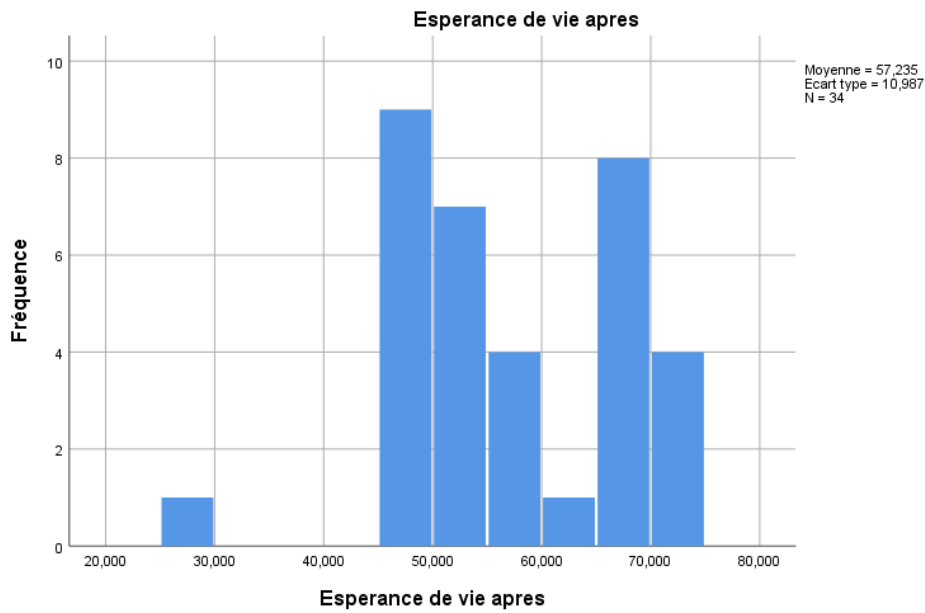


Figure 6. – Histogramme de distribution de l'espérance de vie après le conflit

Les deux premières figures présentent l'écart du PIB entre la période avant le conflit et celle après le conflit sur l'ensemble de nos cas d'étude. On observe une réduction du PIB par habitant dans notre échantillon après le conflit. La moyenne du PIB par habitant passe de 3906,29 à 2071,32 dollars. Avant le conflit, les cas étaient dispersés entre moins de 5000 dollars (US 2011) par habitant et 15 milles (le pic étant entre 0 et 2500 dollars) avec un cas extrême qui va à plus de 25 milles (il s'agit de la Libye 2006). Mais après le conflit, les cas sont moins dispersés ils vont de moins de 2000 dollars à un peu plus de 10 000 avec un pic entre 1000 et 2000.

Pour ce qui est de l'inégalité (figure 3 et 4), on observe une légère diminution des inégalités après les conflits. La moyenne passe de 39,94 à 39,73 (noter que dans la base de données utilisée pour cet indicateur, le Gini est mesuré sur 100 au lieu de 1 comme à l'habitude).

En ce qui concerne l'espérance de vie, on observe une bonne augmentation après les conflits. La moyenne des années d'espérance de vie passe de 53,681 ans avant le conflit à 57,235 après ; soit une augmentation moyenne de 3,55 années. Les cas sont dispersés entre moins de 40 ans et un peu plus de 70 ans. Mais après le conflit, à l'exception d'un cas extrême qui est à moins de 30 ans d'espérance de vie (il s'agit notamment du Cambodge où il y a eu un génocide après le conflit), les cas sont dispersés entre un peu plus de 45 ans et 75 ans environ et on observe un pic entre 45 et 50 ans, mais aussi une deuxième montée du nombre de cas entre 65 et 75 ans.

Les variables de contrôle :

Il est nécessaire d'ajouter quelques autres variables à notre analyse afin de nous assurer que l'effet qui est mesuré est uniquement celui de notre variable indépendante sur notre variable dépendante.

En effet, plusieurs variables peuvent influencer les résultats de notre analyse en s'avérant être des ascendantes de nos deux variables principales. Ne pas contrôler leur effet biaiserait nos conclusions en ce qui concerne la relation causale entre nos deux variables — la relation entre les 2 variables principales de l'analyse pourrait être due au fait qu'il y a tout simplement d'autres variables qui les lient entre elles et non en raison d'une causalité entre elles —. Au travers de la « théorie causale structurelle » Judea Pearl (Pearl 2000) présente des conditions qu'il faut remplir pour revendiquer une interprétation causale des résultats statistiques. Il conseille d'identifier les chemins par la porte arrière ; c'est-à-dire des variables qui causent la variable indépendante et qui la lie à la variable dépendante. Et donc de bloquer ces chemins en contrôlant l'effet de ces variables dans l'analyse. Dans le cadre de notre analyse, ces variables sont :

L'intervention étrangère : cette variable est importante, car l'intervention d'une tierce partie peut influencer le résultat du conflit. Nous avons par exemple vu que le groupe rebelle est très souvent désavantagé militairement face au gouvernement au départ du conflit, alors une puissance étrangère qui s'engagerait à ses côtés changerait le rapport de force, et pourrait permettre au groupe rebelle de défaire le gouvernement. De la même manière, une intervention étrangère aux côtés du gouvernement pourrait lui permettre de se débarrasser rapidement des rebelles. Cette variable peut aussi avoir un impact dans l'après-conflit sur les conditions sociales, politique et économique ; en influençant la manière avec laquelle les gagnants gouverneront (production des biens publics, les libertés, la répression, etc.) comme Sullivan (2018) et Weinstein (2006) nous le montraient plus tôt dans ce mémoire.

La durée du conflit et l'intensité (létaleté) du conflit : la durée et l'intensité (nombre de décès) du conflit influencent le résultat. Il est difficile pour les groupes rebelles d'obtenir une victoire rapide sur le gouvernement, car ce dernier a de plus grandes ressources. Mais lorsque le conflit s'étend

sur une longue durée, cela peut permettre aux rebelles de développer leurs tactiques et leurs ressources et donc d'affronter le gouvernement de manière plus conséquente (Sobek et Thies 2015). On peut aussi observer le contraire, plus le conflit tarde à finir et plus le conflit est intense, plus on a un épuisement des ressources et peut-être de la population qui soutenait les rebelles ; cela pourrait donc les désavantager. Par ailleurs, notons aussi que plus le conflit se prolonge, plus les dégâts sont grands, non seulement au niveau humain (personnes mortes ou devenues invalides), mais aussi au niveau social et économique ; et la reconstruction après le conflit est encore plus difficile (Colier 1999 ; Bank 2011). Aussi, nous avons noté que nous ne faisons pas de distinction au niveau de l'intensité de conflit ; nous avons donc dans notre échantillon des conflits mineurs et des guerres. Il est donc nécessaire de contrôler pour cette variable.

La nature du conflit (conflit identitaire ou non) : Les auteurs ont montré que les conflits identitaires, ethniques sont plus longs et intenses que les autres types de conflits. Il est plus facile pour un groupe partageant la même identité de s'organiser pour le conflit, de rester mobilisé (utile pour accroître les ressources du groupe rebelle et l'amener à la victoire). Il est aussi plus difficile d'atteindre des ententes négociées lorsqu'il s'agit d'un conflit identitaire ce qui fait durer le conflit (Denny et Walter 2014). Le conflit de longue durée aura donc aussi des conséquences plus coûteuses sur la situation sociale et économique.

La répétition du conflit : le pays est-il à nouveau impliqué dans un conflit (à l'interne ou à l'externe) dans les 5 ans qui suivent la fin du conflit civil ? Cette variable n'est pas ascendante au résultat du conflit, mais il est important de contrôler son effet parce que s'il y a un retour du conflit dans le pays, cela maintiendra le pays dans une instabilité qui ne favorise pas la croissance. Si les dirigeants sont impliqués dans un autre conflit, cela aura de l'impact sur leurs capacités à concentrer les ressources de l'État sur la satisfaction des besoins de la population. Chen, Loayza et Reynal-

Querol (2008) soutenaient que l'on peut observer une amélioration rapide des conditions de vie après le conflit lorsqu'une paix et une stabilité durables ont pu être rétablies.

Nous utilisons la base de données *Uppsala conflict data program* (UCDP) pour coder ces variables de contrôle.

2.2.3 La méthode

Plusieurs méthodes se présentent aux chercheurs en sciences sociales, mais le choix de l'approche méthodologique est directement lié à la question de recherche qu'on compte traiter. « Retenons ce message essentiel : question relationnelle, preuve comparative » (Gauthier et Bourgeois 2016, 172). Suivant le conseil de ces auteurs, notre question de recherche qui cherche à établir la relation entre la victoire des rebelles et l'amélioration des conditions de vie des populations, nécessite d'adopter une approche comparative. Celle-ci permet de déterminer efficacement si deux variables (variable indépendante et variable dépendante) sont liées. C'est qu'en effet, la structure de la preuve comparative qui consiste à observer plusieurs cas permet de relever les ressemblances et les différences sur ces cas et d'établir des liens de covariation. C'est-à-dire d'observer si deux variables (indépendante et dépendante) sont présentes simultanément et si elles sont absentes simultanément afin d'évaluer la possibilité de tirer des conclusions de relation de cause à effet. Nous voulons donc comparer plusieurs cas de conflits et voir si on y retrouve simultanément la victoire des rebelles et l'amélioration des conditions socio-économiques.

L'étude comparative dans le cadre de ce mémoire se tient à deux niveaux. Étant donné que l'impact de la victoire des rebelles est mesuré en comparaison avec les cas où le gouvernement est vainqueur, ce qui nous donne de former deux groupes d'observation, la comparaison se fera premièrement sur chaque cas d'étude dans le temps et deuxièmement, entre les deux groupes. La

comparaison dans le temps²⁰ sera menée sur chaque unité à analyser, c'est-à-dire avant et après le facteur déclenchant qui est ici le résultat du conflit (victoire des rebelles/victoire du gouvernement), les conditions socio-économiques de chaque cas d'étude seront observées avant le conflit et après. Cette comparaison permettra d'observer s'il y a une amélioration des conditions de vie, puisque c'est ce qui nous intéresse.

Bien que ce soit l'impact de la victoire des rebelles qui est véritablement l'intérêt de ce travail de recherche, la comparaison avec le groupe des cas de victoire du gouvernement vient corriger les limites que pouvait présenter une stratégie de preuve basée uniquement sur les cas du groupe qui nous intéresse. La comparaison entre les groupes vient davantage supprimer les explications alternatives qui pouvaient être soulevées. Par exemple, si l'on obtenait des similitudes sur l'état des conditions socio-économiques dans le groupe de cas avec la victoire des rebelles, il y aurait néanmoins une possibilité de se poser la question de savoir : qu'est-ce qui nous prouve qu'une autre valeur de la variable indépendante n'aurait pas donné le même résultat. La comparaison avec les cas de victoire du gouvernement nous permet de résoudre ce problème. En effet, non seulement c'est déjà assez parlant si, après avoir comparé plusieurs cas de victoire de rebelles, on observe une ressemblance dans la direction des conditions socio-économiques, mais, si on observe que les cas ayant eu un résultat du conflit différent ont aussi une direction différente sur les conditions socio-économiques, on pourra conclure avec davantage de certitude qu'il y a véritablement un effet de notre variable indépendante sur notre variable dépendante. En résumé, la différence de résultat qu'on observerait entre ces groupes serait donc liée à la différence dans la valeur de la variable indépendante.

²⁰ Gauthier et Bourgeois (2016) parlent de la comparaison unique avant et après le facteur déclenchant.

Par ailleurs, le nombre de cas qui sont étudiés et le type d'indicateurs qui sont observés nous conduisent à opter pour les méthodes quantitatives. Nous mènerons donc une régression linéaire simple entre nos deux variables, elle permet de savoir s'il existe une relation entre nos deux variables, l'intensité de cette relation, sa direction et la possibilité de généraliser²¹. L'analyse de régression bivariée représente donc un bon moyen pour avoir des prémices de réponses à la question de recherche qui est traitée ici ; mais il est important de noter qu'elle met juste en évidence une association entre les deux variables sans confirmer que la relation est causale. De ce fait, la suite de notre analyse statistique consistera en une analyse multivariée (régression multiple) ; elle permet de vérifier la relation de cause à effet en introduisant de nouvelles variables dans l'analyse. Il s'agit des variables contrôles citées ci-dessus, qui nous permettront de mieux apprécier la relation qui existe entre le résultat du conflit et les conditions socio-économiques.

²¹ William Fox (1999) cite ainsi les réponses que les analyses bivariées nous permettent d'obtenir sur la relation entre deux variables.

Chapitre 3 – Analyse et résultats

La présentation de nos résultats se tiendra en deux parties. Nous déterminerons d'abord si les résultats statistiques des cas qui sont étudiés confirment nos hypothèses. Ensuite, nous vérifierons si le mécanisme causal décrit par notre cadre théorique s'y applique.

3.1 Victoire des rebelles/gouvernement et les conditions socio-économiques après le conflit

Nous présentons premièrement les résultats des analyses statistiques menées sur tout l'échantillon. Ensuite, nous décrivons de manière plus détaillée les résultats obtenus dans le groupe des victoires des rebelles.

3.1.1 Résultats statistiques :

La comparaison avant et après le conflit s'est faite sur chaque cas d'étude, en soustrayant des valeurs de nos indicateurs après la guerre leurs valeurs avant la guerre ; sauf pour le PIB où la valeur de la comparaison est obtenue en termes de pourcentage ou de taux de changement au travers de l'équation suivante : $([\text{PIB après} - \text{PIB avant}]/\text{PIB avant})$. En ce qui concerne l'espérance de vie, les données montrent une progression mondiale sur cet indicateur au fil des années, la comparaison sera donc surtout accentuée ici entre les groupes (victoire des rebelles/victoire du gouvernement).

Nous commençons l'exposition de nos résultats en présentant l'état moyen de chaque indicateur dans chaque groupe après la comparaison avant et après le conflit. Les résultats nous montrent que dans le groupe victoire des rebelles, il y a en moyenne une légère régression du PIB par habitant.

Le taux moyen de changement du PIB par habitant pour ce groupe est de -0,058. Donc, dans notre échantillon, on observe en moyenne une régression du PIB par habitant après la victoire des rebelles. En ce qui concerne le groupe de la victoire des gouvernements, on observe en moyenne une augmentation du PIB par habitant après le conflit. Le taux moyen d'augmentation de ce PIB par rapport à sa valeur dans le groupe avant le conflit est de 0,27.

Pour les inégalités, en moyenne, le coefficient de Gini dont les valeurs vont de 0 à 100 dans la base de données utilisée, augmente de 0,23 dans notre échantillon pour le groupe des victoires des rebelles (augmentation des inégalités), et il diminue de 0,75 en moyenne pour les cas de victoire du gouvernement (baisse des inégalités). Pour finir, la comparaison avant et après montre qu'on a en moyenne une augmentation de l'espérance de vie dans nos deux groupes. Cependant, l'augmentation est plus prononcée dans le groupe des victoires du gouvernement que dans celui des victoires des rebelles (4,76 années moyennes de plus en espérance de vie contre 2,6 années). Le tableau 1 ci-dessous résume bien ces résultats.

Résultat de la guerre		Comparaison	Comparaison	Comparaison
		PIB	Inégalités	espérance
Victoire des rebelles	Moyenne	-, 058	, 23	2,60
	N	19	19	19
Victoire du gouvernement	Moyenne	, 27	-, 75	4,76
	N	15	15	15
Total	Moyenne	, 086	-, 20	3,55
	N	34	35	35

Tableau 1. – Moyenne des comparaisons avant et après le conflit dans chaque groupe

En observant simplement les résultats de comparaison des données avant et après le conflit de notre échantillon, on se rend compte qu'au sein du groupe victoire des rebelles les résultats ont tendance à aller à l'inverse de notre hypothèse 1, les conditions de vie ne s'améliorent pas nécessairement, sauf en ce qui concerne l'espérance de vie. Mais encore là au regard de notre échantillon au complet, il semble y avoir une progression générale de l'espérance de vie dans le monde, ce qui pourrait expliquer ce résultat positif. Pour donc mieux apprécier ce résultat, nous le comparons avec le groupe des victoires du gouvernement ; et ce qu'on observe est que cette performance au sein du groupe des victoires des rebelles reste faible. L'espérance de vie augmente en moyenne deux fois plus dans le groupe des victoires du gouvernement.

Dans la même lancée, on se rend compte qu'il y a une amélioration des conditions de vie (augmentation du PIB, diminution des inégalités, augmentation de l'espérance de vie) dans le groupe des victoires du gouvernement ; ce qui reste cohérent avec notre hypothèse 2. Nous observons donc, lorsque vient le moment de la comparaison entre nos 2 groupes, que le groupe des victoires du gouvernement produit de meilleurs résultats que le groupe des victoires des rebelles. Ces résultats ne confirment donc pas notre 3^e hypothèse. Nous allons poursuivre en analysant les résultats du test t pour vérifier si ces différences de moyenne traduisent une association statistique entre nos deux variables.

Le Test t est le test d'hypothèse nulle. Plus la valeur de t s'éloigne de 0, plus nos résultats s'éloignent de ceux qu'on aurait observés si l'hypothèse nulle était vraie. En ce qui concerne notre sujet, l'hypothèse nulle serait que dans toute la population des conflits civils ayant débouché sur la victoire du groupe rebelle ou du gouvernement il n'existe pas de différence de moyenne entre nos deux catégories (on n'aurait donc pas une régression des conditions de vie avec la victoire des rebelles ni une amélioration avec la victoire du gouvernement) et donc qu'il n'y a pas de relation

entre notre variable indépendante et la variable dépendante. Les résultats du test t sont présentés dans le tableau 2 qui suit.

Indicateurs	Résultat du conflit		<i>t</i>	p
	Victoire des rebelles	Victoire du gouvernement		
Comparaison PIB	-, 058 (19)	, 27 (15)	-1,49	0,14
Comparaison Inégalité	, 23 (19)	-, 75 (15)	, 56	0,57
Comparaison espérance de vie	2,60 (19)	4,76 (15)	-1,07	0,28

Tableau 2. – Test T, différence de moyennes (Nombre d'observations entre parenthèses)

À un intervalle de confiance de 95 %, le test t pour le pourcentage de changement du PIB par habitant est de -1,49 ; pour les inégalités, le test t est de 0,56 et pour l'espérance de vie, il est de -1,07. Ces résultats montrent que la valeur t pour chaque indicateur s'éloigne assez de 0 bien qu'elle ne soit pas très grande surtout en ce qui concerne les inégalités. Ainsi, la différence de moyenne observée entre les cas de victoires des rebelles et ceux des victoires du gouvernement traduit une association statistique entre le résultat du conflit et les conditions socio-économiques dans notre échantillon. Cependant, les valeurs du test t ne sont pas statistiquement significatives, les valeurs (p) sont respectivement de 0,14 ; 0,57 et 0,28 ; ce qui est supérieur au seuil de signification statistique de 0,05. Nous ne pouvons pas généraliser la valeur de ce test, nous ne pouvons donc pas

confirmer qu'il existe réellement une relation entre nos variables dans une large population de conflits civils, ou qu'en tirant d'autres échantillons on observerait une différence de moyenne qui va dans le même sens que celle observée dans le nôtre.

Ce manque de signification statistique du test t nous empêche donc de tirer des conclusions générales quant à l'association et sa direction entre nos deux variables. Il est important de noter que, le nombre de cas étudiés étant assez restreint ($N = 34$), on ne pouvait pas réellement s'attendre à des résultats très significatifs. Tenant compte des paramètres de nos choix empiriques et des limitations au niveau de la disponibilité de certaines données, nous n'avons pas pu obtenir un nombre de cas plus grand. Toutefois, nous trouvons que les tendances que nous présentent les résultats de cet échantillon en termes de différence de moyenne restent pertinentes et utiles pour notre question de recherche. Il est assez frappant de voir que les résultats sur les 3 indicateurs vont tous dans le même sens ; on aurait été davantage méfiant envers ces résultats, si les différences de moyennes estimées entre les deux groupes variaient d'un indicateur à un autre. Alors que dans notre échantillon, la victoire du gouvernement produit de meilleurs résultats sur tous les indicateurs que la victoire des rebelles. Nous décidons donc de poursuivre notre investigation en effectuant une analyse multivariée afin de déterminer si l'association statistique observée traduit une relation causale entre nos variables dans cet échantillon.

Mais avant, les figures (7, 8 et 9) qui suivent résumant comment sont dispersés nos cas d'études dans un nuage de points. Ils décrivent aussi la faiblesse des différences entre les deux groupes.

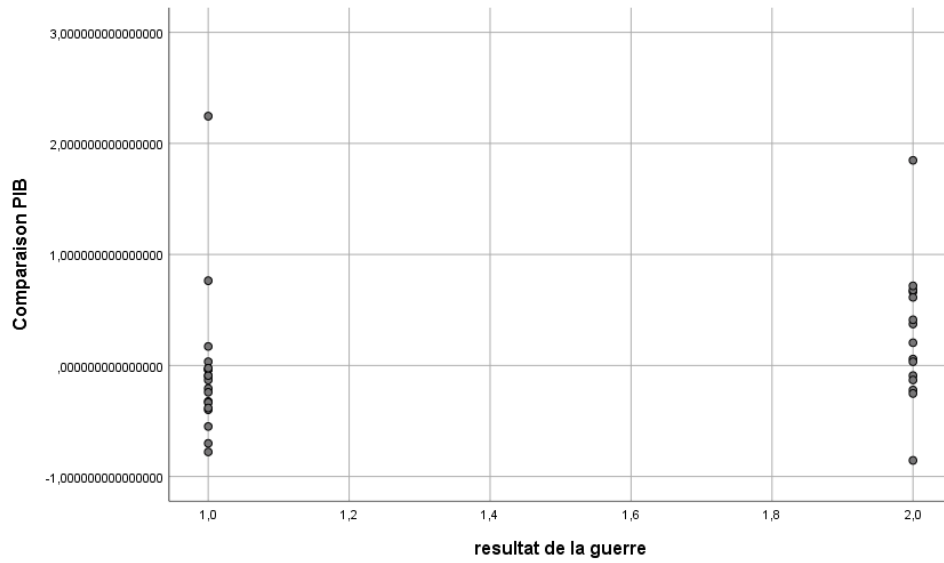


Figure 7. – Nuage de points PIB par habitant (1 = victoire des rebelles, 2 = Victoire des gouvernements)

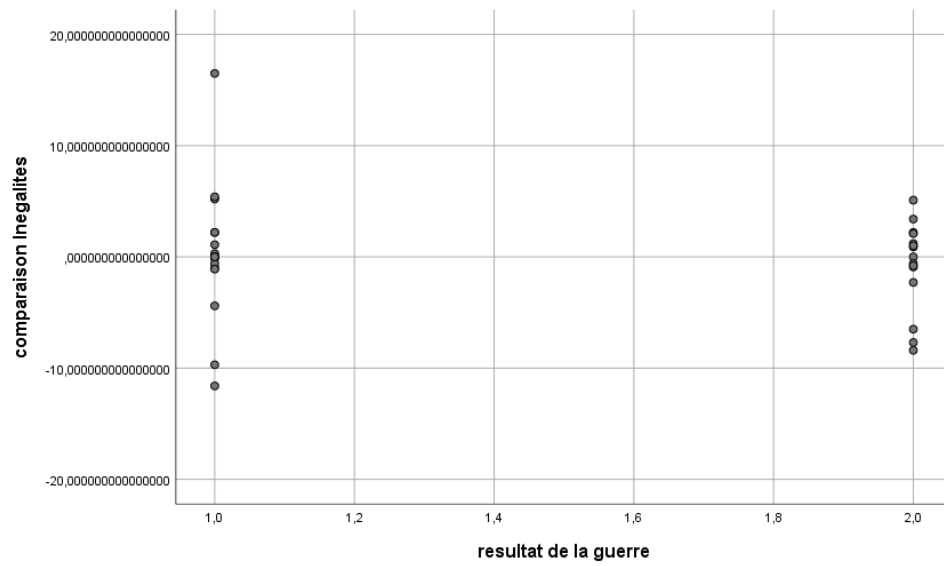


Figure 8. – Nuage de points Inégalités (1 = victoire des rebelles, 2 = Victoire des gouvernements)

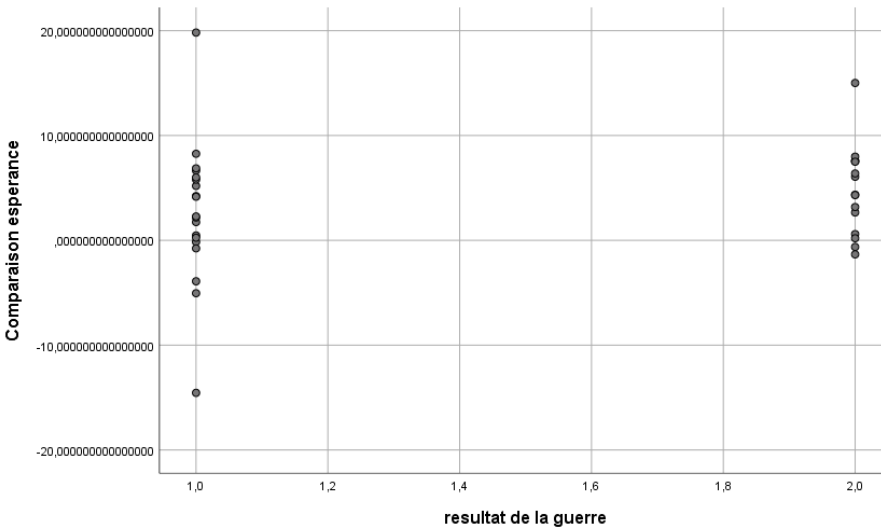


Figure 9. – Nuage des points espérance de vie (1 = victoire des rebelles, 2 = Victoire des gouvernements)

Sur ces 3 graphiques, on a l'axe des X (résultats de la guerre) sur lequel 1 correspond aux victoires des rebelles et 2 aux victoires des gouvernements, l'axe vertical (ou encore Y) qui présente l'indicateur de la variable dépendante étudié sur la figure, et les points noirs qui représentent chacun un conflit civil étudié. Ce qu'on observe c'est que la différence entre les deux groupes existe, bien qu'elle soit très faible. Les victoires des gouvernements présentent plus de points noirs ayant une valeur positive après la comparaison avant/après du PIB par habitant que les victoires des rebelles. Au niveau des inégalités, l'écart est véritablement petit entre les deux groupes ; et le graphique nous montre qu'il y a quelques cas de victoire de rebelles qui présentent une très grande augmentation des inégalités par rapport au reste (cela explique pourquoi le test t pour cet indicateur n'atteint pas au moins 1 comme pour les autres, l'erreur type est plus grande. $t = 0,56$). Et finalement, sur l'espérance de vie, presque tous les points noirs de ce groupe se rassemblent vers les valeurs positives alors que ceux des victoires des rebelles présentent quelques points (cas d'études) ayant eu un résultat négatif après la comparaison.

La régression multiple indique qu'il n'y a plus seulement une variable indépendante dans l'équation. Les variables qui sont ajoutées sont appelées de variables de contrôle, ce sont des variables qui peuvent être associées à la fois à la variable indépendante principale et à la variable dépendante et donc donner l'impression d'une relation causale entre ces deux dernières. Mener une analyse de régression multiple consiste donc à apprécier la relation entre nos deux variables principales en tenant compte ou en contrôlant l'effet de ces nouvelles variables. Dans notre exercice, nos variables de contrôles sont : l'intervention étrangère, la durée du conflit, l'intensité du conflit, la nature du conflit (conflit identitaire ou non) et la répétition du conflit (le pays est-il à nouveau impliqué dans un conflit — à l'interne ou à l'externe — 5 ans après la fin du conflit civil à l'étude ?).

Nos résultats montrent que l'ajout de ces variables de contrôle était utile à notre analyse. Les proportions de variation dans nos indicateurs (variable dépendante) qui sont expliquées par un modèle qui introduit ces 6 variables sont respectivement de 36,1 % ; 20,7 % et 36,4 % pour le PIB, les inégalités et l'espérance de vie ($R^2 = 0.36 ; 0.207 ; 0.36$) ; contre ($R^2 = 0.065 ; 0.010 ; 0.035$) dans un modèle qui ne mesure que l'effet de la variable indépendante résultat de la guerre. Ainsi, l'ajout des variables contrôles améliore l'explication de la variation de nos indicateurs dans les deux groupes. Remarquons en plus que l'apport de ces variables est significatif pour le PIB par habitant et l'espérance de vie. La variation de F dans le deuxième modèle pour ces deux indicateurs est statistiquement significative ($p > 0,05$) sauf pour les inégalités. Le modèle 2 contribue donc à expliquer significativement les résultats sur le PIB par habitant et l'espérance de vie, mais pas sur les inégalités. Les tableaux d'Anova dans l'annexe 5 présentent les résultats sur la qualité des deux modèles.

Par ailleurs, lorsqu'on tient constantes nos six variables de contrôle ci-dessus citées, l'effet de notre variable indépendante principale sur la variable dépendante est toujours présent (mais toujours faible). Un changement d'une unité sur notre variable indépendante (c'est-à-dire dans notre cas passer de la victoire des rebelles à la victoire du gouvernement) cause une augmentation de 0,26 point sur le pourcentage du PIB, une baisse de 0.12 points sur les inégalités et une augmentation 0.08 l'espérance de vie (ce sont là les valeurs du coefficient Beta de notre régression multiple). Ces résultats du coefficient bêta sur les 3 indicateurs ne sont pas statistiquement significatifs au seuil 0.05. Les valeurs de p sont supérieures à ce seuil pour tous les indicateurs. Les résultats statistiques détaillés de cette régression multiple sont résumés dans le tableau 3.

Variabes	PIB par habitant	Inégalités	Espérance de vie
Résultat du conflit	0,26 (0,21)	-0,12 (1,83)	0,089 (1,915)
Intervention étrangère	-0,07 (, 23)	-0,42* (1,97)	-0,078 (2,069)
Durée	-0,21 (0,017)	-0,12 (0,142)	0,546* (0,149)
Intensité	0,23 (0,22)	0,09 (1,88)	-0,050 (1,969)
Conflit identitaire	-0,277 (0,21)	0,026 (1,81)	-0,071 (1,902)
Répétition du conflit	-0,44* (0,20)	-0,064 (1,765)	-0,205 (1,847)
Constance	-0,29 (0,46)	2,64 (3,952)	2,071 (4 136)
Nombre d'observations	34	34	34

Erreur standard en parenthèse ; *p<0.05

Tableau 3. – Régression linéaire multivariée

Pour revenir à nos hypothèses, nous constatons donc que la 1^{re} hypothèse et la 3^e hypothèse n'ont pas été validées par ces résultats. Elles stipulaient qu'il y a une amélioration des conditions socio-économiques après un conflit civil qui s'achève par la victoire des rebelles et que ceux-ci auraient de meilleurs résultats que les gouvernements qui seraient vainqueurs (on a une diminution du pourcentage PIB par habitant, une augmentation des inégalités et une faible augmentation de l'espérance de vie par rapport au groupe des victoires du gouvernement). Mais la deuxième hypothèse selon laquelle il y a une amélioration des conditions socio-économiques après un conflit civil qui s'achève par la victoire du gouvernement a été validée (on a une augmentation du pourcentage de PIB par habitant, une baisse des inégalités et une augmentation de l'espérance de vie plus grande que chez les victoires des rebelles).

Bien qu'ils soient contraires à nos hypothèses, ces résultats restent intéressants, car les conclusions qui en ressortent sont très parlantes quant à nos questionnements. Les gouvernements qui sortent vainqueurs des conflits civils semblent produire de meilleurs résultats au niveau des conditions socio-économiques que les groupes rebelles. Nous avons donc une réponse à notre question de recherche, la victoire des rebelles lors des conflits civils n'a pas nécessairement un impact positif dans l'amélioration des conditions de vies (conditions socio-économiques) des populations. Rappelons toutefois que ces conclusions tirées des résultats de notre échantillon ne sont pas statistiquement significatives pour être généralisées à tous les cas de conflits civils.

3.1.2 Une description des résultats dans le groupe des victoires des rebelles :

Nous avons 19 cas de victoire de rebelles dans notre échantillon, et nous avons vu qu'en moyenne, il y a une baisse de -0,056 sur le PIB, une augmentation sur les inégalités de 0,23 et une

augmentation de l'espérance de vie de 2,60 (qui reste négatif lorsqu'on compare avec les victoires des gouvernements). Mais, un regard plus détaillé sur cet échantillon montre que ce n'est pas tous les cas de victoires de rebelles qui ont produit de mauvais résultats sur nos indicateurs. Nous voulons donc ici présenter cette diversité dans les résultats.

Sur les 19 cas de victoire de rebelle étudiés, nous avons 11 cas qui ont produit des résultats à l'inverse de ce qui était attendu (à l'encontre de nos hypothèses) sur nos trois indicateurs. Notons que, compte tenu du fait qu'il semble avoir une amélioration générale de l'espérance de vie au fil des années et que les résultats positifs de cet indicateur dans les groupes victoire des rebelles sont mieux appréciés seulement en comparaison avec les résultats dans les cas de victoire du gouvernement, nous avons comptabilisé parmi ces 11 cas ceux pour lesquels l'espérance de vie était positive, mais dont le PIB était en baisse et les inégalités en hausse ou stables ; donc pas d'amélioration. Quelques exemples : Roumanie (1989 -1989) on note une baisse au niveau du PIB, le pourcentage de changement est de -0,03, une hausse des inégalités, une augmentation de 5,4 sur l'indice Gini, et une baisse de l'espérance de vie de -0,15. L'Iran (1978 -1979), on enregistre une baisse du PIB, le pourcentage de changement est de -0,20, les inégalités augmentent de 2,2 et l'espérance de vie augmentent de (0,47) ; les Comores (1989 – 1989), il y a une baisse du PIB (-0,33), une légère augmentation des inégalités (0,3) et une augmentation de l'espérance de vie de 5,18. Le tableau 4 qui suit présente les résultats individuels de chacun de ces 10 cas.

Victoire des rebelles	Pourcentage changement PIB	Inégalités (après – avant)	Espérance de vie (après – avant)
Afghanistan (1978-2001)	-0,39	5,2	19,82
Iran (1978 - 1979)	-0,20	2,2	0,47
Liberia (1980 - 1980)	-0,24	0 (stabilité sur les inégalités)	4,22
Comores (1989 - 1989)	-0,33	0,3	5,18
Roumanie (1989 – 1989)	-0,03	5,4	- 0,15
Liberia (1989 – 1997)	-0,13	0	5,79
Rwanda (1990 – 1994)	-0,38	16,5	- 5,05
Azerbaïdjan (1993 - 1995)	-0,77	2,2	1,74
RDC (1996 – 1997)	- 0,54	0	2,18
Libye (2011 -2011)	-0,70	0	0,25
Cambodge (1970-1975) ²²	0,17	0	-14,55

Tableau 4. – Récapitulatif Impact négatif de la victoire des rebelles²³

²² Le Cambodge est considéré comme un cas d'impact négatif parce que malgré la faible augmentation sur le PIB, le pays a connu un génocide après la victoire des rebelles, cela a été un désastre pour l'humain. La baisse énorme du taux d'espérance de vie illustre cela et la stabilité sur les inégalités signifie aussi qu'il n'y a pas eu d'amélioration.

²³ Notons que les chiffres dans le tableau sont les résultats de la comparaison avant et après le conflit. Valeur de l'après-conflit soustraite de la valeur d'avant le conflit.

Deux cas ont enregistré une amélioration sur nos 3 indicateurs. C'est le cas du conflit au Liberia (2002-2003) où le pourcentage de changement du PIB a augmenté de 2,45, les inégalités ont baissé de 0,6 et l'espérance de vie a augmenté de 8,26 ; puis la Côte d'Ivoire (2011 -2011) où le pourcentage de changement du PIB a augmenté de 0,74, le Gini a baissé de 1,1 et l'espérance de vie a augmenté de 6 ans (tableau 5).

Victoire des rebelles	Pourcentage changement PIB	Inégalités (après – avant)	Espérance de vie (après – avant)
Liberia (2002 - 2003)	2,45	- 0,6	8,26
Côte d'Ivoire (2011 -2011)	0,76	- 1,1	6

Tableau 5. – Récapitulatif impact positif victoire des rebelles

Enfin, nous avons 6 cas qui ont produit des résultats mitigés sur les différents indicateurs. Il s'agit des cas où les indicateurs ne vont pas dans la même direction. Alors que l'un expérimente une amélioration et les autres régressent. Voici quelques exemples : Chili (1973 – 1973) où on a une baisse du PIB (pourcentage de changement est de -0,03), une diminution des inégalités (-0,1) et une augmentation de l'espérance de vie (6,65) ; l'Ouganda (1980 – 1986) où on a un résultat négatif sur le PIB (une baisse de -0,09), un résultat positif sur les inégalités, elles sont en baisse (-11,6) et un résultat négatif sur l'espérance de vie (baisse de -3,90) ; la République du Congo (1997-1997) enregistre une augmentation du PIB (0,034), une augmentation des inégalités (1,1) et une baisse de l'espérance de vie (-0,77). Voir Tableau 6.

Victoire des rebelles	Pourcentage changement PIB	Inégalités (après – avant)	Espérance de vie (après – avant)
Ethiopia (1975 – 1991)	- 0,32	- 9,7	6,87
Chili (1973 – 1973)	- 0,03	- 0,01	6,65
Uganda (1980 - 1986)	- 0,09	- 11,6	- 3,90
République du Congo (1997 -1997)	0,034	1,1	-0,77
Guinée-Bissau (1998 -1998)	- 0,09	- 4,4	4,16
RCA (2002 -2002)	-0,02	-1	2,28

Tableau 6. – Récapitulatif impact mitigé de la victoire des rebelles

Ces tableaux nous montrent que l'impact de la victoire des rebelles n'est pas le même dans tous les conflits et sur tous les trois indicateurs. Mais en général, lorsqu'on les rassemble, la plupart produisent des résultats négatifs ou mitigés et seulement 2 cas sur 19 présentent une amélioration des conditions socio-économiques des populations ; ce qui est très peu par rapport à ce à quoi on pouvait s'attendre. Les questions qui se posent dès lors sont celles de savoir : qu'est-ce qui explique ces résultats négatifs de la victoire des rebelles ? Et, y aurait-il quelque chose d'exceptionnel qui aurait permis à ces 2 cas cités de se distinguer ?

3.2 Notre mécanisme explicatif :

Faisons un retour un instant sur la démarche théorique qui nous a permis de formuler nos hypothèses. En nous basant sur les arguments scientifiques qui positivaient la relation entre la démocratie et les conditions socio-économiques, nous avons supposé que le groupe rebelle

produirait de meilleurs résultats qu'un gouvernement vainqueur parce qu'il serait plus susceptible que ce dernier de mettre en place et de respecter les principes démocratiques et de bonnes gouvernances.

Malgré le débat qui existe dans la littérature sur ce point, nos hypothèses prenaient appui sur les arguments suivants : le groupe rebelle qui prend le contrôle de l'État à la fin du conflit a besoin d'établir sa légitimité auprès des acteurs internationaux et auprès de sa population. Pour cela, il montrera son habilité à respecter les principes démocratiques (Toft 2010) et de faire mieux que le gouvernement qui l'a précédé. L'étude de Monica Duffy Toft indique que 10 ans après un conflit civil qui s'est achevé par la victoire des rebelles, on remarque le degré d'autoritarisme décroît en moyenne d'un point. Aussi, le fait que le groupe rebelle détient souvent de très peu de ressource avant et pendant le conflit que le gouvernement en place (Butler et Gates 2009 ; Kalyvas et Balcells 2010), il est plus dépendant du support de la population, il essaie donc de la mobiliser en lui offrant des services comme la sécurité physique, l'accès à des ressources de la région, certains peuvent offrir même des services en santé et en éducation. Cette fourniture des biens publics lui permet de gagner en légitimité auprès de la population. Le groupe rebelle qui gagnerait le conflit dans ces conditions, se sentirait moins menacé une fois au pouvoir. Sullivan (2019) nous explique donc que la légitimité acquise pendant le temps de conflit donne au groupe rebelle plus de quiétude dans sa gouvernance post-conflit et lui donne d'être plus ouvert au jeu politique libre, compte tenu du soutien populaire dont il bénéficie ; des éléments d'autoritarisme (comme la répression) se retrouvent donc moins dans sa gouvernance après le conflit.

Et, nous avons démontré dans notre cadre théorique au travers d'autres études (Higgs 1987 ; O'Reilly et Powell 2015) sur le sujet que cette démocratisation est plus difficile à observer lorsque c'est le gouvernement qui gagne le conflit. Le développement social et économique étant

positivement relié au régime démocratique nous soutenions donc que le groupe rebelle aurait un meilleur impact sur les conditions socio-économiques des populations.

Dès lors, nous souhaitons savoir ce qui s'est passé. Est-ce que les résultats négatifs sur les conditions socio-économiques dans les cas de victoire des rebelles viennent du fait que, contrairement aux hypothèses, ils ne sont pas plus prompts à instaurer des régimes politiques démocratiques ? Est-ce que les gouvernements au contraire, lorsqu'ils sont vainqueurs démocratisent plus l'État ? La démocratie est donc ici une variable intermédiaire entre le résultat du conflit et les conditions socio-économiques. Nous allons vérifier cette chaîne de relation dans les lignes qui suivent. Cela nous permettra aussi de tester ces arguments développés sur l'impact de la victoire des rebelles sur le type de régime politique qui suit le conflit.

3.2.1 Variables intermédiaires : Le régime politique

Nous avons expliqué pourquoi la démocratie mènerait à de meilleures conditions socio-économiques plutôt que l'autoritarisme. L'une des raisons sur lesquelles nous voulons insister ici c'est le fait que les régimes démocratiques sont ceux qui facilitent la pratique des règles de bonne gouvernance ; car l'action des leaders est contrôlée et sanctionnée respectivement au travers de la séparation des pouvoirs et du vote populaire. Or, la bonne gouvernance, la bonne gestion des affaires publiques est essentielle pour créer un environnement propice pour bien-être des populations. En 1992, la Banque Mondiale donnait cette définition à la gouvernance : « the manner in which power is exercised in the management of a country's economic and social resources for development » (Kaufmann, Kraay, et Mastruzzi 2010). Ce qui signifie que le développement dépend en quelque sorte de la manière donc les ressources du pays sont gérées. Ainsi, la démocratie, au travers des principes de bonne gouvernance qu'elle favorise, est plus susceptible de conduire au

bien-être économique et social des individus, au-delà d'une simple croissance du revenu total du pays.²⁴

En effet, la bonne gouvernance se traduit par la rareté des actes de corruption, les malversations financières au sommet de l'État, le népotisme, le favoritisme dans l'accès aux positions de pouvoir, la réservation d'emploi, le patronage excessif, mais aussi des pots-de-vin dans les services publics comme la police. La corruption est un poison dans la gouvernance qui empêche le développement d'un pays et le bien-être des populations. Si celles-ci ne peuvent pas obtenir des postes de par leurs mérites ou leurs qualifications en raison du népotisme cela entrave leur capacité de se réaliser complètement. C'est ainsi qu'on verra des personnes très qualifiées être au chômage et sous la pauvreté. En plus, le favoritisme qui empêche les personnes compétentes d'accéder à certains postes entrainera la mauvaise qualité des services rendus voire l'incapacité de rendre ces services ; et accentueront les inégalités dans la société. S'il est vrai comme le montrent des auteurs, qu'il y a aussi de la corruption dans les systèmes démocratiques, notons toutefois que dans les régimes démocratiques, les mécanismes de contrôle et de sanction des autorités politiques réduisent ses effets et empêchent que cette pratique devienne systématique (Drury, Kriekhaus, et Lusztig 2006).

La bonne gouvernance permet aussi la mise en place d'une bureaucratie plus indépendante et efficace, puisque la qualité du service public rendu dépend aussi du recrutement et de la formation sur la base du mérite. L'indépendance des fonctionnaires vis-à-vis de la politique (qui est plus facilitée dans des systèmes démocratiques) leur permet de rendre des services objectifs à la population, une bonne bureaucratie permet un accès fluide et rapide aux services publics que ce

²⁴ Przeworski et al (2000) expliquent que bien qu'on ne puisse pas directement associer le revenu total du pays au type de régime politique, leur étude a montré que le revenu par habitant croît davantage sous les régimes démocratiques que sous les régimes autoritaires.

soit pour des légalisations d'activités économiques des populations ou tout simplement dans la fourniture des services tels que la santé et l'éducation.

Elle favorise en outre la loi et l'ordre encadre la vie dans la société. L'impartialité dans le système judiciaire, la possibilité d'obtenir justice auprès de l'État lorsqu'on est victime d'injustice augmente non seulement la confiance des citoyens, mais peut aussi réduire niveau de criminalité. Ceci augmente la qualité de vie des populations, la possibilité de vivre en sécurité dans son pays, d'entreprendre économiquement et de prospérer. Sans la loi et l'ordre, les hommes ne peuvent vaquer aisément à leurs activités et entamer des projets pour leur bien-être social et économique. Or, dans des régimes autoritaires, l'impartialité du système judiciaire n'est pas toujours de mise et les éléments comme l'abus de pouvoir et la corruption peuvent entraver des procédures.

Ce sont là quelques avantages de la bonne gouvernance. Nous considérons, en observant le régime politique qui a suivi la victoire de l'une des parties au conflit, que l'un (démocratie) favorise plus que l'autre (autocratie) le respect de ces principes et permet d'accroître le bien-être social et économique des individus. Notons aussi que, si nous mettons cet accent sur la pratique de la bonne gouvernance selon le régime politique, c'est parce que cela nous permet d'aborder une question de fond, celle de savoir si malgré qu'on n'observe pas directement 5 ans après le conflit de réelles améliorations des conditions de vie, le groupe rebelle néanmoins apporte un changement dans la façon de gouverner, est ce qu'il gouverne mieux ou avec plus de justice que le gouvernement qui l'a précédé ? Est-ce qu'à défaut de n'avoir pas pu améliorer les conditions de vie au niveau socio-économique, il a au moins un comportement préférable dans sa gestion du pays ? Quelle différence apporte le groupe rebelle au niveau politique ? La suite du travail nous en dira donc davantage.

3.2.2 Les sources de données sur les régimes politiques :

Afin de pouvoir coder les régimes politiques qui ont suivi après la victoire des rebelles, nous avons utilisé le Polity IV project, version 2017 (Marshall et Jaggers 2017) qui est une base de données qui code les régimes politiques de presque tous les pays du monde pour chaque année depuis 1800. C'est donc une large base de données de référence qui a été utilisée par plusieurs autres auteurs. Elle nous permet d'avoir des informations pour la majorité de nos cas et les différents indicateurs qu'elle utilise rejoignent assez bien ce que nous détaillons plus haut sur les indicateurs de gouvernance. Il s'agit : le niveau de compétitivité et l'ouverture dans le recrutement de l'exécutif, la compétitivité dans la participation politique, les contraintes et le contrôle de l'exécutif, la régulation de la participation (ce dernier indicateur est mesuré seulement pour la catégorie autocratie, mais pas démocratie).

Sa méthode est tout aussi pertinente pour les fins de notre exercice. Pour chaque État à chaque année, elle note la variable démocratie et la variable autoritarisme sur un score de 10 pour chaque variable. En fait, chaque score mesure les éléments de démocratie d'une part et d'autocratie d'autre part que l'on retrouve dans un même État. Ensuite vient la variable « Polity » pour le régime politique, qui est un résumé des deux premières variables et va d'une échelle de 10 (démocratie complète) à -10 (autocratie complète). On l'obtient en soustrayant dans le score de la variable démocratie, le score de la variable autocratie. Ce qui est intéressant avec cette méthode, c'est qu'elle va effectivement nous permettre d'observer la progression ; nous verrons à quel point le régime politique s'est amélioré ou pas. Il ne s'agit pas nécessairement d'être passé de l'autoritarisme à la démocratie (illustration : score -9 au score 9 sur la variable Polity) ; mais plutôt est-ce qu'il y a eu une baisse des éléments d'autoritarisme, même si l'État est encore autoritaire (par exemple, on est passé du score -9 au score -5) ?

Comme dans le précédent exercice empirique, nous observons le score polity 5 ans après le conflit ; et 5 ans avant pour la majorité de nos cas d'étude. Mais, il se trouve que pour certains cas, le régime présent 5 ans avant le conflit n'est pas celui contre lequel la rébellion a été déclenchée. C'est le cas de l'Éthiopie (1975-1991) qui 5 ans plutôt, existait en tant qu'empire éthiopien jusqu'à l'abolition de la monarchie en 1975. Dès cette date, la rébellion était menée contre le nouveau gouvernement qui s'était donc formé après la chute de l'empire. C'est aussi le cas de l'Afghanistan (1978-2001) dont la rébellion a été lancée en 1978 contre le parti démocratique populaire qui avait pris le pouvoir la même année. Ainsi, pour ces deux cas, le score polity est observé l'année même du début du conflit donc 1975 pour l'un et 1978 pour l'autre.

Ce choix d'observer à l'année même du conflit ou l'année la plus récente aurait pu être appliqué pour tous les cas de l'échantillon. Seulement, pour plusieurs cas, les scores sont beaucoup influencés par le fait qu'il y a eu le conflit cette année-là. En effet, s'il y a eu une perturbation (intervention étrangère, début du conflit), la banque donnée note le régime politique indépendamment du mois auquel la perturbation a débuté. Par exemple, on pourrait être à un score de -5 un an avant le début du conflit et être à -66 l'année du conflit, justement en raison de ce conflit et parfois, la perturbation peut être déjà présente sur les années proches à l'année du conflit (3 à 1 an avant). Cela pose donc des difficultés pour bien mener la comparaison. Afin d'avoir des scores cohérents, nous préférons maintenir l'observation pour 5 ans avant le conflit, car à ce moment-là, il y a pour la plupart des cas une relative stabilité dans le pays avant le début des rébellions (le régime politique est donc mieux capturé).

Cependant, malgré ces considérations, pour certains pays sur quelques années, il n'est pas possible d'obtenir un score clair du régime politique en place ; la base de données utilise valeurs telles que -66, -77, -88 pour faire référence à des années de perturbation (comme mentionné plus tôt). La

première valeur désigne des périodes d'interruption durant lesquelles un État était occupé par une puissance étrangère. C'est le cas par exemple du Cambodge qui a connu l'intervention des troupes vietnamiennes dès 1978 sous le règne des Khmers rouges qui s'étaient emparés du pouvoir après la guerre civile de 1970 à 1975 (Fox 2017). Dans ces situations d'intervention étrangère, le score du régime politique est à -66 jusqu'au rétablissement d'un ordre politique claire. La deuxième valeur (-77) désigne une période durant laquelle l'autorité politique centrale est plus ou moins obsolète ou une période d'anarchie. Nous avons par exemple la Côte d'Ivoire entre 2002 et 2006 où l'autorité politique sous la présidence de Laurent Gbagbo était combattue et instable. La dernière valeur (-88) désigne une période de transition durant laquelle de nouvelles institutions sont prévues, et mises en place progressivement. On peut encore citer ici la Côte d'Ivoire entre 2007 et 2010 où un processus de transition était enclenché, la mise place de nouvelles règles de dévolution du pouvoir avant la tenue des élections de 2010 qui ont débouché sur un nouveau conflit (Bamba 2015).

Dans notre échantillon, nous avons au total 7 cas qui ont reçu ces valeurs, dont trois cas (Cambodge 1970-1975 ; Afghanistan 1978-2001 ; Liban 1975-1990) avec la valeur -66 après le conflit ; un cas avec la valeur -77 avant le conflit (Côte d'Ivoire 2011-2011) et deux cas avec la valeur -77 après le conflit (RDC 1996-1997 ; Libye 2011-2011).

Afin d'harmoniser et simplifier la comparaison des scores du régime politique avant et après le conflit, nous avons décidé de créer trois catégories analytiques. Nous avons donc la catégorie amélioration lorsque le score après le conflit s'approche davantage des valeurs positives (codée 1) ; la catégorie détérioration lorsque le score se rapproche davantage des valeurs négatives (codée -1) et finalement la catégorie stabilité si le score ne change pas 5 ans après le conflit (codée 0). Ainsi, nous considérons les cas dont les scores sont de -66 et -77 après le conflit comme étant des cas de

détérioration peu importe si avant le conflit le pays était déjà dans un régime autoritaire (un score de -7 par exemple); car cela suppose que les vainqueurs du conflit n'ont pas pu apporter une stabilité politique après le conflit. Et on considère aussi un cas comme une amélioration s'il avait un score de -66 ou -77 avant le conflit et qu'après le conflit il est passé à un score positif c'est-à-dire entre 1 et 10. C'est le cas de la cote d'ivoire qui est passé de -77 à 4. Notons que nous étudions cette variable régime politique sur tout notre échantillon (victoire du gouvernement, victoire des rebelles); au total 34 cas, dont 15 cas de victoire du gouvernement et 19 cas de victoire des rebelles.

3.2.3 Analyse des résultats statistiques du mécanisme explicatif :

Nous avons construit un tableau croisé pour voir s'il y a une corrélation entre le résultat du conflit et l'évolution du régime politique. Les résultats nous montrent qu'il y a une corrélation modérée entre nos deux variables (le V de Cramer est de 0,35), mais qu'elle n'est pas statistiquement significative comme on pouvait s'y attendre. Le Khi carré qui est de 4,20 pour 2 degrés de liberté n'atteint pas le minimum requis qui est de 5,99 pour être statistiquement significatif à un seuil de signification de 0,05. Nous ne pouvons donc pas affirmer qu'il y a une association statistique généralisable entre ces deux variables ; c'est ce que présente le tableau 7.

			Résultat du conflit		Total
			Victoire des rebelles	Victoire du gouvernement	
Régime politique	Détérioration	Effectif	8	5	13
		% dans régime politique	61,5 %	38,5 %	100 %
	Stabilité	Effectif	2	6	8
		% dans régime politique	25,0 %	75,0 %	100 %
	Amélioration	Effectif	9	4	13
		% dans régime politique	69,2 %	30,8 %	100 %
Total		Effectif	19	15	34
		% dans régime politique	55,9 %	44,1 %	100 %

$X^2 = 4.20$; n.s.

V = 0,35

Tableau 7. – Tableau croisé résultat du conflit et régime politique

Cette association pourrait être inexistante ou différente dans d'autres échantillons, mais il demeure utile d'exploiter les indications que nous présente le nôtre. Il existe donc une association statistique apparente entre nos variables dans cet échantillon. Sur les 34 cas d'étude, on compte 9 cas de victoires des rebelles qui ont connu une amélioration au niveau du régime politique (c'est-à-dire une baisse d'éléments d'autoritarisme dans le système) contre 5 cas dans le groupe des victoires de gouvernements. 8 cas de victoires des rebelles ont connu une détérioration du régime politique contre 4 cas de victoires gouvernementales ; et 2 cas de victoires de rebelles ont gardé un score stable contre 6 cas dans le groupe des gouvernements vainqueurs

Il est vrai que la direction de cette association ne semble pas évidente puisque nous avons plus de cas de victoire de rebelles qui vont vers des scores positifs (9 contre 4) après le conflit, mais aussi plus de cas qui se détériorent après le conflit (8 contre 5) et les scores stables ne nous indiquent pas

plus. Mais, si nous considérons ces scores stables comme n'étant pas au premier abord un résultat positif²⁵ sur le régime politique, nous constatons qu'on a davantage de cas de victoire du gouvernement (11 cas sur 15) qui présentent un résultat non positif après le conflit que les cas de victoire de rebelles (10 cas sur 19) ; et que plus de cas dans ce dernier groupe améliorent le score polity (9/19) que ceux du groupe des victoires des gouvernements (4/15). Ainsi, les victoires du gouvernement ne semblent pas avoir des résultats particulièrement meilleurs sur le régime politique pour qu'on puisse expliquer par là son impact positif sur les conditions socio-économiques en comparaison aux victoires des rebelles.

Nous avons poursuivi l'analyse en ajoutant une variable de contrôle. Il s'agit de l'intervention étrangère. Nous avons vu dans la littérature que l'entrée d'une puissance étrangère peut affecter le résultat du conflit ; elle peut par exemple faciliter la victoire des rebelles si elle intervient à ses côtés. Nous avons aussi vu avec Sullivan (2019) que l'intervention étrangère peut aussi avoir un impact sur le régime politique de l'après-conflit. Il est donc important de contrôler cet effet dans la relation entre le résultat de la guerre et le régime politique. Nos résultats montrent d'ailleurs une relation forte et statistiquement significative ($\gamma = -0,56$) entre l'intervention étrangère et le régime politique (le tableau 8) ; plus il y a de l'intervention, plus le score polity se détériore. Nous avons donc mené une analyse de régression linéaire multiple.

En ajoutant la variable intervention étrangère à l'équation, le pourcentage de la variable régime politique qui est expliquée augmente, mais reste assez faible. Alors que dans le modèle 1 (sans contrôle) la variable résultat du conflit expliquait 2,7 % du régime politique, dans le modèle 2

²⁵ Il est vrai que la stabilité du score est préférable à la détérioration et qu'il est difficile de considérer les deux comme une seule catégorie, mais, puisque notre question de recherche du départ cherche à savoir s'il y a une amélioration de conditions après le conflit, une stabilité de ces conditions montre que le vainqueur du conflit n'a pas pu faire de différence.

(contrôle intervention étrangère) on passe à 8,4 %. En contrôlant l'effet de l'intervention étrangère, le coefficient bêta de l'effet du résultat du conflit sur le régime politique est de -0,12, ce qui veut dire que le régime politique décroît de 0,12 point lorsqu'on passe de la victoire des rebelles à la victoire du gouvernement. Ces résultats ne sont pas statistiquement significatifs (le tableau 9 résume l'analyse de régression effectuée).

Par ailleurs, cette analyse de régression multiple tend à appuyer le postulat de Sullivan selon lequel lorsqu'il y a une intervention étrangère aux côtés du groupe rebelle durant le conflit, cela conduit le pays vers l'autoritarisme non seulement si le groupe rebelle gagne le conflit, mais aussi si c'est le gouvernement qui le remporte. Dans notre échantillon, le groupe rebelle était bénéficiaire de l'aide étrangère dans tous les cas de conflit où il y a eu une intervention externe²⁶. La valeur du coefficient bêta de la variable intervention étrangère est de -0,35 (significatif à un seuil de 0,05), elle est donc négative c'est-à-dire, l'intervention étrangère cause la détérioration du régime politique (consulter le tableau 10). On observe notamment dans le groupe des victoires rebelles que sur 8 cas qui se détérioraient après le conflit, 5 se détériorent quand il y a intervention étrangère et seulement 3 lorsqu'il n'y a pas d'intervention. Sur 9 cas qui s'amélioraient après le conflit 7 s'améliore quand il n'y a pas d'intervention et seulement 2 lorsqu'il y a une intervention. Dans le groupe des victoires des gouvernements par contre, les différences ne sont pas aussi claires. Sur 5 cas qui se détériorent, 3 le sont lorsqu'il y a une intervention et sur 4 cas qui s'améliorent, 3 le sont lorsqu'il y a une intervention et seulement 1 l'est quand il n'y a pas d'intervention, mais tous les cas de stabilité (6) dans ce groupe sont associés positivement à l'intervention étrangère.

²⁶ Nous avons déterminé les bénéficiaires de l'intervention étrangère grâce à la banque de données UCDDP external support dataset.

			Intervention étrangère		Total
			Pas d'intervention	Intervention	
Régime politique	Détérioration	Effectif	5	8	13
		% régime politique	38,5 %	61,5 %	100 %
	Stabilité	Effectif	7	1	8
		% régime politique	87,5 %	12,5 %	100 %
	Amélioration	Effectif	4	8	13
		% régime politique	79,9 %	23,1 %	100 %
Total		Effectif	16	17	34
		% régime politique	64,7 %	35,3 %	100,0 %

$X^2 = 6,590$ dl = 2 ; $p < 0.05$; $\text{Gamma} = -, 56$ $V = , 446$

Tableau 8. – Tableau croisé intervention étrangère et régime politique

Variables	Régime politique
Résultat du conflit	-0,127 (0,29)
Intervention étrangère	-0,372* (0,30)
Constance	0,56 (0,48)
Nombre d'observations :	34

Erreur standard en parenthèse ; * $p < 0.05$

Tableau 9. – Analyse régression multivariée sur le régime politique

Par ces analyses, nous tirons deux conclusions importantes : il n'y a pas une différence significative sur la trajectoire des régimes politiques observés dans les deux groupes. Notre échantillon montre toutefois que la victoire des rebelles a légèrement un meilleur impact sur le régime politique que la victoire des gouvernements. Mais, la direction de cette relation ne va pas dans la logique de notre mécanisme explicatif (c'est là notre deuxième conclusion). Étant donné l'impact positif des victoires des gouvernements sur les conditions socio-économiques par rapport à l'impact des rebelles, on s'attendait aussi à voir des scores plus positifs au niveau du régime politique dans ce groupe comparativement aux cas des victoires des rebelles. Or au vu des résultats, la victoire du gouvernement ne conduit pas à une amélioration dans le régime politique pour qu'on puisse expliquer par là ses résultats dans le domaine socio-économique. Notre mécanisme explicatif ne semble donc pas valide pour expliquer les différences de résultats entre nos deux groupes sur les conditions socio-économiques dans cet échantillon.

Ce résultat sur le régime politique dans le groupe des victoires du gouvernement est cohérent avec les études qui laissaient entendre que le gouvernement n'est pas susceptible de démocratiser l'État après un conflit civil, parce qu'il a besoin de se protéger contre la menace des opposants, de les contenir et empêcher une nouvelle possibilité de rébellion. Cela passe souvent par la continuité de la répression et le non-respect des droits de la personne (Toft 2010, Sullivan 2019).

Un retour au sein du groupe des victoires des rebelles : nous constatons qu'il y a au moins 9 cas de victoire de rebelles dont les scores Polity s'améliorent après le conflit ; 8 qui se détériorent et 2 cas qui restent stables. Il est intéressant d'analyser ces scores à la lumière de la présentation détaillée que nous avons faite sur l'impact de la victoire des rebelles sur les conditions socio-économiques. Selon notre analyse, les données présentées dans le tableau 10 qui suit confirment le fait qu'il n'y ait pas d'association entre le régime politique et les conditions socio-économiques.

Nous observons que le score du régime politique de 5 cas sur 11 qui avaient connu un impact socio-économique négatif de la victoire des rebelles est amélioré après le conflit ; 5 cas ont un score détérioré et 1 cas garde le même score après le conflit. Sur 6 cas qui avaient connu un impact mitigé sur les conditions socio-économiques, le score du régime politique de 3 cas se détériore après le conflit, celui de 2 cas s’améliore et 1 reste stable.

		Régime politique			Total
		Détérioration	Stabilité	Amélioration	
Impact victoire des rebelles	Impact négatif	5	1	5	11
	Impact mitigé	3	1	2	6
	Impact positif	0	0	2	2
Total		8	2	9	19

Tableau 10. – Tableau croisé (groupe victoire des rebelles) entre le régime politique et les conditions socio-économiques

Exceptionnellement, les deux cas de victoires de rebelles qui avaient connu une amélioration des conditions socio-économiques connaissent aussi des améliorations du score du régime politique. Le Libéria (conflit de 2002 à 2003) quitte d’un score polity neutre (0) avant le conflit à un score plus démocratique (6) après le conflit ; la Cote d’ivoire (2011) qui connaissait une instabilité de l’autorité politique centrale avant le conflit (le score polity est de -77) passe à un score positif (4) après le conflit. Mais de manière générale, dans cet échantillon de victoire des rebelles, l’association entre le régime politique et les conditions socio-économiques ne peut être confirmée. Cela aurait pu être le cas si on avait aussi constaté en majorité une détérioration des scores du

régime politique dans les États qui ont eu des résultats négatifs sur les conditions socio-économiques. Le tableau 11 présente la trajectoire de chaque cas de victoire de rebelle.

Impact sur les conditions socio-économiques	Victoire des rebelles	Score Polity avant le conflit	Score Polity après le conflit	Comparaison du Score Polity
<i>Impact négatif de la victoire des rebelles</i>	Afghanistan (1978-2001)	-7	-66	-1
	Iran (1978 - 1979)	-10	-6	1
	Liberia (1980 - 1980)	-6	-6	0
	Comores (1989 - 1989)	-6	4	1
	Roumanie (1989 – 1989)	-8	5	1
	Liberia (1989 – 1997)	-6	0	1
	Rwanda (1990 – 1994)	-7	-6	1
	Azerbaïdjan (1993 -1995)	-3	-7	-1
	RDC (1996 – 1997)	- 8	-77	-1
	Libye (2011 - 2011)	-7	-77	-1
	Cambodge 1970-1975	-9	-66	-1
<i>Impact positif de la victoire des rebelles</i>	Liberia (2002 - 2003)	0	6	1
	Côte d’Ivoire (2011 -2011)	-77	4	1
<i>Impact mitigé de la victoire des rebelles</i>	Ethiopia (1975 – 1991)	-7	2	1
	Chili (1973 – 1973)	6	- 7	-1
	Uganda (1980 - 1986)	- 7	- 7	0
	République du Congo (1997 - 1997)	5	-4	-1
	Guinée-Bissau (1998 -1998)	- 6	- 1	1
	RCA (2002 - 2002)	5	-1	-1

Tableau 11. – Relation entre les conditions socio-économiques et le régime politique dans le groupe des victoires des rebelles

Aussi à notre question de savoir si à défaut de n'avoir pas pu améliorer les conditions socio-économiques des populations, les rebelles amélioreraient au moins la gestion politique du pays en respectant les principes démocratiques, la réponse reste un peu floue. 9 cas progressent vers la démocratie, 8 cas reculent vers l'autoritarisme ; la différence n'est pas énorme. Et si on considère la stabilité du score comme n'étant pas une performance positive, le nombre de cas qui ont un résultat négatif sur le régime politique après le conflit passe à 10. Alors la réponse n'est pas évidente dans cet échantillon. Il y a certes en majorité un changement sur le régime politique après la victoire des rebelles, mais ce changement va dans les deux directions (positive et négative), il n'y a donc pas une garantie de plus de démocratie après le succès d'une rébellion. Mais si on considère la comparaison avec les cas de victoire de gouvernement (pour notre échantillon), on peut dire qu'ils font mieux.

Pour conclure, le travail empirique de ce mémoire indique que le succès de la rébellion, non seulement ne détermine pas d'une manière franche qu'il y aura un changement positif sur le régime politique, mais surtout, ne conduit pas à une amélioration des conditions socio-économiques des populations. Au début de cette recherche, nous nous posions la question de savoir quelle pouvait être l'utilité pour les populations civiles de s'engager dans une rébellion armée. Est-ce que les coûts qu'impose le conflit étaient proportionnels aux bénéfices qu'elles en tireraient au niveau des conditions de vie si la rébellion parvenait à ses fins, celles de renverser les dirigeants en place ? Nos résultats statistiques semblent nous indiquer que les coûts sont plus grands puisque les conditions de vie ne s'améliorent pas, mais se détériorent légèrement. En bref, l'impact de la victoire des rebelles sur les conditions socio-économiques est plutôt négatif (du moins dans notre échantillon).

Chapitre 4 - Discussion

Dans cette partie, nous rappelons la réponse centrale de notre travail de recherche, et nous discutons à ce sujet en faisant retentir nos résultats aux côtés des conclusions de Paul Collier et Anke Hoeffler (1999 et 2004) sur la place des griefs et de la recherche du profit dans le déclenchement d'une rébellion armée. Les limites de notre recherche sont par la suite soulevées.

Malgré que les résultats obtenus de notre recherche empirique aient invalidé la grande partie de nos hypothèses, les réponses qu'on en tire restent très édifiantes pour répondre à notre question de recherche. Nos analyses mettent en évidence la conclusion suivante : la victoire des rebelles ne conduit pas à une amélioration des conditions socio-économiques des populations ; il y a plutôt une dégradation de ces conditions. Elle produit des résultats négatifs sur le PIB par habitant et les inégalités et en ce qui concerne l'espérance de vie, l'amélioration que l'on observe peut surtout s'expliquer au fait qu'il y a une progression générale des années d'espérance de vie dans le monde ; puisque la majorité des cas de conflits étudiés évoluent positivement sur cet indicateur. Comparer l'impact de la victoire des rebelles à la victoire du gouvernement nous a permis d'être plus confiants face à cette conclusion. Nous avons observé que les cas de conflits avec victoire du gouvernement s'amélioraient sur les trois indicateurs ; et en ce qui concerne l'espérance de vie, l'augmentation des années d'espérance de vie est le double de ce qu'on observe dans les cas de victoires des rebelles.

Nos analyses ne nous ont pas permis de fournir une explication à ce résultat. Clairement, nous n'avons pas pu établir un lien entre le régime politique et les conditions socio-économiques comme cela avait été prédit dans nos hypothèses. Alors cette question demeure : pourquoi les rebelles une fois au pouvoir ne parviennent-ils pas à améliorer l'état des conditions socio-économiques qui est

souvent énoncé comme grief à la base de la rébellion ? Peut-être, la réponse à cette question se trouve plutôt au niveau des réelles motivations qu'ont les groupes rebelles dans le conflit.

4.1 Avidité ou griefs (Greed or Grievances)

Nous reprenons ainsi deux termes importants de l'article de Paul Collier et Anke Hoeffler (2004) sur les causes des conflits civils. En effet au regard de la réponse qu'apportent nos résultats à notre question de recherche on pourrait se demander si le bien-être de la population est véritablement la préoccupation centrale des groupes rebelles ou alors les griefs qu'elle présente sont tout simplement instrumentalisés par les leaders rebelles pour atteindre des objectifs d'intérêts privés. Cela pourrait expliquer pourquoi on n'observe pas de changement positif dans le pays après que ces derniers s'emparent du pouvoir.

Nos résultats viendraient donc appuyer les travaux de nos deux auteurs sur les causes potentielles du déclenchement d'une rébellion armée. Dans leur article *Justice Seeking and Loot Seeking in civil war* publié en 1999, ils établissent deux modèles d'explication. L'un est basé sur une volonté de faire des pillages et de s'enrichir et l'autre sur la recherche de la justice, c'est-à-dire apporter une solution aux griefs. Le premier modèle est mesuré par la disponibilité des ressources naturelles (qui pourraient être pillées) et par le coût d'opportunité évalué au travers du revenu par habitant et le nombre d'années d'éducation de la population (selon que les personnes avec de faibles revenus et moins éduquées sont plus facilement mobilisables) ; le deuxième modèle mesure les griefs perçus par la population (la composition sociale, la répression, la mauvaise condition économique). Les auteurs évaluent donc la valeur prédictive de chacun des deux modèles sur un ensemble de 53 épisodes de guerres civiles dans 152 pays entre 1965 et 1995.

Leurs résultats indiquent une relation forte entre les variables du modèle de pillage et le risque d'éclatement des guerres civiles. La présence des ressources naturelles a une influence

déterminante ; lorsque l'exportation de ces produits représente plus de 28 % du PIB dans un pays, la probabilité d'éclatement du conflit est 4,2 fois plus élevée que dans un pays dépourvu de ressources. Le cout d'opportunité mesuré par le niveau d'éducation et le revenu par habitant joue aussi un rôle important. Par contre, leurs résultats montrent que les risques d'un conflit n'ont pas augmenté à cause de l'existence des griefs au sein de la population.

Et dans une autre étude encore plus élaborée « *Greed and grievances in civil war* » (2004), nos deux auteurs montrent encore la force des facteurs économiques (accès à des financements et d'autres opportunités comme le niveau d'éducation, le type de terrain, etc.) dans le déclenchement des guerres civiles par rapport aux facteurs simplement liés au modèle des griefs. En restant très prudents sur les conclusions qu'ils pensent pouvoir tirer de ces résultats quant aux motivations des rebelles, les auteurs nous amènent à comprendre que bien que le discours des rebelles soit presque toujours tourné vers des griefs populaires il reste difficile de déterminer quelles sont leurs véritables motivations.

« The claim that motives are altruistic may serve as a convenient smokescreen for greed, or alternatively, looting may be a necessary means by which altruistic objectives are financed. » (Collier et Hoeffler 1999, 15) « Opportunity can account for the existence of either for-profit, or not-for-profit, rebel organizations. Our evidence does not therefore imply that rebels are necessarily criminals. But the grievances that motivate rebels may be substantially disconnected from the large social concerns of inequality, political rights, and ethnic or ethnic or religious identity » (Collier et Hoeffler 2004, 589).

Dès lors, l'adéquation entre ces études et la réponse à notre question de recherche peut être relevée en ces termes : si les rebelles n'ont pas pour motivation réelle les griefs ressentis par la population, cela expliquerait aussi le fait que, une fois au pouvoir, les priorités ne soient pas tournées vers les besoins de cette population. Si la rébellion est basée sur la possibilité de faire des profits personnels des initiateurs, si les griefs sont surtout une ressource mobilisatrice plutôt qu'une priorité de la

rébellion, cela expliquerait qu'il n'y ait pas une amélioration des conditions de vie après la victoire des rebelles, ils gouverneraient certainement aussi dans le sens de leurs intérêts. Cette réflexion constitue donc une hypothèse qui pourrait davantage être explorée pour comprendre l'état des conditions socio-économiques observées ici après la victoire des rebelles. Notre recherche viendrait donc apporter un écho aux résultats de Collier et Hoeffler en appuyant la thèse de la recherche du pillage par le fait que lorsque les rebelles sont vainqueurs du conflit, on ne voit pas un changement positif sur ce qui était censé être la source du conflit.

Cependant si les griefs populaires sont bien une préoccupation des rebelles et que malgré cela on n'observe pas une amélioration après la victoire, cela nous ramène à ces questions de la part de responsabilité que l'on peut réellement attribuer aux dirigeants d'un pays en ce qui concerne l'état des conditions socio-économiques et l'utilité de la rébellion.

4.2 Limites de la recherche :

La principale limite de cette étude est le fait que les relations établies entre nos variables ne sont pas assez fortes et généralisées pour qu'on puisse tirer des conclusions définitives. En plus, nous n'avons pas pu déterminer clairement ce qui expliquait cet impact négatif de la victoire des rebelles sur les conditions socio-économiques observées dans l'échantillon. Il serait donc intéressant dans un prochain travail d'approfondir les résultats de cette recherche en menant une étude détaillée d'un ou plusieurs cas répertoriés ici ou ailleurs. Il peut s'agir de cas de conflit civil armé, mais nous pensons que l'étude peut aussi s'étendre à des cas de soulèvements populaires qui ont conduit à la chute du régime en place (ex : la Tunisie 2010) sans nécessairement s'être transformés en un réel conflit armé.

Par ailleurs, une autre limite que nous avons notée a trait à la période qui fait objet de notre observation, à savoir 5 ans après le conflit à la fois pour le régime politique et les conditions socio-

économiques. Il se peut que cela soit très tôt, pour qu'on puisse remarquer un changement notoire et pas très cohérent, pour remarquer une relation explicative entre le régime politique et les conditions de vie (la variable explicative devant précéder celle à expliquer). En effet, dans l'étude de Monica Duffy Toft (2010), ses résultats deviennent plus significatifs lorsqu'elle observe à plus long terme, c'est-à-dire 10 à 20 ans après le conflit. C'est ainsi qu'elle note une baisse des points d'autoritarisme 10 ans après la victoire des rebelles ; et une baisse plus significative lorsqu'elle observe 20 ans après cette victoire. Ainsi, en suivant ce modèle et en observant le régime politique et les conditions socio-économiques à des écarts de temps différents — le régime politique précédant les conditions socio-économiques —, on noterait peut-être un plus grand impact positif de la victoire des rebelles sur le régime politique et de meilleures conditions socio-économiques par la suite. Car, il se peut que le groupe rebelle ait commencé à employer des méthodes de bonnes gouvernances et à démocratiser l'État après le conflit, mais que ses bonnes politiques ne portent pas encore de fruits dans le domaine économique et social. Et qu'il faudrait attendre sur un plus long terme pour mieux apprécier.

Le seul défaut avec stratégie c'est que, observer 10 ans ou 20 ans après le conflit peut apporter des résultats biaisés en raison de la présence d'autres facteurs qui peuvent influencer les différentes variables à l'étude. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons décidé de nous limiter à observer dans les 5 années qui suivent le conflit.

En bref, malgré ces limites citées, cette recherche reste très utile et nous permet assez bien d'atteindre les deux objectifs qui avaient été soulignés au début de ce travail. Le premier était de comprendre l'impact de la victoire des rebelles lors d'un conflit civil. Est-ce que ces derniers arrivent à améliorer les conditions qui étaient source de griefs au sein de la population ? Il semble que 5 ans après le conflit on ne voit toujours pas une amélioration, mais plutôt un recul sur les

indicateurs selon les résultats de notre échantillon. Et le deuxième qui était d'évaluer l'utilité des conflits civils armés dans l'amélioration des conditions socio-économiques dans un pays. Est-ce que les couts d'initier ou de s'impliquer dans une rébellion armée sont finalement proportionnels à long terme aux avantages qui pourraient en découler pour la vie de tous les jours ? Encore là, cette recherche semble nous indiquer que non ; 5 années après le conflit et le succès de la rébellion, les conditions socio-économiques des populations ne progressent pas positivement.

Conclusion

Malgré la vaste littérature sur les conflits civils, et sur la gouvernance dans l'après-guerre, très peu d'études ont fait le lien entre les griefs socio-économiques qui conduisent aux conflits et la capacité des groupes rebelles à répondre positivement à ces griefs lorsqu'ils sortent vainqueurs du conflit. L'impact de la victoire des rebelles a surtout été étudié dans le domaine du régime politique qui suit le conflit. Ce mémoire tente donc de combler ce vide en répondant à la question de l'impact de la victoire des rebelles lors d'un conflit civil armé sur l'amélioration des conditions socio-économiques des populations.

Contributions :

Ce mémoire apporte une contribution aux études sur l'après-conflit en répondant à un objectif particulier. Celui d'évaluer l'utilité des conflits civils armés dans l'amélioration des conditions de vie dans un pays, l'utilité pour la population civile de s'engager dans une rébellion armée en vue d'en découdre avec un gouvernement qui serait selon eux responsable de leurs griefs. Est-ce que la rébellion lorsqu'elle parvient à atteindre son objectif de renverser le régime en place, produit dans les années qui suivent de meilleures conditions dans le domaine socio-économique ? Deux des 3 hypothèses formulées sont infirmées et une seule est confirmée par nos résultats statistiques. Les groupes rebelles vainqueurs d'un conflit civil n'apportent pas une amélioration des conditions socio-économiques des populations 5 ans après le conflit comme on s'attendait (première hypothèse infirmée), la deuxième hypothèse qui prévoyait une amélioration des conditions de vie dans les cas de conflit débouchant sur la victoire du gouvernement est confirmée et finalement, la

troisième qui prédisait que les rebelles victorieux produiraient de bien meilleurs résultats sur ces conditions de vie que les gouvernements vainqueurs est infirmée.

Ainsi, notre mécanisme explicatif qui faisait valoir que le groupe rebelle serait plus susceptible de mettre en place, après sa victoire, un régime politique plus démocratique qu'un gouvernement vainqueur, et aura de ce fait aussi de meilleurs résultats dans le domaine socio-économique, n'a pas été validé. Nos résultats, bien qu'ayant montré un meilleur impact de la victoire des rebelles sur le régime politique comparativement à la victoire des gouvernements, ne nous ont pas permis de tracer une association soutenable entre le régime politique et les conditions socio-économiques dans les pays étudiés.

Perspectives futures :

Malgré les contributions qu'apportent nos travaux sur la question, il est adéquat de reconnaître que nos résultats restent quelques fois très mitigés : manque de signification statistique de nos analyses statistiques, zone d'ombre en ce qui a trait à l'explication des meilleurs résultats sur les conditions socio-économiques dans les cas de victoires des gouvernements plutôt que les cas de victoires des rebelles. Cette recherche peut donc bénéficier d'un approfondissement de plusieurs manières.

D'une part à travers une ou plusieurs études de cas. Une étude de cas permettrait premièrement de tester la validité des résultats présentée ici, dans un cas plus précis. En plus, elle permettrait d'identifier les griefs précis qui ont conduit au conflit dans ce cas (car dans ce mémoire nous avons recensé les griefs de manière générale dans la littérature et avons observé pour tous les cas de conflits seulement 3 indicateurs socio-économiques) et donc de voir si le groupe rebelle y a apporté une réponse positive ou négative une fois au pouvoir. Deuxièmement, une étude de cas permettrait

d'observer de plus près une question abordée dans ce mémoire. Celle de savoir si, bien qu'on n'observe pas une amélioration des conditions de vie, celles-ci demeurent une priorité du groupe rebelle. Est-ce que le groupe rebelle une fois au pouvoir reste attaché aux besoins de sa population, ou alors il est intéressé par un autre agenda politique lié à ses propres intérêts ? Cela pourrait s'observer plus adéquatement au travers de son comportement politique de sa manière de gouverner (corruption, bureaucratie indépendante, responsabilité démocratique). Une étude de cas apporterait des réponses plus précises sur cette question.

Par ailleurs, une prochaine recherche pourrait se pencher sur la question de la recherche du profit par le groupe rebelle en utilisant le modèle développé par Collier et Hoeffler décrit dans la discussion. On chercherait à savoir s'il y a une relation entre les différentes motivations (recherche de la justice et recherche du pillage) et l'état des conditions socio-économiques quand le groupe rebelle est vainqueur du conflit. Puisqu'ils ont démontré que le modèle de recherche du pillage explique mieux le déclenchement des conflits, il s'agira donc de voir si cela peut expliquer la non-amélioration des conditions de vies des populations après la victoire des rebelles. Et cette nouvelle perspective de recherche pourrait aussi éclaircir davantage sur les véritables motifs des rebelles. Est-ce que le pillage est moyen pour atteindre des objectifs plus altruistes ou alors les discours altruistes permettent de dissimuler l'avidité des rebelles ?

Toutes ces stratégies de recherche supplémentaires contribueront, aux côtés de ce mémoire, à tirer des conclusions utiles pour les populations civiles qui sont souvent appelées à soutenir la rébellion, et pour la communauté internationale puisqu'elle est souvent appelée à s'impliquer dans les conflits civils. Nous avons montré dans ce mémoire quel pourrait être l'impact de la victoire des rebelles sur les conditions de vie des populations, sur la possibilité de voir les griefs à la base du conflit être résolus. Mais les questions sur la responsabilité des dirigeants sur l'état des conditions de vie dans

le pays et donc sur l'utilité de la rébellion (puisqu'elle sous-entend une nécessité de faire tomber le régime en place pour voir les conditions de vie améliorées) et sur les réelles motivations des leaders rebelles au début de la rébellion et une fois au pouvoir, restent encore ouvertes à la discussion.

Bibliographie

- Azam, Jean-Paul, Jean-Claude Berthélemy, et Stéphane Calipel. 1996. « Risque politique et croissance en Afrique ». *Revue économique* 47 (3): 819-29.
<https://doi.org/10.2307/3502583>.
- Bamba, Mamadou. 2015. « Instabilité politique en Côte d'Ivoire de 1993 à 2011 ». *Sciences Humaines* 1 (4): 59-74.
- Bank, The World. 2011. « World Development Report 2011: Conflict, Security, and Development - Overview ». 62255. The World Bank.
<http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/806531468161369474/World-development-report-2011-conflict-security-and-development-overview>.
- Blattman, Christopher, et Edward Miguel. 2010. « Civil War ». *Journal of Economic Literature* 48 (1): 3-57.
- Boutros-Ghali, B., M. Badinter, H. R. H. P. B. B. Talai, M. Charfi, P. Cornillon, R. D. de Oliverira, M. Goulding, et al. 2002. « L'interaction démocratie et développement ». Rapport du panel international sur la démocratie et le développement. Paris: UNESCO.
- Bove, Vincenzo, Leandro Elia, et Ron P. Smith. 2017. « On the Heterogeneous Consequences of Civil War ». *Oxford Economic Papers* 69 (3): 550-68.
<https://doi.org/10.1093/oep/gpw050>.
- Butler, Christopher, et Scott Gates. 2009. « Asymmetry, Parity, and (Civil) War: Can International Theories of Power Help Us Understand Civil War? » *International Interactions* 35 (3): 330-40. <https://doi.org/10.1080/03050620903084877>.
- Carayannis, Tatiana. 2013. « The Democratic Republic of the Congo, 1996–2012 ». dans

Responding to Conflict in Africa: The United Nations and Regional Organizations, édité par Jane Boulden, 177-202. New York: Palgrave Macmillan US.

https://doi.org/10.1057/9781137367587_9.

Cederman, Lars-Erik, Nils B. Weidmann, et Kristian Skrede Gleditsch. 2011. « Horizontal Inequalities and Ethnonationalist Civil War: A Global Comparison ». *American Political Science Review* 105 (3): 478-95. <https://doi.org/10.1017/S0003055411000207>.

Chen, Siyan, Norman V. Loayza, et Marta Ha. 2008. « The Aftermath of Civil War ». *The World Bank Economic Review* 22 (1): 63-85. <https://doi.org/10.1093/wber/lhn001>.

Collier, Paul. 1999. « On the Economic Consequences of Civil War ». *Oxford Economic Papers* 51 (1): 168-83.

Collier, Paul, et Marguerite Duponchel. 2013. « The Economic Legacy of Civil War: Firm-Level Evidence from Sierra Leone ». *Journal of Conflict Resolution* 57 (1): 65-88. <https://doi.org/10.1177/0022002712464847>.

Collier, Paul, et Anke Hoeffler. 1998. « On Economic Causes of Civil War ». *Oxford Economic Papers* 50 (4): 563-73. <https://doi.org/10.1093/oep/50.4.563>.

———. 1999. « Justice-Seeking and Loot-Seeking in Civil War ». *Development Research Group : World Bank*.

———. 2004. « Greed and Grievance in Civil War ». *Oxford Economic Papers* 56 (4): 563-95. <https://doi.org/10.1093/oep/gpf064>.

Collier, Paul, et Nicholas Sambanis. 2002. « Understanding Civil War: A New Agenda ». *Journal of Conflict Resolution* 46 (1): 3-12.

Collier, Paul, V.L. Elliott, et Havard Hegre, éd. 2003. *Breaking the conflict trap: civil war and development policy*. Washington, DC : World Bank ; Oxford University Press.

Dasgupta, Partha, et Martin Weale. 1992. « On Measuring the Quality of Life ». *World*

- Development* 20 (1): 119-31. [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(92\)90141-H](https://doi.org/10.1016/0305-750X(92)90141-H).
- Denny, Elaine K, et Barbara F Walter. 2014. « Ethnicity and Civil War ». *Journal of Peace Research* 51 (2): 199-212. <https://doi.org/10.1177/0022343313512853>.
- Drury, A. Cooper, Jonathan Kriekhaus, et Michael Lusztig. 2006. « Corruption, Democracy, and Economic Growth ». *International Political Science Review/Revue Internationale de Science Politique* 27 (2): 121-36. <http://dx.doi.org/10.1177/0192512106061423>.
- Fosu, Augustin Kwasi. 1992. « Political Instability and Economic Growth: Evidence from Sub-Saharan Africa ». *Economic Development and Cultural Change* 40 (4): 829-41.
- Fox, Gregory H. 2017. « Vietnamese Intervention in Cambodia - 1978 ». SSRN Scholarly Paper ID 3040646. Rochester, NY: Social Science Research Network.
<https://papers.ssrn.com/abstract=3040646>
- Fox, William. 1999. *Statistiques sociales*. Traduit de l'anglais et adapté par Louis M. Imbeau. Methodes en science humaines. Québec : Presses Université Laval.
- Fujii, Lee Ann. 2008. « The Power of Local Ties: Popular Participation in the Rwandan Genocide ». *Security Studies* 17 (3): 568-97.
<https://doi.org/10.1080/09636410802319578>.
- Gates, Scott, Håvard Hegre, Håvard Mogleiv Nygård, et Håvard Strand. 2010. *Consequences of Civil Conflict*. World Development Report Background Papers. World Bank.
<https://doi.org/10.1596/27502>.
- Gauthier, Benoît, et Isabelle Bourgeois, éd. 2016. *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*. 6e édition. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Gerring, John, Philip Bond, William T. Barndt, et Carola Moreno. 2004. « Democracy and Economic Growth: A Historical Perspective ». *World Politics* 57 (3): 323-64.
- Ghobarah, Hazem Adam, Paul Huth, et Bruce Russett. 2003. « Civil Wars Kill and Maim

- People—Long After the Shooting Stops ». *American Political Science Review* 97 (2): 189-202. <https://doi.org/10.1017/S0003055403000613>.
- Gleditsch, Nils Petter, Peter Wallensteen, Mikael Eriksson, Margareta Sollenberg, et Håvard Strand. 2002. « Armed Conflict 1946-2001: A New Dataset ». *Journal of Peace Research* 39 (5): 615-37. <https://doi.org/10.1177/0022343302039005007>.
- Gurr, Ted Robert. 1974. *Why Men Rebel*. Princeton, NJ: Princeton Univ. Press.
- Haass, Felix, et Martin Ottmann. 2020. « Rebels, Revenue and Redistribution: The Political Geography of Post-Conflict Power-Sharing in Africa ». *British Journal of Political Science*, février, 1-21. <https://doi.org/10.1017/S0007123419000474>.
- Higgs, Robert. 1987. *Crisis and leviathan: critical episodes in the growth of American government*. New York: Oxford University Press.
- Huang, Reyko. 2012. « The Wartime Origins of Postwar Democratization: Civil War, Rebel Governance, and Political Regimes ». *Thèse doctorale*. Columbia University. <https://doi.org/10.7916/d84f1x26>.
- Humphreys, Macartan, et Jeremy M. Weinstein. 2008. « Who Fights? The Determinants of Participation in Civil War ». *American Journal of Political Science* 52 (2): 436-55.
- Inklaar, Robert, Harmen de Jong, Jutta Bolt, et Jan van Zanden. 2018. « Rebasings “Maddison”: new income comparisons and the shape of long-run economic development ». GGDC Research Memorandum GD-174. Groningen Growth and Development Centre, University of Groningen. <https://econpapers.repec.org/paper/grorugggd/gd-174.htm>.
- Kalyvas, Stathis N. 2006. *The Logic of Violence in Civil War*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kalyvas, Stathis N., et Laia Balcells. 2010. « International System and Technologies of Rebellion: How the End of the Cold War Shaped Internal Conflict ». *American Political*

- Science Review* 104 (3): 415-29. <https://doi.org/10.1017/S0003055410000286>.
- Kaufmann, Daniel, Aart Kraay, et Massimo Mastruzzi. 2010. « The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues ». SSRN Scholarly Paper ID 1682130. Rochester, NY: Social Science Research Network. <https://papers.ssrn.com/abstract=1682130>.
- Kreutz, Joakim. 2010. « How and When Armed Conflicts End: Introducing the UCDP Conflict Termination Dataset ». *Journal of Peace Research* 47 (2): 243-250. <https://www.jstor.org/stable/25654559>
- Lachapelle, Jean, Steven Levitsky, Lucan A. Way, et Adam E. Casey. 2020. « Social Revolution and Authoritarian Durability ». *World Politics* 72 (4): 557-600. <https://doi.org/10.1017/S0043887120000106>.
- Lake, Milli. 2017. « Building the Rule of War: Postconflict Institutions and the Micro-Dynamics of Conflict in Eastern DR Congo ». *International Organization* 71 (2): 281-315. <https://doi.org/10.1017/S002081831700008X>.
- Leeson, Peter T. 2007. « Better off Stateless: Somalia before and after Government Collapse ». *Journal of Comparative Economics* 35 (4): 689-710. <https://doi.org/10.1016/j.jce.2007.10.001>.
- Levitsky, Steven R., et Lucan A. Way. 2012. « Beyond Patronage: Violent Struggle, Ruling Party Cohesion, and Authoritarian Durability ». *Perspectives on Politics* 10 (4): 869-89. <https://doi.org/10.1017/S1537592712002861>.
- Lichbach, Mark Irving. 1998. *The Rebel's Dilemma*. Michigan: University of Michigan Press.
- Lyons, Terrence. 2016. « The Importance of Winning: Victorious Insurgent Groups and Authoritarian Politics ». *Comparative Politics* 48 (2): 167-84. <https://doi.org/10.5129/001041516817037745>.

- Mampilly, Zachariah Cherian. 2012. *Rebel Rulers: Insurgent Governance and Civilian Life During War*. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Marchesin, Philippe. 2004. « Démocratie et développement ». *Revue Tiers Monde* n° 179 (3): 487-513.
- Mason, T. David, et Sara McLaughlin Mitchell, éd. 2016. *What do we know about civil wars?* Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield.
- Messias, Erick. 2003. « Income Inequality, Illiteracy Rate, and Life Expectancy in Brazil ». *American Journal of Public Health* 93 (8): 1294-96.
<https://doi.org/10.2105/AJPH.93.8.1294>.
- Muller, Edward N., Henry A. Dietz, et Steven E. Finkel. 1991. « Discontent and the Expected Utility of Rebellion: The Case of Peru ». *The American Political Science Review* 85 (4): 1261-82. <https://doi.org/10.2307/1963945>.
- Observatoire sur les inégalités. 2020. « Quels sont les indicateurs de mesure des inégalités de revenus ? » Observatoire des inégalités. 2020. <https://www.inegalites.fr/Quels-sont-les-indicateurs-de-mesure-des-inegalites-de-revenus>.
- OECD. 2006. « Indicateurs alternatifs du bien-être », juillet, 133-48.
<https://doi.org/10.1787/growth-2006-7-fr>.
- Olson, Mancur. 1993. « Dictatorship, Democracy, and Development ». *American Political Science Review* 87 (3): 567-76. <https://doi.org/10.2307/2938736>.
- Olson, Mancur. 2009. *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups, Second Printing with a New Preface and Appendix*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- O'Reilly, Colin, et Benjamin Powell. 2015. « War and the Growth of Government ». *European Journal of Political Economy* 40 (décembre): 31-41.

<https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2015.10.001>.

Pearl, Judea. 2000. *Causality: models, reasoning, and inference*. Cambridge: Cambridge University Press.

Pérez-Stable, Marifeli. 1999. *The Cuban revolution: origins, course, and legacy*. 2nd ed. New York: Oxford University Press.

Perenboom, R.J.M., L.M. van Herten, H.C. Boshuizen, et G.A.M. van den Bos. 2004. « Trends in Life Expectancy in Wellbeing ». *Social Indicators Research* 65 (2): 227-44.

<https://doi.org/10.1023/A:1025822024481>.

Plumper, Thomas, et Christian W. Martin. 2003. « Democracy, Government Spending, and Economic Growth: A Political-Economic Explanation of the Barro-Effect ». *Public Choice* 117 (1-2): 27-50.

PNUD. 2002. *Rapport mondial sur le développement humain 2002: approfondir la démocratie dans un monde fragmenté*. Bruxelles: De Boeck.

Przeworski, Adam, Michael E. Alvarez, Jose Antonio Cheibub, et Fernando Limongi. 2000. *Democracy and Development: Political Institutions and Well-Being in the World, 1950–1990*. Cambridge: Cambridge University Press.

<https://doi.org/10.1017/CBO9780511804946>.

Rodrik, Dani. 2014. « When Ideas Trump Interests: Preferences, Worldviews, and Policy Innovations ». *Journal of Economic Perspectives* 28 (1): 189-208.

<https://doi.org/10.1257/jep.28.1.189>.

Skrede Gleditsch, Kristian, et Andrea Ruggeri. 2010. « Political Opportunity Structures, Democracy, and Civil War ». *Journal of Peace Research* 47 (3): 299-310.

<https://doi.org/10.1177/0022343310362293>.

Sobek, David, et Cameron G. Thies. 2015. « Civil Wars and Contemporary State Building:

- Rebellion, Conflict Duration, and Lootable Resources ». *Civil Wars* 17 (1): 51-69.
<https://doi.org/10.1080/13698249.2015.1059568>.
- Stewart, Frances, Frank P. Humphreys, et Nick Lea. 1997. « Civil conflict in developing countries over the last quarter of a century: An empirical overview of economic and social consequences ». *Oxford Development Studies* 25 (1): 11-41.
<https://doi.org/10.1080/13600819708424120>.
- Sullivan, Patricia Lynne. 2019. « Arming the Opposition: The Long-Term Impacts of Providing Lethal Aid to Non-State Actors ». Papier présenté lors de l'atelier « Workshop on Foreign Military Training Activities », Montréal, le 14-15 novembre 2019.
- Toft, Monica Duffy. 2010. *Securing the peace: the durable settlement of civil wars*. Princeton: Princeton University Press.
- Walter, Barbara F. 2003. « Explaining the Intractability of Territorial Conflict ». *International Studies Review* 5 (4): 137-53. <https://doi.org/10.1111/j.1079-1760.2003.00504012.x>.
- Weinstein, Jeremy M. 2006. *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Wood, Elisabeth Jean. 2003. *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*. New York: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511808685>.
- Wood, Reed M. 2014. « Opportunities to Kill or Incentives for Restraint? Rebel Capabilities, the Origins of Support, and Civilian Victimization in Civil War ». *Conflict Management and Peace Science* 31 (5): 461-80. <https://doi.org/10.1177/0738894213510122>.

Annexes 1 - Répertoire de cas et données sur le PIB par habitant

Années de guerre	Pays	Nom de la guerre	resultat de la guerre	PIB avant guerre	PIB apres guerre	Comparaison PIB
1970-1975	Cambodia	Khmer Rouge	1	788	923	0,1713198
1970-1971	Jordan	Palestinian	2	3747	3404	-0,0915399
1971-1971	Sri Lanka	JPV	2	1494	1800	0,20481928
1972-1972	Burundi	Hutu rebellion	2	935	1284	0,37326203
1973-1973	Chile	Army Revolt	1	6502	6286	-0,03322055
1975-1990	Lebanon	Second Leb civ War	2	12172	10580	-0,13079198
1975-1991	Ethiopia	Tigray; Ogaden	1	1014	686	-0,3234714
1978-2001	Afghanistan	Civil war: Mujahideen taliban	1	2091	1257	-0,39885222
1978-1979	Iran	Iran revolution	1	8033	6368	-0,20727001
1979-1982	Syria	Sunni v.Alawites	2	4193	4439	0,05866921
1980-1980	Liberia	Military faction (forces of Samuel Doe)	1	1129	857	-0,24092117
1980-1993	Iraq	Kurds/ Shi, itw insurrection	2	14458	2100	-0,85475169
1980-1999	Peru	Shining Path	2	3979	5616	0,4114099
1980-1986	Uganda	War in the Bush	1	1293	1168	-0,0966744
1987-1989	Sri Lanka	JPV II	2	2239	3725	0,66368915
1988-1988	Burundi	Hutu/Tutsi	2	1180	1220	0,03389831
1989-1989	Comoros	Prsidential guard	1	2297	1532	-0,3330431
1989-1989	Rumania	NSF	1	6586	6331	-0,03871849
1989-1997	Liberia	NPFL	1	892	775	-0,13116592

1989-1990	Sri Lanka	JVP	2	2318	3740	0,61345988
1990-1994	Rwanda	Tutsi Ivasion/Genoc	1	1067	658	-0,38331771
1991-1991	Burundi	Hutu/Tutsi	2	1298	1011	-0,2211094
1991-2002	Sierra Leone	RUF	2	1500	1122	-0,252
1993-1995	Azerbaijan	Military faction	1	11636	2576	-0,77861808
1997-1997	Congo Brazzaville	Factional warfare	1	2435	2518	0,03408624
1996-1997	RDC	fith RDC	1	965	435	-0,5492228
1998-1999	Guinea Bissau	Coup	1	1292	1175	-0,09055728
1998-2002	Angola	Third Angolan	2	1866	5314	1,84780279
2002-2002	RCA	Forces of Francois Bozize	1	909	887	-0,02420242
2002-2003	Liberia	fourth Liberia	1	269	873	2,24535316
2005-2006	Chad	Fifth Chad	2	989	1661	0,67947422
2010-2011	Tajikistan	IMU	2	2064	3544	0,71705426
2011-2011	Ivory Coast	FDSI	1	2078	3664	0,76323388
2011-2011	Libye	Revolution libyenne	1	27106	8096	-0,70132074

Annexes 2 – Répertoire de cas et données sur les inégalités

Années de guerre	Pays	Nom de la guerre	resultat de la guerre	Inegalite s avant	Inégalité s apres	comparaison Inegalites
1970-1975	Cambodia	Khmer Rouge	1	42	42	0
1970-1971	Jordan	Palestinian	2	36,9	36,9	0
1971-1971	Sri Lanka	JPV	2	32,5	31,9	-0,6
1972-1972	Burundi	Hutu rebellion	2	35,2	34,3	-0,9
1973-1973	Chile	Army Revolt	1	54,8	54,7	-0,1
1975-1990	Lebanon	Second Leb civ War	2	45,3	36,9	-8,4
1975-1991	Ethiopia	Tigray; Ogaden	1	52,2	42,5	-9,7
1978-2001	Afghanistan	Civil war: Mujahideen taliban	1	31,6	36,8	5,2
1978-1979	Iran	Iran revolution	1	44,9	47,1	2,2
1979-1982	Syria	Sunni v. Alawites	2	33,6	32,8	-0,8
1980-1980	Liberia	Military faction (forces of Samuel Doe)	1	36,5	36,5	0
1980-1993	Iraq	Kurds/ Shi, itw insurrection	2	30,9	28,6	-2,3
1980-1999	Peru	Shining Path	2	49,6	51,8	2,2
1980-1986	Uganda	War in the Bush	1	54,5	42,9	-11,6
1987-1989	Sri Lanka	JPV II	2	33,3	34,2	0,9
1988-1988	Burundi	Hutu/Tutsi	2	33,7	34,9	1,2
1989-1989	Comoros	Prsidential guard	1	47,6	47,9	0,3
1989-1989	Rumania	NSF	1	22,4	27,8	5,4
1989-1997	Liberia	NPFL	1	36,5	36,5	0
1989-1990	Sri Lanka	JVP	2	32,8	34,9	2,1
1990-1994	Rwanda	Tutsi Ivasion/Genoc	1	29,6	46,1	16,5

1991-1991	Burundi	Hutu/Tutsi	2	33,4	38,5	5,1
1991-2002	Sierra Leone	RUF	2	44	37,5	-6,5
1993-1995	Azerbaijan	Military faction	1	33,6	35,8	2,2
1997-1997	Congo Brazzaville	Factional warfare	1	45,9	47	1,1
1996-1997	RDC	fifth RDC	1	42,2	42,2	0
1998-1999	Guinea Bissau	Coup	1	43,7	39,3	-4,4
1998-2002	Angola	Third Angolan	2	52,7	45	-7,7
2002-2002	RCA	Forces of Francois Bozize	1	54,2	53,2	-1
2002-2003	Liberia	fourth Liberia	1	36,5	35,9	-0,6
2005-2006	Chad	Fifth Chad	2	39,7	43,1	3,4
2010-2011	Tajikistan	IMU	2	32,9	33,9	1
2011-2011	Ivory Coast	FDSI	1	42,6	41,5	-1,1
2011-2011	Libye	Revolution libyenne	1	40	40	0

Annexe 3 – Répertoire de cas et données sur l’espérance de vie

Années de guerre	Pays	Nom de la guerre	resultat de la guerre	Esperance de vie avant	Esperance de vie après	Comparaison esperance
1970-1975	Cambodia	Khmer Rouge	1	42,08	27,53	-14,55
1970-1971	Jordan	Palestinian	2	56,52	64,1	7,58
1971-1971	Sri Lanka	JPV	2	62,1	66,45	4,35
1972-1972	Burundi	Hutu rebellion	2	43,332	45,99	2,658
1973-1973	Chile	Army Revolt	1	61,04	67,69	6,65
1975-1990	Lebanon	Second Leb civ War	2	66,06	72,12	6,06
1975-1991	Ethiopia	Tigray; Ogaden	1	42,94	49,81	6,87
1978-2001	Afghanistan	Civil war: Mujahideen taliban	1	39	58,82	19,82
1978-1979	Iran	Iran revolution	1	53,51	53,98	0,47
1979-1982	Syria	Sunni v. Alawites	2	61,87	69,42	7,55
1980-1980	Liberia	Military faction (forces of Samuel Doe)	1	42,78	47	4,22
1980-1993	Iraq	Kurds/ Shi, itw insurrection	2	61,07	69,06	7,99
1980-1999	Peru	Shining Path	2	57,57	72,58	15,01
1980-1986	Uganda	War in the Bush	1	49,16	45,252	-3,908
1987-1989	Sri Lanka	JPV II	2	68,8	69,4	0,6
1988-1988	Burundi	Hutu/Tutsi	2	47,58	46,95	-0,63
1989-1989	Comoros	Prsidential guard	1	53,22	58,407	5,187
1989-1989	Rumania	NSF	1	69,65	69,5	-0,15
1989-1997	Liberia	NPFL	1	47,03	52,82	5,79

1989-1990	Sri Lanka	JVP	2	69,05	69,25	0,2
1990-1994	Rwanda	Tutsi Ivasion/Genoc	1	51,68	46,63	-5,05
1991-1991	Burundi	Hutu/Tutsi	2	48,24	46,9	-1,34
1991-2002	Sierra Leone	RUF	2	40,14	46,52	6,38
1993-1995	Azerbaijan	Military faction	1	65,02	66,76	1,74
1997-1997	Congo Brazzaville	Factional warfare	1	53,86	53,09	-0,77
1996-1997	RDC	fith RDC	1	49,2	51,38	2,18
1998-1999	Guinea Bissau	Coup	1	47,72	51,88	4,16
1998-2002	Angola	Third Angolan	2	45,2	52,7	7,5
2002-2002	RCA	Forces of Francois Bozize	1	43,35	45,63	2,28
2002-2003	Liberia	fourth Liberia	1	49,96	58,22	8,26
2005-2006	Chad	Fifth Chad	2	47,71	50,89	3,18
2010-2011	Tajikistan	IMU	2	66,08	70,397	4,317
2011-2011	Ivory Coast	FDSI	1	50,56	56,56	6
2011-2011	Libye	Revolution libyenne	1	72,06	72,31	0,25

Annexe 4 – Répertoire de cas et données sur le régime politique

Années de guerre	Pays	Nom de la guerre	resultat de la guerre	Polity IV score 5 avant	PolityIV score après	Régime politique
1970-1975	Cambodia	Khmer Rouge	1	-9	-66	-1
1970-1971	Jordan	Palestinian	2	-9	-10	-1
1971-1971	Sri Lanka	JPV	2	7	8	1
1972-1972	Burundi	Hutu rebellion	2	-7	-7	0
1973-1973	Chile	Army Revolt	1	6	-7	-1
1975-1990	Lebanon	Second Leb civ War	2	5	-66	-1
1975-1991	Ethiopia	Tigray; Ogaden	1	-7	2	1
1978-2001	Afghanistan	Civil war: Mujahideen taliban	1	-7	-66	-1
1978-1979	Iran	Iran revolution	1	-10	-6	1
1979-1982	Syria	Sunni v. Alawites	2	-9	-9	0
1980-1980	Liberia	Military faction (forces of Samuel Doe)	1	-6	-6	0
1980-1993	Iraq	Kurds/ Shi, itw insurrection	2	-7	-9	-1
1980-1999	Peru	Shining Path	2	-7	9	1
1980-1986	Uganda	War in the Bush	1	-7	-7	0
1987-1989	Sri Lanka	JPV II	2	5	5	0
1988-1988	Burundi	Hutu/Tutsi	2	-7	-77	-1
1989-1989	Comoros	Prsidential guard	1	-7	4	1
1989-1989	Rumania	NSF	1	-8	5	1
1989-1997	Liberia	NPFL	1	-6	0	1

1989-1990	Sri Lanka	JVP	2	5	5	0
1990-1994	Rwanda	Tutsi Ivasion/Genoc	1	-7	-6	1
1991-1991	Burundi	Hutu/Tutsi	2	-7	-5	1
1991-2002	Sierra Leone	RUF	2	-7	7	1
1993-1995	Azerbaijan	Military faction	1	-3	-7	-1
1997-1997	Congo Brazzaville	Factional warfare	1	5	-4	-1
1996-1997	RDC	fith RDC	1	-8	-77	-1
1998-1999	Guinea Bissau	Coup	1	-6	-1	1
1998-2002	Angola	Third Angolan	2	-1	-2	-1
2002-2002	RCA	Forces of Francois Bozize	1	5	-1	-1
2002-2003	Liberia	fourth Liberia	1	0	6	1
2005-2006	Chad	Fifth Chad	2	-2	-2	0
2010-2011	Tajikistan	IMU	2	-3	-3	0
2011-2011	Ivory Coast	FDSI	1	-77	4	1
2011-2011	Libye	Revolution libyenne	1	-7	-77	-1

Annexe 5 : Tableaux d'Anova Modèle 1 et 2 sur le PIB par habitant, l'espérance de vie et les inégalités

ANOVA^a

Modèle		Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	Sig.
1	Régression	,907	1	,907	2,236	,145 ^b
	de Student	12,985	32	,406		
	Total	13,892	33			
2	Régression	5,017	6	,836	2,544	,044 ^c
	de Student	8,875	27	,329		
	Total	13,892	33			

a. Variable dépendante : Comparaison PIB

b. Prédicteurs : (Constante), resultat de la guerre

c. Prédicteurs : (Constante), resultat de la guerre, Duree, letalite, conflit repeté, Conflit identitaire, interv étrangere

ANOVA^a

Modèle		Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	Sig.
1	Régression	8,131	1	8,131	,321	,575 ^b
	de Student	809,758	32	25,305		
	Total	817,890	33			
2	Régression	169,584	6	28,264	1,177	,348 ^c
	de Student	648,306	27	24,011		
	Total	817,890	33			

a. Variable dépendante : comparaison Inegalites

b. Prédicteurs : (Constante), resultat de la guerre

c. Prédicteurs : (Constante), resultat de la guerre, Duree, letalite, conflit repeté, Conflit identitaire, interv étrangere

ANOVA^a

Modèle		Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	Sig.
1	Régression	39,027	1	39,027	1,160	,289 ^b
	de Student	1076,377	32	33,637		
	Total	1115,404	33			
2	Régression	405,506	6	67,584	2,570	,042 ^c
	de Student	709,898	27	26,293		
	Total	1115,404	33			

a. Variable dépendante : Comparaison esperance

b. Prédicteurs : (Constante), resultat de la guerre

c. Prédicteurs : (Constante), resultat de la guerre, Duree, letalite, conflit repeté, Conflit identitaire, interv etrangere